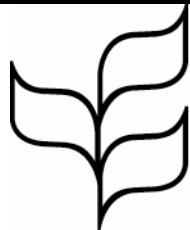




CBD



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/COP/11/3
18 juin 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Onzième réunion

Hyderabad, Inde, 8-19 octobre 2012

Points 1.7, 9 et 13 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DE LA SEIZIÈME RÉUNION DE L'ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES

TABLE DES MATIÈRES

<i>Point</i>		<i>Page</i>
POINT 1.	OUVERTURE DE LA RÉUNION	3
POINT 2.	ELECTION DU BUREAU, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX	3
A.	Participation	4
B.	Election du Bureau	7
C.	Adoption de l'ordre du jour	7
D.	Organisation des travaux	9
E.	Travaux des groupes de travail de session	9
POINT 3.	MOYENS D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES À LA LUMIÈRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET QUESTIONS, MODALITÉS ET OPTIONS DE COLLABORATION AVEC LA PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES (IPBES)	9

• UNEP/CBD/COP/11/1.

/...

Le présent document a fait l'objet d'un tirage limité dans le souci de minimiser l'impact écologique des activités du Secrétariat et de contribuer à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU pour une organisation sans effet sur le climat. Les délégués sont priés d'apporter leurs propres exemplaires à la réunion et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

POINT 4.	PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE : ÉLABORATION DE LA QUATRIÈME ÉDITION.....	11
POINT 5.	DIVERSITÉ BIOLOGIQUE INSULAIRE : EXAMEN APPROFONDI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL	12
POINT 6.	DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE ET CÔTIÈRE	14
6.1	Aires marines d'importance écologique ou biologique	14
6.2.	Lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique marine et côtière, notamment le blanchiment des coraux, l'acidification de l'océan, la pêche et le bruit en milieu marin	16
6.3.	Planification de l'espace marin, aires protégées et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les évaluations environnementales des zones marines et côtières.....	16
POINT 7.	DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	18
7.1.	Avis sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité	18
7.2	Intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris l'atténuation des déficiences de l'information et des connaissances	18
7.3.	Géo-ingénierie : répercussions sur la diversité biologique et lacunes dans les mécanismes réglementaires	20
POINT 8.	STRATÉGIE MONDIALE POUR LA CONSERVATION DES PLANTES : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/17	21
POINT 9.	INITIATIVE TAXONOMIQUE MONDIALE : PROJET RÉVISÉ DE STRATÉGIE EXHAUSTIVE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	22
POINT 10.	QUESTIONS NOUVELLES ET ÉMERGENTES	23
POINT 11.	BIOCARBURANTS ET DIVERSITÉ BIOLOGIQUE : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/37.....	24
POINT 12.	MESURES D'INCITATION : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/44	25
POINT 13 :	RAPPORTS SUR LA COLLABORATION DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DE LA SANTÉ	26
POINT 14.	QUESTIONS DIVERSES.....	26
POINT 15.	ADOPTION DU RAPPORT	27
POINT 16.	CLÔTURE DE LA RÉUNION	27
APPENDICE 1	DÉCLARATION DU SECRÉTARIAT DE LA CCNUCC	28
Annexe	RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES À SA SEIZIÈME RÉUNION (MONTRÉAL, 30 AVRIL-5 MAI 2012)	30

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

1. La seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (l'Organe subsidiaire) a eu lieu au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), à Montréal, du 30 avril au 5 mai 2012.

POINT 2. ELECTION DU BUREAU, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

2. La réunion a été ouverte le 30 avril 2012 à 10h10 par Mme Senka Barudanovic (Bosnie-Herzégovine), présidente de l'Organe subsidiaire. Mme Barudanovic a souhaité la bienvenue aux participants et félicité M. Braulio Ferreira de Souza Dias de sa nomination au poste de Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique. Elle a exprimé sa gratitude au Secrétaire exécutif précédent, M. Ahmed Djoghlaf, pour sa volonté résolue d'œuvrer à l'adoption du plan stratégique et du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relativ à la Convention sur la diversité biologique. La présidente a déclaré qu'elle entendait optimiser les contributions de l'Organe subsidiaire en renforçant sa base scientifique pour soutenir la mise en œuvre du plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et mettre en exergue le rôle que joue la biodiversité dans la résolution d'un grand nombre de problèmes du développement durable. Il importe donc d'examiner l'interaction éventuelle de l'Organe subsidiaire avec la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Elle a rappelé à l'Organe subsidiaire qu'il entreprendrait, à la présente réunion, un examen approfondi du programme de travail sur la diversité biologique insulaire, qui est le dernier programme de travail de la Convention et le dernier pour lequel un examen approfondi est prévu dans le programme de travail pluriannuel.

3. L'Organe subsidiaire examinera aussi des questions relatives à la diversité biologique marine et côtière. Le Secrétariat organise une série d'ateliers régionaux sur la description des zones répondant aux critères scientifiques de désignation des aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB). En s'appuyant sur les données scientifiques fournies par ces ateliers, l'Organe subsidiaire établira des rapports sur la description des AIEB pour examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion. En outre, l'Organe subsidiaire abordera les liens réciproques entre la diversité biologique et le changement climatique, qui devient une grande menace pour la diversité biologique. L'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci offrent également des occasions de réaliser les objectifs de la Convention sur la diversité biologique et la présente réunion examinera l'intégration des questions relatives à la biodiversité dans les activités liées aux changements climatiques, ainsi que des propositions de moyens de combler les lacunes pertinentes en matière d'information et de connaissances.

4. Elle a remercié les gouvernements pour leurs contributions financières qui avaient permis à des experts de participer à diverses réunions tenues pendant la période intersessions et en particulier l'Union européenne, l'Allemagne, la Norvège et l'Espagne, qui avaient parrainé la participation de délégués de pays en développement à la présente réunion. Elle a aussi remercié les membres du Bureau, le Secrétaire exécutif et les gouvernements et organisations qui avaient parrainé leurs représentants, ainsi que les experts qui avaient consacré leur temps aux travaux de la Convention et à les faire avancer.

5. Le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, M. Dias, a souhaité la bienvenue aux participants et déclaré que les délibérations de la réunion devraient se concentrer sur la fourniture d'avis concernant les questions scientifiques et techniques qui doivent être abordées afin de réaliser les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et de contribuer à la mise en œuvre nationale efficace du plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Il est nécessaire de favoriser une coopération technique et scientifique plus effective entre les Parties, conformément à leur engagement aux termes de l'article 18. Dans ce contexte, il s'est félicité vivement de l'initiative de la présidente d'organiser une table ronde sur les moyens pratiques de faciliter la coopération technique et scientifique à l'appui de l'application de la Convention. Il est aussi impératif d'améliorer les preuves scientifiques des conséquences de l'appauvrissement de la diversité biologique pour le fonctionnement des écosystèmes, leur capacité de fournir des biens et des services, et pour les moyens de subsistance et le bien-être

humains. Il faut mettre en place un système de suivi continu pour les objectifs d'Aichi, ce qui nécessitera un engagement et une participation accrues de la part de toutes les Parties et de tous les partenaires. Cela nécessitera également des observations systématiques de la diversité biologique avec la fréquence et la résolution nécessaires, la gestion de l'information afin que celle-ci puisse être employée pour des évaluations et pour en dégager des indicateurs, améliorer les modèles existants et faire de meilleures prévisions. Il a accueilli avec satisfaction la récente création de l'IPBES, qui facilitera les travaux de la Convention en effectuant des évaluations, en générant des connaissances, en contribuant au renforcement des capacités et en élaborant des outils et des méthodes à l'appui de la prise de décision. Il faut songer soigneusement à comment l'Organe subsidiaire et l'IPBES pourraient collaborer et communiquer de manière pratique et pragmatique afin que la diversité biologique en sorte gagnante. Enfin, il est nécessaire de mieux intégrer les programmes de travail et les initiatives intersectorielles de la Convention tout en étudiant les synergies au sein du processus de la Convention et avec d'autres conventions, notamment les possibilités d'intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs.

A. Participation

6. Ont assisté à la réunion des représentants des Parties et des autres gouvernements suivants :

Afrique du Sud	Cuba	Kiribati
Allemagne	Danemark	Koweït
Angola	Dominique	Liban
Antigua-et-Barbuda	Egypte	Libéria
Arabie saoudite	Equateur	Lituanie
Argentine	Estonie	Madagascar
Australie	Etats-Unis d'Amérique	Malaisie
Autriche	Ethiopie	Mali
Azerbaïdjan	Fédération de Russie	Maroc
Bangladesh	Finlande	Mauritanie
Belarus	France	Mexique
Belgique	Géorgie	Micronésie (Etats fédérés de)
Bénin	Ghana	Mozambique
Bhoutan	Grenade	Myanmar
Bosnie-Herzégovine	Guatemala	Nauru
Botswana	Guinée	Népal
Brésil	Haïti	Niger
Bulgarie	Îles Cook	Nigéria
Burkina Faso	Îles Marshall	Norvège
Burundi	Îles Salomon	Nouvelle-Zélande
Cambodge	Inde	Oman
Cameroun	Iraq	Ouganda
Canada	Irlande	Pakistan
Chili	Islande	Palaos
China	Jamaïque	Pays-Bas
Chypre	Japon	Pérou
Colombie	Jordanie	Philippines
Comores	Kenya	République centrafricaine
Croatie	Kirghizistan	

République de Corée	Samoa	Timor-Leste
République de Moldova	Sénégal	Togo
République démocratique du Congo	Serbie	Trinité-et-Tobago
République démocratique populaire lao	Seychelles	Tunisie
République dominicaine	Singapour	Turkménistan
République Tchèque	Somalie	Turquie
République-Unie de Tanzanie	Soudan	Ukraine
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Spain	Union européenne
Rwanda	Sri Lanka	Uruguay
Sainte-Lucie	Suède	Venezuela (République bolivarienne du)
Saint-Kitts-et-Nevis	Suisse	Viet Nam
	Suriname	Yémen
	Tadjikistan	Zambie
	Tchad	Zimbabwe
	Thaïlande	

7. Ont également assisté à la réunion des observateurs des organes, institutions spécialisées, secrétariats de convention et autres organes des Nations Unies suivants :

Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique voisine (ACCOBAMS)
 Banque mondiale
 Commission OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est
 Commission permanente du Pacifique Sud
 Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (Forest Europe)
 Convention de Ramsar relative aux zones humides
 Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne)
 Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU
 Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
 Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies.
 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
 Programme des Nations Unies pour l'environnement
 Programme des Nations Unies pour le développement
 Réseau et forum de gestion des aires marines protégées de la Caraïbe
 Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

8. Ont aussi été représentés par des observateurs :

Agence française des Aires Marines Protégées
 Andes Chinchasuyo
 Animal Welfare Institute
 ASEAN Centre for Biodiversity
 Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (OGP)

Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement
 Association russe des peuples autochtones du Nord
 Biosphère
 BirdLife International
 Botanic Gardens Conservation International

CAB International	Marine Conservation Biology Institute
CBD Alliance	Missouri Botanical Garden
Centre de droit international du développement durable	Natural History Museum
Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques (Fondation Tebtebba)	NatureServe
Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA)	Observatoire de l'Écopolitique Internationale
Collège International Marie de France	Organisation africaine des femmes autochtones (Nairobi)
College of the Atlantic	Partenariat insulaire mondial
Congruence LLC	Productions Glacialis
Conseil de l'Europe	Programme de coopération sur l'environnement pour l'Asie du Sud
Conseil mondial des océans (<i>World Ocean Council</i>)	RARE Conservation
Conseil national des Métis	Réseau canadien d'action sur les biotechnologies
Conservation International	Réseau civil japonais pour la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique
DIVERSITAS	Royal Botanic Garden of Edinburgh
EcoNexus	Royal Botanic Gardens, Kew
ECOROPA	SNC-Lavalin Environment
ETC Group	Système d'information biogéographique sur les océans (OBIS)
Fédération des scientifiques allemands	The Nature Conservancy
Forest Peoples Programme	The Nature Conservation Society of Japan
Global Biodiversity Information Facility (GBIF)	The Royal Society
Global Forest Coalition	TRAFFIC International
Greenpeace International	Union internationale des instituts de recherches forestières
Grupo de Ecología y Conservación de Islas Guanacaste Dry Forest Conservation Fund	Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN)
Institut de la fourrure du Canada	Université Concordia (Canada)
Institute for Biodiversity Network (IBN – Réseau d'experts en science et en économie)	Université de East Anglia (R-U)
Instituto de Estudos do Comercio e Negocios Internacionais	Université de Montréal (Canada)
International Center for Technology Assessment	Université de Reading (R-U)
Island Conservation	Université de Rome Sapienza
Japan Environmental Lawyers' Federation (JELF)	Université de Sherbrooke
Japan Wildlife Research Center	Université des Açores
John Abbott College	Université du Québec à Montréal -UQAM
Les amis de la montagne	Université McGill
Les Amis de la Terre – Etats-Unis	USC - Canada
	Wildlife Conservation Society
	World Federation for Culture Collections
	World Society for the Protection of Animals
	WWF International

B. Election du Bureau

9. Conformément aux élections qui ont eu lieu lors de la quatorzième et quinzième réunion de l'Organe subsidiaire, le Bureau de la seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques se compose des membres suivants :

Présidente : Mme Senka Barudanović (Bosnie-Herzégovine)

Vice-présidents : M. Alexander Shestakov (Fédération de Russie)
 Mme Gabriele Obermayr (Autriche)
 M. Ole Hendrickson (Canada)
 M. Ignatius Makumba (Zambie)
 M. Maadjou Bah (Guinée)
 Mme Larissa Maria Lima Costa (Brésil)
 M. Floyd Homer (Trinité-et-Tobago)
 Mme Nenenteiti Teariki-Ruatu (Kiribati)
 M. Monyrap Meng (Cambodge)

10. Il a été convenu que M. Monyrap Meng (Cambodge) assumerait les fonctions de rapporteur de la réunion.

11. A la 3^{ème} séance plénière de la réunion, le 5 mai 2012, l'Organe subsidiaire a élu les cinq nouveaux membres du Bureau suivants pour un mandat commençant à la fin de sa seizième réunion et se terminant à la fin de sa dix-huitième réunion, pour remplacer les membres de l'Autriche, du Brésil, de la Bosnie-Herzégovine, du Cambodge et de la Zambie :

M. Jean-Patrick Leduc (France)
 Mme Brigitte Baptiste (Colombie)
 Mme Ivna Vukšić (Croatie)
 M. Yousef Al-Hafedh (Arabie saoudite)
 M. Gemedo Dalle Tussie (Ethiopie)

12. Conformément à l'élection qui a eu lieu à la dixième réunion de la Conférence des Parties, Mme Senka Barudanović continuera à assumer les fonctions de présidente de l'Organe subsidiaire jusqu'à la fin de la onzième réunion de la Conférence des Parties.

C. Adoption de l'ordre du jour

13. A la 1^{ère} séance plénière de la réunion, le 30 avril 2012, l'Organe subsidiaire a adopté l'ordre du jour suivant sur la base de l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Bureau (UNEP/CBD/SBSTTA/16/1/Rev.1), tel que modifié oralement :

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d'organisation :
 - 2.1 Election du Bureau
 - 2.2 Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la lumière du Plan stratégique 2011-2020 et

questions, modalités et options de collaboration avec la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

4. Perspectives mondiales de la diversité biologique : élaboration de la quatrième édition.
 5. Diversité biologique insulaire : examen approfondi de la mise en œuvre du programme de travail.
 6. Diversité biologique marine et côtière :
 - 6.1 Aires marines d'importance écologique et biologique ;
 - 6.2 Lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique marine et côtière ;
 - 6.3 Planification de l'espace marin, aires protégées et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les évaluations environnementales des zones marines et côtières.
 7. Diversité biologique et changements climatiques :
 - 7.1 Avis sur l'application des garanties REDD+** pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité ;
 - 7.2 Intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris l'atténuation des déficiences de l'information et des connaissances ;
 - 7.3 Géo-ingénierie : répercussions sur la diversité biologique et lacunes dans les mécanismes réglementaires.
 8. Stratégie mondiale pour la conservation des plantes : progrès réalisés dans l'application de la décision X/17.
 9. Initiative taxonomique mondiale : projet révisé de stratégie exhaustive de renforcement des capacités.
 10. Questions nouvelles et émergentes.
 11. Biocarburants et diversité biologique : progrès réalisés dans l'application de la décision X/37.
 12. Mesures d'incitation : progrès réalisés dans l'application de la décision X/44.
 13. Rapports sur les travaux de collaboration dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la santé.
 14. Questions diverses.
 15. Adoption du rapport.
 16. Clôture de la réunion.
14. La délégation de l'Ethiopie a demandé pourquoi la restauration des écosystèmes et d'autres questions restées en suspens à la quinzième réunion de l'Organe subsidiaire ne figuraient pas à l'ordre du jour. Le Secrétariat a répondu que ces questions seraient abordées à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

** Dans les décisions et documents pertinents de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, y compris le document FCCC/SBSTA/2011/L.14, le terme REDD+ désigne « la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone dans les pays en développement »

D. Organisation des travaux

15. Pour son examen de l'organisation des travaux, l'Organe subsidiaire était saisi de la répartition des tâches qui figure à l'annexe I du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/1/Add.1/Rev.1).

16. L'Organe subsidiaire a décidé d'établir deux groupes de travail de session à composition non limitée pour sa seizième réunion comme prévu à l'annexe I de l'ordre du jour provisoire annoté (UNEP/CBD/SBSTTA/16/Add.1/Rev.1).

E. Travaux des groupes de travail de session

17. Suivant la décision prise par l'Organe subsidiaire à sa 1^{ère} séance plénière, le Groupe de travail I s'est réuni sous la présidence de M. Maadjou Bah (Guinée) et de M. Ole Hendrickson (Canada) afin d'examiner les points 4 (Perspectives mondiales de la diversité biologique : élaboration de la quatrième édition), 7.1 (Avis sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité), 7.2 (Intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris l'atténuation des déficiences de l'information et des connaissances), 7.3 (Géo-ingénierie : répercussions sur la diversité biologique et lacunes dans les mécanismes réglementaires), 11 (Biocarburants et diversité biologique : progrès réalisés dans l'application de la décision X/37), 12 (Mesures d'incitation : progrès réalisés dans l'application de la décision X/44) et 13 (Rapports sur les travaux de collaboration dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la santé) de l'ordre du jour. Le Groupe de travail s'est réuni à dix reprises du 30 avril au 4 mai 2012. Il a adopté le présent rapport à sa dixième réunion, le 4 mai 2012.

18. Conformément à la décision prise par l'Organe subsidiaire à sa 1^{ère} séance plénière, le groupe de travail II s'est réuni sous la présidence de Mme Gabriele Obermayr (Autriche) et de Mme Larissa Maria Lima Costa (Brésil) pour examiner les points 5 (Diversité biologique insulaire : examen approfondi de la mise en œuvre du programme de travail), 6.1 (Aires marines d'importance écologique et biologique), 6.2 (Lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique marine et côtière), 6.3 (Planification de l'espace marin, aires protégées et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les évaluations environnementales des zones marines et côtières), 8 (Stratégie mondiale pour la conservation des plantes : progrès réalisés dans l'application de la décision X/17) et 10 (Questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique) de l'ordre du jour. Le groupe de travail a tenu 8 réunions du 30 avril au 4 mai 2012. Il a adopté le présent rapport à sa huitième réunion, le 4 mai 2012.

19. A sa 2^{ème} séance plénière, le 3 mai 2012, et à la 4^{ème} séance plénière, le 5 mai 2012, l'Organe subsidiaire a entendu des rapports présentés par les coprésidents des groupes de travail sur l'état d'avancement de leurs travaux.

POINT 3. MOYENS D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES À LA LUMIÈRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET QUESTIONS, MODALITÉS ET OPTIONS DE COLLABORATION AVEC LA PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SCIENTIFIQUE ET POLITIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES (IPBES)

20. L'Organe subsidiaire a examiné le point 3 de l'ordre du jour à sa 1^{ère} séance plénière le 30 avril 2012. Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif sur les moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la lumière du Plan stratégique 2011-2020 et questions, modalités et options de collaboration (UNEP/CBD/SBSTTA/16/2), modifiée oralement par le représentant du Secrétariat. Il était également saisi d'un document d'information contenant les conclusions de la deuxième séance plénière destinée à

établir les modalités et les dispositions institutionnelles de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/40).

21. M. Neville Ash, directeur de la section biodiversité du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a décrit les résultats de la deuxième séance plénière destinée à établir les modalités et les dispositions institutionnelles de l'IPBES, qui a eu lieu du 16 au 21 avril 2012 à Panama.

22. Dans son exposé, M. Ash a déclaré que l'IPBES serait composée de trois structures: un organe directeur plénier ouvert à la participation des Etats membres des Nations Unies, un bureau composé d'un président et de quatre vice-présidents, un de chacune des régions des Nations Unies, et de cinq autres fonctionnaires, et un groupe d'experts pluridisciplinaire chargé des fonctions scientifiques et techniques de l'IPBES. Le groupe d'experts pluridisciplinaire sera initialement composé de cinq membres, un de chacune des régions des Nations Unies, mais il a été suggéré de passer à l'avenir à une structure reflétant les régions biogéographiques. Les présidents des organes subsidiaires scientifiques des accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la diversité biologique et aux services fournis par les écosystèmes associés seront invités à assister à ses réunions en qualité d'observateurs.

23. Il a aussi été convenu que le siège de son secrétariat serait situé à Bonn, en Allemagne, le PNUE faisant fonction de secrétariat provisoire. Il a expliqué que, bien que les fonctions, les principes de fonctionnement et les arrangements institutionnels aient été élaborés, certains détails doivent encore être mis au point et que, vu les travaux à effectuer, la première réunion plénière de l'IPBES aurait sans doute lieu au début de 2013. Cela permettrait à tous les participants d'examiner les contributions des réunions des organes subsidiaires et des conférences des parties des accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la diversité biologique et aux services associés fournis par les écosystèmes.

24. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Equateur, Egypte, Espagne, Ethiopie, France, Ghana, Guatemala, Guinée, Inde, Japon, Jordanie, Malaisie, Mexique, Pays-Bas, Niger, Norvège, République de Corée, Royaume-Uni, Soudan, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Union européenne et Yémen.

25. Sont également intervenus les représentants du Conseil national des Métis, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et de ETC Group.

26. A l'issue des délibérations, la présidente a demandé à M. Hesiquio Benitez-Diaz (Mexique) et à Mme Tone Solhaug (Norvège) d'animer un groupe informel afin d'examiner les amendements au projet de recommandation suggérés.

27. A sa 2^{ème} séance plénière, le 3 mai 2012, M. Benitez Diaz a fait rapport à l'Organe subsidiaire sur l'état des travaux du groupe informel. Après avoir entendu ce rapport, l'Organe subsidiaire a repris son examen du point 3 de l'ordre du jour à la lumière du projet de recommandation présenté par M. Benitez Diaz.

28. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Canada, Chine, Danemark, République dominicaine, Ethiopie, Union européenne, France, Guatemala, Mexique, Pérou, Fédération de Russie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Uruguay.

29. Un représentant du PNUE est également intervenu en sa qualité de secrétariat provisoire de l'IPBES.

30. En réponse à une question posée, le conseiller juridique du Secrétariat a dit que, aux termes du paragraphe 4 i) de l'article 23 de la Convention, la Conférence des Parties pouvait prendre toute mesure supplémentaire nécessaire à la poursuite des objectifs de la Convention, et qu'elle pouvait donc déterminer l'interaction de la Convention avec d'autres organes tels que l'IPBES. En outre, le paragraphe 3 de l'article 25 dispose que la Conférence des Parties peut développer les attributions et le mandat de

l'Organe subsidiaire. Par conséquent, la Conférence des Parties peut définir les modalités de l'interaction entre l'Organe subsidiaire et l'IPBES.

31. Après un échange de vues, le projet de recommandation, tel que modifié oralement, a été approuvé pour adoption officielle par l'Organe subsidiaire en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.6.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

32. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.6 en tant que recommandation XVI/1. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

**POINT 4. PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE :
ÉLABORATION DE LA QUATRIÈME ÉDITION**

33. Le groupe de travail I a abordé le point 4 de l'ordre du jour à sa première réunion, le 30 avril 2012, sous la présidence M. Maadjou Bah (Guinée). Pour faciliter son examen de ce point, le groupe de travail était saisi d'une note du Secrétaire exécutif sur le plan pour la préparation de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/3), ainsi que de l'évaluation du processus de préparation et de production de la troisième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/1) et du projet de stratégie de communication de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/2).

34. Présentant ce point, le représentant du Secrétariat a attiré l'attention sur le paragraphe 17 d) de la décision X/2, dans lequel la Conférence des Parties prie le Secrétaire exécutif d'élaborer un plan pour la préparation de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique sur la base des cinquièmes rapports nationaux, de l'utilisation des principaux indicateurs de la diversité biologique et d'autres renseignements pertinents, aux fins d'examen par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques avant la onzième réunion de la Conférence des Parties. Le plan ainsi préparé est présenté dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/3, qui comprend également un sommaire des principaux points découlant du processus d'élaboration et de production de la troisième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique.

35. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Colombie, Danemark, Éthiopie, France, Inde, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda, Suède, Suisse, Soudan et Thaïlande.

36. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a aussi pris la parole.

37. Les représentants de DIVERSITAS et du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité ont fait connaître leur position.

38. Le représentant de la Suisse a indiqué que son pays fournirait un soutien financier à la préparation du projet de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique et le représentant du Japon a dit que son pays assurerait la traduction de la publication en japonais.

39. Après un échange de points de vue, le coprésident a indiqué qu'il préparerait une version révisée du projet de recommandation proposé dans la note du Secrétaire exécutif UNEP/CBD/SBSTTA/16/3, intégrant les points de vue exprimés par les participants et les présentations écrites transmises au Secrétariat aux fins d'examen à une réunion ultérieure.

40. Le groupe de travail a examiné le projet de recommandation révisé à ses quatrième et cinquième réunions, le 2 mai 2012.

41. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Colombie, Danemark, Éthiopie, France, Inde,

Mexique, Niger, Norvège, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suisse et Union européenne.

42. Le représentant de l'Union européenne a demandé que la déclaration suivante soit incluse dans le rapport de la réunion.

« Les Parties et les autres gouvernements devraient offrir des contributions financières à point nommé afin de développer des indicateurs de la diversité biologique qui « mettent à profit et donnent suite aux travaux du Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité visant à créer des indicateurs mondiaux de la diversité biologique pour l'après-2010 et appuyer les Parties dans le développement d'indicateurs nationaux correspondants, dans le cadre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (objectifs d'Aichi 1 à 20). Par conséquent, l'Union européenne soutient la proposition du PNUE à l'appui de l'application de la Convention et du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, par les Parties (paragraphe 14 h) du document UNEP/CBD/WG-RI/4/7 sur le mécanisme de financement : examen du FEM-5 et besoins pour le FEM-6).

« En 2011, l'Union européenne a fourni un soutien financier au Groupe spécial d'experts techniques sur les indicateurs du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et offrira cette année un soutien financier au PNUE afin que se poursuivent les travaux du Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité. »

43. Une déclaration a été faite par le représentant du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité.

44. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.3.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

45. A sa 2^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.3, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/2. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 5. DIVERSITÉ BIOLOGIQUE INSULAIRE : EXAMEN APPROFONDI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

46. Le groupe de travail II a examiné le point 5 de l'ordre du jour à sa première réunion, le 30 avril 2012, sous la présidence de Mme Larissa Maria Lima Costa (Brésil). Pour guider ses débats, le groupe de travail était saisi d'une note du Secrétaire exécutif sur la biodiversité insulaire (UNEP/CBD/SBSTTA/16/4) et de documents d'information sur une compilation et une synthèse des informations fournies par les Parties, les autres gouvernements et organisations pour l'examen approfondi de la diversité biologique insulaire (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/3) et sur l'intégration des conséquences des changements climatiques et des interventions associées dans le programme de travail sur la diversité biologique insulaire (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/4).

47. Sur l'invitation de la coprésidente, l'honorable M. Ronald Jumeau (Seychelles), ambassadeur des Seychelles pour les questions relatives aux changements climatiques et aux petits États insulaires en développement, a présenté un exposé. Il a fait valoir que la biodiversité insulaire précieuse et unique disparaissait à un rythme alarmant, les taux d'extinction sur les îles étant 187 fois supérieurs aux taux continentaux pour les oiseaux et 177 fois supérieurs pour les mammifères. Ce taux de perte compromet de plus en plus les possibilités de développement durable, y compris l'élimination de la pauvreté, et réduit la résilience aux changements climatiques. Cependant, bien que les pays insulaires demandent une coopération et un appui plus importants et plus poussés, ils donnent néanmoins également l'exemple, malgré des ressources limitées.

48. M. Jumeau a informé le groupe de travail que les Seychelles ont déposé leur instrument de ratification du Protocole de Nagoya au Dépositaire de l'ONU à New York, ce qui rend les Seychelles le

premier État insulaire, et seulement le quatrième État au monde, à ce faire. Les Seychelles ont également choisi d'emprunter aux taux du marché international pour construire plusieurs nouvelles îles destinées au développement plutôt que d'envahir les parcs nationaux et les réserves naturelles. Autre exemple, les Palaos, pays comptant quelques 20 000 habitants, qui en 2011 a alloué 1,4 million de dollars US provenant du Green Fee (une surtaxe de départ) au réseau d'aires protégées des Palaos, dans le cadre de son engagement au Défi de la Micronésie.

49. La diversité biologique insulaire est importante pour tous les États dotés d'îles quel que soit leur niveau de développement, et M. Jumeau se félicite du Régime volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les territoires des régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outremer de l'Union européenne (BEST) de l'Union européenne, qu'il estime être un signal prometteur à la fois d'une plus grande reconnaissance de la protection de la biodiversité dans ses territoires insulaires et d'un investissement accru. Selon lui, la onzième réunion de la Conférence des Parties constitue indubitablement la dernière chance d'aborder la question spécifique de la diversité biologique insulaire, et il demande instamment à la réunion de rendre justice à ces défenseurs de la biodiversité, éloignés certes, mais néanmoins uniques, et de les aider dans l'utilisation judicieuse de leur environnement naturel, au profit de leur population et de leur biodiversité, et également pour sauvegarder le patrimoine naturel commun de l'humanité.

50. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Danemark, de la France, de l'Inde, du Japon, de la Jordanie, de Kiribati, de Madagascar, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la République de Corée, du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Sainte-Lucie, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Trinité-et-Tobago, et du Yémen.

51. Un représentant de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe a aussi pris la parole.

52. Sont également intervenus les représentants des organismes Island Conservation et RARE Conservation.

53. Sur proposition de la coprésidente, le groupe de travail a créé un groupe de contact, coprésidé par Mme Nenenteiti Teariki-Ruatu (Kiribati) et M. Floyd Homer (Trinité-et-Tobago), chargé d'examiner les amendements au projet de recommandation suggérés.

54. Le groupe de travail a examiné une version révisée du projet de recommandation figurant dans la note du Secrétaire exécutif UNEP/CBD/SBSTTA/16/4 à sa quatrième réunion, le 2 mai 2012.

55. Des déclarations ont été faites par des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, de la Chine, de l'Inde, des Philippines et de l'Union européenne.

56. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel qu'amendé oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.2.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

57. A sa 2^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.2 en tant que recommandation XVI/3. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

58. Une déclaration a été faite par un représentant des îles Cook, s'exprimant également au nom d'Antigua-et-Barbuda, de Cuba, de la Dominique, de la Grenade, de la Jamaïque, de Kiribati, des îles Marshall, des Etats fédérés de Micronésie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la République dominicaine, de Saint-Kitts-et-Nevis, du Samoa, des Seychelles et de Trinité-et-Tobago. Conscients des progrès accomplis pour parvenir à un consensus, les pays concernés ont pleinement approuvé la recommandation adoptée et noté les opportunités présentées aux Etats insulaires et aux Etats dotés d'îles de renouveler leur adhésion au programme de travail sur la diversité biologique insulaire dans le cadre de l'élaboration en cours de plans d'action pour les aires protégées et des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, conformément au Plan stratégique pour la diversité biologique et à

ses objectifs d'Aichi. Ils ont demandé instamment aux Parties d'intégrer les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique révisés et les plans d'action pour les aires protégées dans la planification et les programmes de travail nationaux afin de garantir un respect général des obligations nationales que leur confère la Convention, y compris la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Enfin, ils se félicitent de l'initiative des Etats insulaires proposée en marge de la onzième réunion de la Conférence des Parties, de reconnaître le dynamisme dont ont fait preuve les Etats insulaires et les Etats dotés d'îles dans la prise de mesures promptes dans le cadre du programme de travail sur la diversité biologique insulaire et leur contribution aux objectifs d'Aichi.

POINT 6. DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE ET CÔTIÈRE

Point 6.1 Aires marines d'importance écologique ou biologique

59. Le groupe de travail II s'est saisi du point 6.1 à sa première réunion, le 30 avril 2012, sous la coprésidence de Mme Gabriele Obermayr (Autriche). Pour guider ses débats, il avait à sa disposition une note sur la diversité biologique marine et côtière : aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB) (UNEP/CBD/SBSTTA/16/5) et le projet de rapport analytique sur les AIEB (UNEP/CBD/SBSTTA/16/5/Add.1, et Corr.1). Il avait également à sa disposition le rapport de l'atelier régional conjoint OSPAR/CPANE sur les AIEB de l'Atlantique du Nord-Est (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5), un examen du rapport de l'atelier régional conjoint OSPAR/CPANE sur les AIEB (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5/Add.1), le rapport de l'atelier régional du Pacifique Sud-Ouest sur les AIEB (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/6), le rapport de l'atelier régional sur les AIEB de la région des Caraïbes et médio-atlantique ouest (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/7), le rapport de synthèse des travaux réalisés en matière d'identification des AIEB en Méditerranée (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/8), le manuel de formation aux aires marines d'importance écologique ou biologique et ses modules, y compris le guide de l'utilisateur du centre de documentation et du centre d'échange d'information sur les AIEB (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/9), et une note identifiant des éléments spécifiques pour l'intégration des connaissances traditionnelles, scientifiques, techniques et technologiques des communautés autochtones et locales, et les critères sociaux et culturels pour l'identification des AIEB, ainsi que la création et la gestion d'aires marines protégées (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/10).

60. Sur l'invitation de la coprésidente, M. Nic Bax de la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO), Mme Ana Paula Prates du Ministère de l'environnement brésilien, M. David Johnson de la Commission OSPAR (administrateur des Conventions de Paris et d'Oslo pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est) et Mme Célia le Ravallec du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE ont tour à tour pris la parole pour présenter les résultats de quatre ateliers régionaux sur les AIEB. Les ateliers ont couvert les régions du Pacifique Sud-Ouest, des Caraïbes, de l'Atlantique Centre-Ouest, de l'Atlantique Nord-Est, et de la Méditerranée respectivement. M. Bax a commencé l'exposé avec une introduction sur AIEB et leur importance et l'a achevée avec un certain nombre de conclusions pertinentes, qui sont expliquées plus en détail dans les documents UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5 à 8.

61. Des déclarations ont été faites par les représentants de la République de Corée, du Danemark, de l'Islande, du Japon et du Mexique.

62. A sa deuxième réunion, le 1^{er} mai 2012, le groupe de travail a repris son examen du point 6.1 de l'ordre du jour.

63. Des déclarations ont été faites par des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, des États fédérés de Micronésie, de la Fédération de Russie, de la France, du Ghana, de l'Inde, du Libéria, de Madagascar, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, de la République dominicaine, du Sénégal, du Soudan, de la Thaïlande, de l'Union européenne et du Venezuela.

64. Des déclarations ont également été faites par les représentants de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, du Bureau des affaires juridiques de l'ONU et de la FAO.

65. Des déclarations ont en outre été faites par des représentants du Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA), du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité, de l'IUCN, du Conseil mondial des océans et du WWF International.

66. Après avoir entendu les déclarations, la coprésidente a constitué un groupe de contact à composition non limitée présidé par M. Alexander Shestakov (Fédération de Russie) et M. Paulino Franco de Carvalho Neto (Brésil), chargé d'examiner les amendements suggérés et d'élaborer un projet de recommandation révisé pour examen par le groupe de travail.

67. A sa sixième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a examiné une version révisée du projet de recommandation qui figure dans la note du Secrétaire exécutif UNEP/CBD/SBSTTA/16/5, élaborée par les coprésidents du groupe de contact à composition non limitée. L'additif à la note du Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/SBSTTA/16/5/Add.1 et Corr. 1), avec les amendements proposés par le groupe de contact, était annexé au projet de recommandation.

68. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, France, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, République de Corée et Union européenne.

69. A sa septième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a poursuivi l'examen de la version révisée du projet de recommandation et d'un document officieux contenant deux paragraphes supplémentaires proposés par des délégués à inclure dans le projet de recommandation.

70. La représentante de l'Afrique du Sud a rappelé au groupe de travail que certaines régions n'avaient pas encore eu la possibilité de tenir un atelier pour les aider à recenser les zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB et qu'il ne serait pas possible d'examiner les rapports de ces ateliers à la onzième réunion de la Conférence des Parties s'ils n'avaient pas été examinés d'abord à une réunion de l'Organe subsidiaire. Elle a exprimé sa déception quant au fait que les préoccupations particulières de ces régions pourraient être ignorées lors de la décision des critères de définition des AIEB.

71. Le représentant du Ghana a ajouté que le Groupe africain était préoccupé par le fait que ses points de vue n'avaient pas été sollicités lors d'un atelier sur l'élaboration des critères de désignation des AIEB. Le Groupe africain préfèrerait qu'un examen exhaustif des critères de désignation des aires marines d'importance écologique ou biologique soit effectué une fois que tous les ateliers auront été tenus, ce qui rendrait cet examen plus objectif.

72. Le groupe de travail a décidé de transmettre le projet de recommandation révisé, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.13.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

73. A sa 3^{ème} séance plénière, le 5 mai 2012, l'Organe subsidiaire a examiné le projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.13.

74. Prenant la parole au nom du Groupe africain, le représentant du Libéria a réitéré les préoccupations exprimées par le représentant du Ghana et demandé que le rapport entier soit mis entre crochets.

75. Le Secrétaire exécutif a expliqué que les critères employés pour identifier les AIEB avaient été examinés et adoptés par la Conférence des Parties à sa neuvième réunion sur la base des propositions faites par un groupe d'experts à représentation régionale équilibrée. D'autres ateliers régionaux sont prévus dans le cadre du processus de consultations sur les aires marines d'importance écologique ou biologique. Les préparatifs de l'atelier de l'océan Indien sont déjà en place et on espère qu'un atelier pour l'Atlantique Est suivra ; des délégués désignés par les pays africains participeront à ces deux ateliers. Il a donné l'assurance de la volonté résolue du Secrétariat de continuer à organiser des ateliers de cette série.

76. A sa 4^{ème} séance plénière, le 5 mai 2012, l'Organe subsidiaire a poursuivi son examen du projet de recommandation.

77. Prenant la parole au nom du Groupe africain, le représentant du Libéria a déclaré que, après de longues consultations, le Groupe africain avait décidé de retirer sa demande que le rapport entier soit mis entre crochets à condition que des ateliers continuent à être organisés pour les régions qui n'en ont pas encore tenu, notamment l'Afrique, et qu'un nouveau paragraphe soit inclus dans la partie B du projet de recommandation, priant le Secrétaire exécutif d'élaborer un programme complet d'ateliers et de le diffuser le plus tôt possible, en tout état de cause avant la onzième réunion de la Conférence des Parties au plus tard.

78. Le projet de recommandation a été ajusté en conséquence.

79. La représentante de l'Afrique du Sud a souligné les nombreuses contraintes techniques et technologiques auxquelles les pays en développement, en particulier en Afrique, font face et qui sont susceptibles d'entraver l'exécution de certaines activités du Secrétariat dans le cadre de la Convention. Le renforcement des capacités et les liens entre l'Organe subsidiaire et l'IPBES pourraient aider à éliminer ces contraintes. Elle a réaffirmé l'engagement de la région à l'application de la Convention.

80. Le représentant du Brésil a dit que la suppression du paragraphe concernant le sud de la mer Brésilienne dans le tableau 2 de l'annexe de la recommandation XVI/4 devrait être considérée comme provisoire en attendant son examen pour réinsertion dans ce tableau à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

81. A sa 4^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.13, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/4. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

Point 6.2. *Lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique marine et côtière, notamment le blanchiment des coraux, l'acidification de l'océan, la pêche et le bruit en milieu marin*

Point 6.3. *Planification de l'espace marin, aires protégées et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les évaluations environnementales des zones marines et côtières*

82. Le groupe de travail a examiné les points 6.2 et 6.3 de l'ordre du jour à sa deuxième réunion, le 1er mai 2012, sous la présidence de Mme Gabriele Obermayr (Autriche). Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif sur la lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique marine et côtière (UNEP/CBD/SBSTTA/16/6), du rapport sur les progrès réalisés en matière de mise en œuvre du plan de travail spécifique sur le blanchiment des coraux (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/11), d'une synthèse scientifique sur les conséquences du bruit en milieu marin sur diversité biologique et les habitats marins et côtiers (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/12), du rapport de la réunion mixte d'experts sur l'abord des préoccupations en matière de diversité biologique dans la pêche durable (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/13), du rapport de la réunion d'experts sur l'élaboration d'une série d'exams conjoints par des experts pour surveiller et évaluer les incidences de l'acidification des océans sur la biodiversité marine et côtière (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/14), et du document de synthèse sur les incidences des débris marins sur la biodiversité marine et côtière (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/15).

83. Pour guider son examen du point 6.3, le groupe de travail avait à sa disposition une note du Secrétaire exécutif sur la planification de l'espace marin et des lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des aires marines et côtières (UNEP/CBD/SBSTTA/16/7), et le projet de lignes directrices volontaires pour la prise en compte de la diversité biologique lors des études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques dans les aires marines et côtières (UNEP/CBD/SBSTTA/16/7/Add.1), ainsi que des documents d'information contenant un aperçu général

de la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques dans les zones marines et côtières (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/16), des propositions relatives à l'Initiative pour des océans durables (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/17), et une synthèse de l'expérience et de l'utilisation de la planification de l'espace marin (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/18).

84. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de la Chine, de la République de Corée, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Inde, du Japon, du Mexique, de la Norvège, de la Thaïlande, et du Timor-Leste.

85. Le groupe de travail a repris son examen des points 6.2 et 6.3 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1^{er} mai 2012.

86. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine, de l'Australie, des États-Unis d'Amérique, de la Jordanie, des États fédérés de Micronésie, du Pérou et de l'Union européenne.

87. Ont aussi pris la parole des représentants de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

88. Sont également intervenus des représentants de la Fédération des scientifiques allemands, de Greenpeace, du Collectif international d'appui à la pêche artisanale (CIAPA), du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN).

89. A l'issue des délibérations, la coprésidente a annoncé qu'elle préparerait des versions révisées des projets de recommandation figurant dans les documents UNEP/CBD/SBSTTA/16/6 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/7 pour examen par le groupe de travail au cours d'une réunion ultérieure.

90. A sa septième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a poursuivi son examen du point 6.2 de l'ordre du jour et d'une version révisée du projet de recommandation figurant dans la note du Secrétaire exécutif sur la lutte contre les effets néfastes des activités anthropiques sur la diversité biologique des zones marines et côtières (UNEP/CBD/SBSTTA/16/6).

91. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Japon, Nigeria, Norvège, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Union européenne.

92. Un représentant de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone Atlantique voisine (ACCOBAMS) a aussi pris la parole.

93. A sa huitième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a poursuivi son examen de la version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/6.

94. Des déclarations ont été faites par les pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Canada, République dominicaine, Espagne, Equateur, France, Guatemala, Islande, Japon, Pérou et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

95. La représentante de l'Argentine a déclaré qu'il importait de tenir compte des économies d'échelle et qu'il était nécessaire d'avoir un nombre suffisant d'exemples avant de demander au Secrétaire exécutif de rassembler et de faire la synthèse des informations scientifiques pour examen par l'Organe subsidiaire. Sinon, l'information examinée par l'Organe subsidiaire ne serait pas suffisamment représentative.

96. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.16.

97. A sa huitième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a poursuivi son examen du point 6.3 de l'ordre du jour et de la version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/7.

98. Des déclarations ont été faites par les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, République dominicaine, France, Inde, Japon, Mexique, Fédération de Russie et Union européenne.

99. Appuyée par l'Argentine et la République dominicaine, la représentante de l'Australie a déclaré que les lignes directrices facultatives qui figurent dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/7/Add.1 avaient besoin d'être affinées avant la onzième réunion de la Conférence des Parties.

100. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.15.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

101. A sa 4^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.16, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/5, et le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.15, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/6. Le texte adopté de ces deux recommandations figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 7. DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Point 7.1. *Avis sur l'application des garanties REDD+** pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité*

Point 7.2. *Intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris l'atténuation des déficiences de l'information et des connaissances*

102. Le groupe de travail I a abordé simultanément les points 7.1 et 7.2 de l'ordre du jour à sa deuxième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Maadjou Bah (Guinée). Pour faciliter son examen du point 7.1, le groupe de travail avait à sa disposition une note du Secrétaire exécutif portant sur l'avis sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité (UNEP/CBD/SBSTTA/16/8), des propositions des Parties sur les garanties REDD+ et l'évaluation des incidences des mesures REDD+ sur la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/19), une proposition adressée par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sur des orientations méthodologiques pour les activités liées au programme REDD+, en particulier aux systèmes de fourniture d'informations sur l'abord et le respect des garanties mentionnées à l'appendice I de la décision 1/CP.16 de la CCNUCC (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/20), une analyse des indicateurs possibles visant à mesurer les répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité et sur les communautés autochtones et locales (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/21), un cadre de travail pour intégrer les questions liées à la diversité biologique aux programmes nationaux REDD+ (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/22), l'évaluation de l'efficacité des mesures REDD+ dans les pays à faible capacité de surveillance (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/23), un examen des activités de garantie REDD+ (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/24) et un rapport d'information sur l'amélioration de la surveillance et de la communication des rapports sur la diversité biologique des forêts (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/25).

103. Pour guider son examen du point 7.2, le groupe de travail était saisi de propositions sur l'intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris l'atténuation des déficiences de l'information et des connaissances

** Dans les décisions et documents pertinents de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le terme REDD+ désigne «la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement ».

(UNEP/CBD/SBSTTA/16/9), sur la biodiversité biologique et les changements climatiques : exemples de modèles bioclimatiques (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/26) et du rapport sommaire sur le Pavillon des Conventions de Rio (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/27).

104. S’agissant du point 7.1, le représentant du Secrétariat a remercié les pays qui avaient accueilli les quatre ateliers d’experts dont les conclusions ont servi en partie à l’élaboration du document UNEP/CBD/ SBSTTA/16/8, ou offert un soutien financier pour leur tenue. Il a aussi fait une déclaration au nom du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, laquelle est jointe dans un appendice au présent rapport.

105. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Australie, Belgique, Brésil, Danemark, Finlande, France, Guatemala, Inde, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suisse et Thaïlande.

106. Le groupe de travail I a repris l’examen des points 7.1 et 7.2 de l’ordre du jour à sa deuxième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Bah.

107. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Burkina Faso, Canada, Chine, République démocratique du Congo, Équateur, Éthiopie, Ghana, Inde, Malaisie, Niger, Norvège, Ouganda et Union européenne.

108. Les représentants de la FAO et de la Banque mondiale ont fait connaître leur position.

109. Les représentants de DIVERSITAS, de Global Forest Coalition, du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et de l’Union internationale des instituts de recherches forestières ont aussi pris la parole.

110. A la suggestion du coprésident, il a été décidé de constituer un groupe d’amis de la présidence à composition non limitée, auquel les représentants de l’Afrique du Sud, de l’Australie, du Brésil, de la Chine, du Danemark, de l’Inde, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de l’Ouganda ont été particulièrement invités à participer, afin de parvenir à un consensus. M. Ignatius Makumba (Zambie) et M. Alan Reid (Nouvelle-Zélande) agiraient en qualité de facilitateurs des débats.

111. Le coprésident a dit que des versions révisées des projets de recommandation figurant dans les documents UNEP/CBD/SBSTTA/16/8 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/9 seraient établies pour être examinées individuellement.

112. Au titre du point 7.1 de l’ordre du jour, le Groupe de travail a entendu un rapport d’activités de M. Makumba et s’est penché sur la version révisée du projet de recommandation contenu dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/8 à sa neuvième réunion, le 4 mai 2012, sous la présidence de M. Ole Hendrickson (Canada).

113. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Équateur, Éthiopie, France, Ghana, Guatemala, Japon, Mexique, Norvège, Ouganda, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Suisse et Union européenne.

114. Le groupe de travail a convenu de transmettre le projet de recommandation, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.12.

115. Au titre du point 7.2 de l’ordre du jour, le groupe de travail s’est penché sur la version révisée du projet de recommandation proposé dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/9 à sa sixième réunion, le 3 mai 2012, sous la présidence de M. Hendrickson.

116. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Colombie, Danemark, Éthiopie, Finlande, Guatemala, Inde, Japon, Libéria, Malaisie, Mexique, Norvège, Ouganda, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Suède, Suisse, Union européenne et Zambie.

117. Les représentants de DIVERSITAS et du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité ont aussi pris la parole.

118. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.5.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

119. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.12, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/7, et le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.5, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/8. Le texte adopté de ces deux recommandations figure à l'annexe du présent rapport.

Point 7.3. Géo-ingénierie : répercussions sur la diversité biologique et lacunes dans les mécanismes réglementaires

120. Le groupe de travail I a abordé le point 7.3 de l'ordre du jour à sa deuxième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Ole Hendrickson (Canada). Pour son examen de ce point, le groupe de travail était saisi d'une note du Secrétaire exécutif sur les questions techniques et réglementaires relatives à la géo-ingénierie présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/10), de documents d'information sur les répercussions sur la diversité biologique des techniques de géo-ingénierie relatives au climat (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/28), sur le cadre réglementaire pour la géo-ingénierie relative au climat présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/29) et sur les incidences de la géo-ingénierie relative au climat sur la diversité biologique : points de vue et expériences des communautés autochtones et locales (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/30).

121. Présentant ce point, la représentante du Secrétariat a expliqué que les études dont il est question dans les documents d'information UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/28 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/29 ont été réalisées en réponse à la décision X/33, notamment les paragraphes 9 l) et 9 m) respectivement. Elle a précisé que, pour faciliter la préparation des documents de géo-ingénierie dont l'Organe subsidiaire était saisi, le Secrétaire exécutif avait constitué un groupe d'experts et un groupe de liaison juridique grâce aux généreuses contributions du gouvernement britannique et du gouvernement norvégien. Elle a expliqué en outre que le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/30 avait été établi sur la base d'une consultation en ligne avec des peuples autochtones et des communautés locales, hébergée par l'UNESCO. Les propositions élaborées par le Secrétaire exécutif sont réunies dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/10.

122. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Équateur, Éthiopie, Finlande, France, Inde, Norvège, Ouganda, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Thaïlande.

123. Des déclarations ont également été faites par des représentants d'EcoNexus, prenant la parole également au nom de Biofuelwatch et de Global Forest Coalition, de l'ETC Group et de la Fondation Tebtebba (Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques).

124. Après un échange de points de vue, le coprésident a indiqué qu'il établirait une version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/10 compte tenu des points de vue exprimés par les participants et des contributions transmises par écrit au Secrétariat, pour examen à une réunion ultérieure.

125. Le Groupe de travail s'est penché sur la version révisée du projet de recommandation à ses huitième et neuvième réunions, le 4 mai 2012.

126. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Colombie, Danemark, Équateur, États-Unis d'Amérique,

Ethiopie, Finlande, France, Guatemala, Inde, Malaisie, Mexique, Niger, Norvège, Ouganda, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suède, Union européenne et République bolivarienne du Venezuela.

127. Les représentants de ETC Group et de la Royal Society ont fait connaître leur position.

128. Le groupe de travail a convenu de transmettre le projet de recommandation amendé oralement à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.11.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

129. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.11, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/9. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

130. Faisant référence au paragraphe 10 du projet de décision, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait la déclaration suivante :

« Les Etats-Unis contestent ce paragraphe, qui ne reflète pas de manière exacte le droit international coutumier. Nous ne sommes pas d'accord avec la caractérisation et l'interprétation de divers instruments et concepts juridiques dans ce rapport, notamment l'opinion du rapport que plusieurs concepts reflètent le droit international coutumier. Quant à l'approche de précaution, qui ne relève pas du droit international coutumier, nous ne pensons pas qu'elle est un outil approprié ou particulièrement utile dans le contexte de la géo-ingénierie. »

POINT 8. STRATÉGIE MONDIALE POUR LA CONSERVATION DES PLANTES : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/17

131. Le groupe de travail II a abordé l'examen du point 8 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de Mme Lima Costa. Pour guider ses débats, le groupe de travail avait à sa disposition une note du Secrétaire exécutif sur la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes : progrès réalisés dans l'application de la décision X/17 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/11), et un document d'information sur la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes : flore mondiale en ligne d'ici à 2020 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/38).

132. Des déclarations ont été faites par des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Chine, de la Colombie, du Danemark, de la France, du Guatemala, de l'Inde, du Japon, de la Jordanie, de la Malaisie, du Mexique, du Pérou, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande et de la Turquie.

133. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est aussi intervenu.

134. Des déclarations ont en outre été faites par les représentants de Botanic Gardens Conservation International, du Global Partnership for Plant Conservation, de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et de TRAFFIC International, prenant la parole également au nom de WWF International.

135. Après un échange de vues, la coprésidente a annoncé qu'elle préparerait une version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/11, en tenant compte des points de vue exprimés par les participants et des contributions transmises par écrit au Secrétariat, pour examen au cours d'une réunion ultérieure.

136. Le groupe de travail a examiné la version révisée du projet de recommandation à sa cinquième réunion, le 3 mai 2012.

137. Des déclarations ont été faites par les représentants de la Belgique, du Brésil, du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Mexique, du Pérou, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède.

138. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé aux auteurs de la phrase "et ces pays qui sont des centres d'origine de biodiversité" de revenir sur ce libellé car la phrase était vague. Affirmant que tous les pays sont des centres d'origine de biodiversité, il a offert de travailler avec les auteurs du texte pour le peaufiner avant la onzième réunion de la Conférence des Parties afin qu'il traduise leur intention réelle. Le représentant du Pérou a déclaré que le terme « centres d'origine de biodiversité » devrait être remplacé par le terme « centres d'origine de diversité génétique » conformément à la Convention.

139. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel qu'amendé oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.7.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

140. A sa 3^{ème} séance plénière, le 5 mai 2012, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.7, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/10. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 9. INITIATIVE TAXONOMIQUE MONDIALE : PROJET RÉVISÉ DE STRATÉGIE EXHAUSTIVE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

141. Le groupe de travail II a abordé l'examen du point 9 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1er mai 2012, sous la présidence de Mme Larissa Maria Lima Costa. Pour guider ses travaux, le groupe de travail avait à sa disposition le projet révisé de stratégie de renforcement des capacités pour l'initiative taxonomique mondiale (UNEP/CBD/SBSTTA/16/12) et des documents d'information, notamment un rapport d'étape sur les activités de renforcement de capacités au titre de l'initiative taxonomique mondiale et les espèces exotiques envahissantes (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/31) et une note sur l'Initiative taxonomique mondiale et l'application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/37).

142. En présentant le point 9, le représentant du Secrétariat a rappelé au groupe de travail qu'à sa quinzième réunion, l'Organe subsidiaire avait approuvé une recommandation adressée à la Conférence des Parties sur le projet de stratégie de renforcement des capacités de l'Initiative taxonomique mondiale, et avait par ailleurs prié le Secrétaire exécutif de réviser ledit projet de stratégie. Le projet de stratégie avait de nouveau été examiné par les Parties, les observateurs, et les communautés autochtones et locales, et leurs observations et propositions avaient été incorporées dans la stratégie révisée.

143. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de la Chine, du Danemark, de la Finlande, de la Jordanie, de la Malaisie, et du Mexique.

144. Le groupe de travail II a repris son examen du point 8 de l'ordre du jour à sa quatrième réunion, le 2 mai 2012.

145. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Brésil, Burundi, Colombie, France, Ghana, Japon, Pérou, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie et Uruguay.

146. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est aussi intervenu.

147. Après un échange de vues, la coprésidente a annoncé qu'elle préparerait une version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/12, en tenant compte des points de vue exprimés par les participants et des contributions transmises par écrit au Secrétariat, pour examen à une réunion ultérieure.

148. Le groupe de travail a examiné la version révisée du projet de recommandation à sa cinquième réunion, le 3 mai 2012.

149. Des déclarations ont été faites par des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Burundi, du Canada, de la Chine, de la Colombie, de la République de Corée, du Guatemala, du Mexique, du Pérou, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède.

150. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel que modifié oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.4.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

151. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.4, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/11. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 10. QUESTIONS NOUVELLES ET ÉMERGENTES

152. Le groupe de travail II a examiné le point 10 de l'ordre du jour à sa quatrième réunion, le 2 mai 2012, sous la coprésidence de Mme Gabriele Obermayr (Autriche). Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif sur les questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/13) et d'un document d'information sur les questions nouvelles et émergentes relatives à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/35).

153. Les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Ghana, Guatemala, Islande, Inde, Japon, Jordanie, Liban, Malaisie, Mexique, Norvège, Pérou, Philippines, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Suède, Suisse, et Thaïlande.

154. Des déclarations ont également été faites par les représentants de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

155. Sont aussi intervenus les représentants de Alliance for Biodiversity in Latin America, de ETC Group, d'Amis de la Terre Etats-Unis, prenant la parole également au nom du International Center for Technology Assessment et du Center for Food Safety.

156. A l'issue des délibérations, la coprésidente a annoncé qu'elle préparera une version révisée du projet de recommandation figurant dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/13, en tenant compte des points de vue exprimés par les participants et des contributions transmises par écrit au Secrétariat, pour examen à une réunion ultérieure.

157. Le groupe de travail a examiné la version révisée du projet de recommandation contenu dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/13 à sa cinquième réunion, le 3 mai 2012.

158. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, de la Colombie, du Ghana, de la Grenade, du Japon, du Libéria, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union européenne et de l'Uruguay.

159. Ont aussi pris la parole des représentants de l'Alliance for Biodiversity in Latin America, de ETC Group, de la Fédération des scientifiques allemands et du International Center for Technology Assessment, s'exprimant également au nom du Center for Food Safety et avec l'appui d'Amis de la Terre Etats-Unis.

160. Suite à ces déclarations, la coprésidente a créé un groupe de rédaction à composition non limitée présidé par M. Hesiquio Benitez Diaz (Mexique), qu'elle a chargé d'examiner le projet de recommandation.

161. A sa sixième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a entendu un rapport du président du groupe de rédaction sur l'état d'avancement de ses travaux et a repris son examen du projet de recommandation.

162. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Ghana, Grenade, Inde, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Union européenne.

163. Suite à la discussion, il a été décidé de créer un groupe des amis de la présidence présidé par M. Andrew Stott (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), pour examiner les questions en suspens.

164. A sa huitième réunion, le 4 mai 2012, le groupe de travail a entendu un rapport d'activité présenté par le président du groupe des amis de la présidence, M. Stott, et a poursuivi son examen sur la base du texte présenté.

165. Des déclarations ont été faites par les représentants des Philippines, de la Suède et de l'Union européenne.

166. Le groupe de travail est convenu de transmettre le projet de recommandation révisé, tel qu'amendé oralement, à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.14.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

167. A sa 4^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.14, tel qu'amendé oralement, en tant que recommandation XVI/12. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 11. BIOCARBURANTS ET DIVERSITÉ BIOLOGIQUE : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/37

168. Le groupe de travail I a examiné le point 11 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Ole Hendrickson (Canada). Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif sur les biocarburants et la diversité biologique : rapport sur les travaux effectués en application de la décision X/37 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/14) et d'un document d'information sur les biocarburants et la diversité biologique : renseignements supplémentaires sur les travaux effectués en réponse à la décision X/37 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/32).

169. Présentant ce point, le représentant du Secrétariat a indiqué que les documents dont l'Organe subsidiaire était saisi avaient déjà été présentés aux fins d'examen critique par des pairs et que leur mise au point avait été achevée à la lumière des commentaires émis.

170. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Canada, Cuba, Danemark, Inde, Japon, Mexique, Philippines, République bolivarienne du Venezuela, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse et Thaïlande.

171. Les représentants de Biofuelwatch, d'EcoNexus, s'exprimant également au nom d'USC Canada, de Global Forest Coalition et de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), sont également intervenus.

172. En raison de la divergence des points de vue exprimés au cours des débats, il a été décidé, à la suggestion du coprésident, de constituer un groupe d'amis de la présidence qui se pencherait sur la question.

173. A sa sixième réunion, le 3 mai 2012, le groupe de travail a été saisi d'un rapport d'activité présenté par M. Horst Korn (Allemagne), qui avait agi en qualité de facilitateur des débats du groupe des amis de la présidence.

174. Le Groupe de travail a entendu un autre rapport d'activité de M. Korn à sa neuvième réunion, le 4 mai 2012, sous la présidence de M. Maadjou Dah (Guinée). M. Korn a présenté une version révisée du projet de recommandation contenu dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/14 élaboré par le Secrétariat. Il a précisé qu'il représentait un équilibre délicat atteint lors des consultations.

175. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Danemark, Ethiopie, Guatemala, Malaisie, Norvège, Philippines, République bolivarienne du Venezuela et Suisse.

176. Le groupe de travail a convenu de transmettre le projet de recommandation amendé oralement à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.10.

177. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a émis des réserves quant au paragraphe-clef 1 de la décision proposée dans le projet de recommandation, plus particulièrement les mentions « droits fonciers » et « y compris l'eau ».

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

178. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.10, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/13. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 12. MESURES D'INCITATION : PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DE LA DÉCISION X/44

179. Le groupe de travail I a abordé le point 12 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Ole Hendrickson (Canada). Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif comprenant un rapport sur l'état d'avancement des activités entreprises par les Parties, les autres gouvernements, les organisations et initiatives concernées, et le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/SBSTTA/16/15) et d'un document d'information sur les mesures d'incitation : synthèse de l'information sur les progrès accomplis dans l'application de la décision X/44 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/36).

180. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Colombie, Danemark, Équateur, Finlande, France, Inde, Japon, Mexique, Pays-Bas, République bolivarienne du Venezuela, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Thaïlande.

181. Les représentants d'EcoNexus et de l'UICN ont aussi pris la parole.

182. Après un échange de points de vue, le coprésident a indiqué qu'il préparerait une version révisée du projet de recommandation proposé dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/15, intégrant les points de vue exprimés par les participants et les contributions écrites transmises au Secrétariat aux fins d'examen à une réunion ultérieure.

183. Le groupe de travail s'est penché sur la version révisée du projet de recommandation à ses sixième et septième réunions, le 3 mai 2012.

184. Des déclarations ont été faites par les représentants des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Botswana, Burkina Faso, Canada, Chine, Danemark, États-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

185. Le groupe de travail a repris son examen de la version révisée du projet de recommandation à sa neuvième réunion, le 4 mai 2012.

186. Des déclarations ont été faites par les représentants du Danemark et de l'Inde.

187. Le groupe de travail a convenu de transmettre le projet de recommandation modifié oralement à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.9.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

188. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.9, tel que modifié oralement, en tant que recommandation XVI/14. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 13 : RAPPORTS SUR LA COLLABORATION DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DE LA SANTÉ

189. Le groupe de travail I a examiné le point 13 de l'ordre du jour à sa troisième réunion, le 1^{er} mai 2012, sous la présidence de M. Maadjou Bah (Guinée). Il était saisi pour ce faire d'une note du Secrétaire exécutif concernant les rapports sur les travaux collaboration dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la santé (UNEP/CBD/SBSTTA/16/16) et de documents d'information, notamment le rapport sur les travaux de collaboration dans le domaine de la biodiversité et l'agriculture (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/33) et de la diversité biologique et la santé : informations supplémentaires sur les travaux effectués en réponse au paragraphe 17 de la décision X/20 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/34).

190. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Autriche, du Brésil et de la Suisse.

191. S'exprimant également au nom d'EcoHealth Alliance, le représentant de DIVERSITAS est aussi intervenu.

192. Le groupe de travail I a repris l'examen du point 13 à sa quatrième réunion, le 2 mai 2012.

193. Les représentants du Canada, de l'Éthiopie et des Philippines ont fait une déclaration.

194. Le représentant de la FAO a aussi communiqué sa position.

195. Après un échange de points de vue, le coprésident a indiqué qu'il préparerait une version révisée du projet de recommandation proposé dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/16 intégrant les points de vue exprimés par les participants et les contributions soumises par écrit au Secrétariat pour examen à une réunion ultérieure.

196. Le groupe de travail a examiné la version révisée du projet de recommandation à sa septième réunion, le 3 mai 2012, et à sa huitième réunion, le 4 mai 2012.

197. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, du Burkina Faso, du Canada, de la Chine, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Japon, de la Malaisie, du Mexique, de la Norvège, du Pérou et de l'Union européenne.

198. Une déclaration a également été faite par un représentant de DIVERSITAS.

199. Le groupe de travail a convenu de transmettre le projet de recommandation amendé verbalement à la plénière en tant que projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.8.

Suite donnée par l'Organe subsidiaire

200. A sa 3^{ème} séance plénière, l'Organe subsidiaire a adopté le projet de recommandation UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.8 sous sa forme oralement modifiée en tant que recommandation XVI/15. Le texte adopté de cette recommandation figure à l'annexe du présent rapport.

POINT 14. QUESTIONS DIVERSES

201. Aucune autre question n'a été examinée.

POINT 15. ADOPTION DU RAPPORT

202. Le présent rapport a été adopté, tel que modifié oralement, à la 4^{ème} séance plénière de la réunion, le 5 mai 2012, sur la base du projet de rapport établi par le rapporteur (UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.1) et des rapports des groupes de travail (UNEP/CBD/SBSTTA/16/L.1/Add.1 et 2).

POINT 16. CLÔTURE DE LA RÉUNION

203. Le Secrétaire exécutif s'est félicité des progrès accomplis par l'Organe subsidiaire malgré la complexité de ses travaux à l'interface entre la science et la politique. La création de l'IPBES ne diminuera guère les responsabilités de l'Organe subsidiaire, mais elle contribuera à soutenir ses travaux et à perfectionner ses analyses. Compte tenu des difficultés rencontrées par certains pays dans l'application de la Convention, il a réaffirmé la ferme intention du Secrétariat de fournir l'appui nécessaire.

204. La présidente a déclaré que l'Organe subsidiaire était sur la bonne voie pour sauvegarder l'avenir de la diversité biologique. Louant la volonté dont avaient fait preuve les délégués pour trouver des solutions communes à des problèmes difficiles, elle a exhorté les Parties à collaborer pleinement avec leurs membres régionaux du Bureau dans la poursuite des objectifs de la Convention. Elle a exprimé ses remerciements à tous ceux qui l'avaient aidée et conseillée pendant ses deux mandats en qualité de présidente de l'Organe subsidiaire.

205. Après l'échange habituel de courtoisies, la seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques a été close, le 5 mai 2012 à 16h15.

*Appendice I***DÉCLARATION DU SECRÉTARIAT DE LA CCNUCC****Point 7.1 de l'ordre du jour : Avis sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité**

Le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est heureux d'avoir cette opportunité de présenter une déclaration aux Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à son secrétariat à l'occasion de la seizième réunion de son Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, qui a lieu du 30 avril au 5 mai 2012, à Montréal, au Canada. Le secrétariat de la CCNUCC souhaite saisir cette occasion pour noter sa collaboration étroite avec le secrétariat de la CDB dans le domaine de la diversité biologique et des changements climatiques, en particulier sur les questions relatives à la biodiversité et aux aspects environnementaux et sociaux de la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement et le rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD-plus).

Le secrétariat de la CCNUCC souhaite exprimer sa gratitude au secrétariat de la CDB pour avoir partagé les résultats de ses travaux, en particulier ceux des quatre ateliers d'experts sur les liens entre la biodiversité et la REDD-plus, y compris les garanties pour la diversité biologique, qui ont été organisés entre septembre 2010 et septembre 2011 avec les Parties à la CCNUCC, dans un document¹ présenté à la CCNUCC en septembre 2011. Les deux secrétariats ont collaboré aux contributions à ces ateliers. Le secrétariat de la CCNUCC a partagé avec le secrétariat de la CDB et les participants de ces ateliers des informations, des faits nouveaux et des orientations sur la REDD-plus résultant du processus de la CCNUCC. A leur tour, les résultats ont éclairé les discussions sur les garanties pour les activités REDD-plus au sein du processus de la CCNUCC.

La dix-septième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC, qui a eu lieu l'année dernière à Durban, en Afrique du Sud, a fait de bon progrès sur des questions relatives à la REDD-plus. La Conférence des Parties a adopté une décision sur les « Principes relatifs à des systèmes de communication d'informations sur la manière dont les garanties sont prises en compte et respectées et sur les modalités relatives aux niveaux d'émission de référence pour les forêts et aux niveaux de référence pour les forêts visées par la décision 1/CP.16 » (décision 12/CP.17²). Une deuxième décision relative aux options de financement pour la mise en œuvre complète d'activités REDD-plus basées sur les résultats a été adoptée par la Conférence des Parties dans le cadre de la série de décisions issues des résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (décision 2/CP.17³). Cette année, les Parties à la CCNUCC poursuivront leurs travaux sur les directives méthodologiques et les options de financement relatives à la REDD-plus. Plus particulièrement, les Parties poursuivront leur examen des modalités de mesure, de rapport et de vérification et des systèmes nationaux de surveillance des forêts. Les Parties se pencheront en outre sur la nécessité de principes supplémentaires afin d'assurer la transparence, la cohérence et l'efficacité lors de la communication d'informations sur la manière dont les garanties sont prises en compte et respectées. Les résultats de ces travaux devraient être présentés à la Conférence des Parties à sa dix-huitième session.

¹ Ce document peut être consulté à l'adresse <http://unfccc.int/resource/docs/2011/smsn/igo/137.pdf>

² Le texte intégral de cette décision est disponible à l'adresse <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a02.pdf#page=16>

³ Le texte intégral de la décision peut être consulté à l'adresse <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a01.pdf#page=4>

Vu les travaux méthodologiques supplémentaires nécessaires pour accroître la mise en œuvre des activités REDD-plus, le secrétariat de la CCNUCC compte poursuivre son étroite collaboration avec le secrétariat de la CDB dans le domaine de la biodiversité et de la REDD-plus. Les deux secrétariats continueront à collaborer pour aider les Parties à parvenir à un consensus sur ces questions, en particulier celles qui sont liées à la conservation de la diversité biologique et la REDD-plus, pour accroître les synergies résultant des travaux des deux processus et pour renforcer les capacités afin de faciliter la mise en œuvre des activités REDD-plus tout en conservant la diversité biologique dans les pays parties en développement.

/...

Annexe

**RECOMMANDATIONS ADOPTÉES PAR L'ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR
DES AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES À SA SEIZIÈME
RÉUNION**

(Montréal, 30 avril-5 mai 2012)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
XVI/1 Moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organe subsidiaire et possibilités de collaboration avec la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	31
XVI/2 Considérations pour l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique	34
XVI/3. Examen approfondi du programme de travail sur la diversité biologique insulaire	38
XVI/4 Diversité biologique marine et côtière : aires marines d'importance écologique ou biologique	42
XVI/5 Diversité biologique marine et côtière : pêche durable et lutte contre les effets néfastes des activités humaines sur la diversité biologique marine et côtière	73
XVI/6 Diversité biologique marine : planification de l'espace marin et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des zones marines et côtières	78
XVI/7 Avis sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité	81
XVI/8 Propositions sur l'intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris les lacunes à combler dans les connaissances et les informations	84
XVI/9 Questions techniques et réglementaires relatives à la géo-ingénierie présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique	87
XVI/10 Stratégie mondiale pour la conservation des plantes	90
XVI/11 Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale	94
XVI/12 Questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique	102
XVI/13 Biocarburants et diversité biologique	105
XVI/14 Mesures d'incitation : progrès réalisés dans l'application de la décision X/44	107
XVI/15 Rapports sur les travaux de collaboration dans les domaines de la biodiversité et l'agriculture, des forêts, et de la biodiversité et la santé	110

/...

XVI/I. Moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organe subsidiaire et possibilités de collaboration avec la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

A. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques recommande que la Conférence des Parties adopte une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties,

Rappelant ses décisions VIII/9, IX/15, X/2 et X/11, et soulignant que des évaluations périodiques sont requises, à tous les niveaux, pour fournir aux décideurs les informations de base nécessaires à une gestion adaptative et pour promouvoir la volonté politique d'agir, afin de remédier à l'appauvrissement de la diversité biologique et à la dégradation des écosystèmes et des services qu'ils fournissent et de gérer les répercussions sur le bien-être humain,

Rappelant que la fonction de l'Organe subsidiaire, telle qu'elle est énoncée à l'article 25 de la Convention, est de fournir à la Conférence des Parties et, le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires, des avis en temps opportun sur l'application de la Convention, y compris des évaluations scientifiques et techniques sur l'état de la diversité biologique et les effets des types de mesures prises en application des dispositions de la Convention,

Réitérant qu'il est nécessaire de renforcer la capacité de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de donner des avis en la matière,

Soulignant la nécessité d'appuyer la participation pleine et effective des communautés autochtones et locales aux travaux de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,

Reconnaissant que la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques est un organisme intergouvernemental indépendant et qu'il convient de respecter ses fonctions, ses principes opérationnels et ses dispositions institutionnelles,

1. *Prenant note* de l'évaluation de l'efficacité de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques en ce qui concerne l'exécution de son mandat figurant dans la partie II et à l'annexe II de la note du Secrétaire exécutif sur les *Moyens d'améliorer l'efficacité de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques* (UNEP/CBD/SBSTTA/16/2), *prie* le Secrétaire exécutif, dans la limite des ressources disponibles :

a) De rassembler les informations contenues dans les décisions prises et les examens effectués sur :

- i) Les besoins scientifiques et techniques relatifs à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique;
- ii) Les outils et les méthodes de soutien des politiques générales (y compris des outils et les méthodes interculturels), élaborés ou utilisés au titre de la Convention et leur caractère adéquat, leur impact et les obstacles à leur adoption, et identifier les lacunes et les besoins de perfectionnement de ces outils et méthodes;
- iii) Le caractère adéquat des observations et des systèmes de données pour assurer un suivi des attributs de la diversité biologique abordés dans les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, en s'appuyant, entre autres, sur les informations contenues dans le rapport du groupe spécial d'experts techniques sur les indicateurs du Plan stratégique pour la diversité biologique

(UNEP/CBD/SBSTTA/15/INF/6) et sur le rapport concernant le caractère adéquat des systèmes d'observation de la diversité biologique à l'appui des objectifs de la CDB pour 2020 (UNEP/CBD/SBSTTA/15/INF/8);

iv) Des options pour évaluer les effets des types de mesures prises en application des dispositions de la Convention; et

b) De rendre compte des progrès accomplis sur ces questions à une réunion de l'Organe subsidiaire précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

2. *Prie* l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, à partir de son analyse du rapport sur les progrès accomplis sur les questions mentionnées au paragraphe 1 b) ci-dessus, de recenser les besoins scientifiques et techniques liés à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et de faire rapport à ce sujet à la Conférence des Parties à sa douzième réunion;

3. *Accueille favorablement* la création de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) dans la ville de Panama, au Panama, le 21 avril 2012, et les autres résultats de la réunion plénière visant à déterminer les modalités et les dispositions institutionnelles de cette plateforme, en particulier la décision permettant au président de l'Organe subsidiaire de participer en qualité d'observateur au groupe d'experts pluridisciplinaire, afin de promouvoir une communication et des synergies adéquates entre l'Organe subsidiaire et l'IPBES;

4. *Invite* la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques à examiner comment ses activités pourraient mettre à profit et contribuer à la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique, ainsi que d'autres évaluations futures concernant la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, et à fournir des informations sur d'autres options de politique générale disponibles pour accomplir la vision du Plan stratégique à l'horizon 2050, selon qu'il convient et conformément aux mandats de l'Organe subsidiaire et de l'IPBES;

5. *Est d'avis* que le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses objectifs d'Aichi offrent un cadre souple utile à la réalisation du programme relatif à la diversité biologique à tous les niveaux et invite la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques à examiner comment son programme de travail peut contribuer à leur réalisation;

6. *Décide* que l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, dans le cadre de son mandat et conformément à d'autres orientations fournies par la Conférence des Parties :

a) Devrait recenser les besoins scientifiques et techniques relatifs à la mise en œuvre du Plan stratégique qui pourraient être examinés par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques;

b) Devrait examiner les résultats pertinents de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et prendre en considération et compléter ces résultats par d'autres travaux, selon qu'il convient, dans ses recommandations à la Conférence des Parties;

7. *Prie* le Secrétaire exécutif d'étudier les possibilités d'officialiser la collaboration avec la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et de faire rapport à ce sujet à la Conférence des Parties à sa douzième réunion.

B. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. *Prend note* des travaux intersessions qui seront effectués par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et prie le Secrétaire exécutif, conformément au mandat énoncé au paragraphe 4 de la décision X/11 de la Conférence des Parties, de contribuer aux travaux intersessions effectués par la Plateforme et de transmettre un rapport à la Conférence des Parties, à sa onzième réunion, sur les travaux intersessions et leurs répercussions pour la Convention sur la diversité biologique;

2. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les communautés autochtones et locales à communiquer leurs points de vue sur le processus de la Convention à utiliser pour acheminer les demandes de la Convention à la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques;

3. *Prie* le Secrétaire exécutif d'élaborer des propositions à partir des points de vue demandés au paragraphe 2 ci-dessus, notamment sur la façon d'acheminer les demandes de la Convention à la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion.

XVI/2 Considérations pour l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. *Prend note* des conclusions de l'évaluation du processus d'élaboration et de l'incidence de la troisième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/1) et prie le Secrétaire exécutif de faire en sorte qu'elles soient prises en compte lors de l'élaboration de la quatrième édition;

2. *Prend note également* du plan d'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-4) figurant dans la note du Secrétaire exécutif sur le sujet (UNEP/CBD/SBSTTA/16/3), et souligne que :

a) Le GBO-4 devrait fournir une évaluation à mi-parcours des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique;

b) Le GBO-4 devrait aborder :

- i) Les interventions gouvernementales qui pourraient efficacement contribuer à la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique;
- ii) Les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique (en tenant compte à la fois des engagements, plans et objectifs nationaux adoptés par les Parties, et du degré de leur mise en œuvre sur le terrain);
- iii) La manière dont la réalisation des objectifs d'Aichi contribuerait à la vision 2050 du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique;
- iv) La manière dont les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs d'Aichi contribuent à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de leurs cibles pour 2015;

c) Le GBO-4, qui devra être facile à comprendre et accessible à différents publics, sera constitué de plusieurs produits présentés lors d'événements clés, à commencer par la onzième réunion de la Conférence des Parties ; son contenu s'inspirera d'informations provenant d'un éventail de sources, y compris des informations disponibles fournies par les Parties;

3. *Prie* le Secrétaire exécutif :

a) d'aviser les partenaires concernés et les contributeurs potentiels, dont le Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité, le Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Global Biodiversity Information Facility, le Réseau d'Observation de la Biodiversité (GEO-BON) du Groupe sur l'Observation de la Terre, et DIVERSITAS entre autres, du calendrier d'élaboration des divers éléments et produits de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique, et invite ces organisations à rendre disponibles des informations scientifiques conformément au champ d'application et au procédé de production qui figurent dans la note du Secrétaire exécutif UNEP/CBD/SBSTTA/16/3;

b) d'entamer les préparatifs sur la base de ce plan, en tenant compte des observations énoncées au cours de la seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

c) de fournir régulièrement au Bureau de l'Organe subsidiaire des rapports d'étape sur l'élaboration du GBO-4, en vue de permettre à ce dernier de superviser le procédé d'élaboration;

d) de mettre sur pied, conformément aux directives sur la composition des groupes d'experts qui figurent dans le mode de fonctionnement de l'Organe subsidiaire (annexe III de la décision VIII/10),

un groupe consultatif pour la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique afin de fournir le plus rapidement possible des orientations sur le procédé d’élaboration du GBO-4, et d’examiner les données et les normes méthodologiques, les plans de développement et les produits, l’assurance de la qualité et l’inclusion d’études de cas, et donner des avis en la matière;

e) de faire en sorte que le groupe consultatif et le Bureau de l’Organe subsidiaire, en surveillant et guidant l’élaboration du GBO-4, fassent le meilleur usage possible des ressources disponibles, notamment en organisant des consultations par voie électronique et en tenant des réunions en marge d’autres événements pertinents;

f) d’étudier, en collaboration avec le groupe consultatif et le Bureau de l’Organe subsidiaire, les façons dont les activités de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques pourraient tirer parti de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique et des autres évaluations futures de la réalisation des objectifs d’Aichi relatifs à la diversité biologique et y contribuer, en vue de réduire au minimum les doubles emplois en matière d’informations et d’efforts et d’optimiser la complémentarité entre les deux processus selon qu’il convient et conformément aux mandats de l’Organe subsidiaire et de l’IPBES;

g) de partager l’évaluation du GBO-3 et les plans pour le GBO-4 avec le secrétariat provisoire de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) pour considération lors de l’élaboration ultérieure du programme de travail de l’IPBES;

h) de solliciter l’aide du Partenariat relatif aux indicateurs de diversité biologique pour actualiser les indicateurs utilisés dans le GBO-3 et pour élaborer de nouveaux indicateurs à l’appui des buts et des objectifs du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique;

i) de présenter un rapport sur l’état d’avancement de l’élaboration du GBO-4 à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

4. *Recommande* que la Conférence des Parties, à sa onzième réunion, adopte une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties,

Rappelant le paragraphe 13 de la décision X/2 qui prévoit que la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique sera élaborée pour fournir une évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans la poursuite des objectifs d’Aichi relatifs à la diversité biologique, y compris une analyse de la contribution de l’application de la Convention et de son Plan stratégique à la réalisation des cibles 2015 des Objectifs du millénaire pour le développement,

Rappelant également les paragraphes 5 et 6 de la décision X/10 dans lesquels elle demande au Fonds pour l’environnement mondial et invite les autres donateurs, gouvernements et organismes bilatéraux et multilatéraux à fournir en temps opportun une aide financière adéquate pour l’élaboration des cinquièmes rapports nationaux,

1. *Prend note* du rapport intérimaire sur l’élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique présenté à la onzième réunion de la Conférence des Parties;

2. *Soulignant* l’importance des rapports nationaux et de leur présentation en temps utile pour l’élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique et rappelant la décision X/10, *demande instamment* aux Parties de soumettre leur cinquième rapport national au plus tard le 31 mars 2014;

3. *Demande instamment* aux Parties et invite les autres gouvernements et les organisations concernées, dont les communautés autochtones et locales, à rendre disponibles des

données, informations et études de cas en vue d'une inclusion éventuelle dans la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique, en utilisant les cadres d'indicateurs appropriés, en se fondant, entre autres, sur le cadre souple et la liste indicative d'indicateurs identifiés dans l'annexe de la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire⁴ sur l'état et les tendances de la diversité biologique et les menaces qui la guettent, les facteurs de la perte de biodiversité et les mesures pour y remédier, et les progrès réalisés en matière de mise en œuvre de la Convention et du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020, en fournissant de telles informations dans leur cinquième rapport national ou dans des communications antérieures, en mettant à profit, le cas échéant, les documents déjà disponibles sur les pages Web du Partenariat relatif aux indicateurs de diversité biologique;

4. *Encourage* les Parties and invite les autres gouvernements et les organisations concernées à appuyer les Parties en fournissant des données pertinentes à la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique;

5. *Se félicite* des engagements financiers prompts de l'Union européenne et de la Suisse destinés à faciliter l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique;

6. *Demande instamment* aux Parties et invite les autres gouvernements et les donateurs à offrir des contributions financières en temps opportun pour l'élaboration et la production de la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique et de ses produits ancillaires, y compris les traductions dans toutes les langues officielles des Nations Unies, conformément au plan de travail et aux coûts estimatifs de sa préparation;

7. *Prie* le Secrétaire exécutif :

a) de poursuivre sa collaboration avec d'autres conventions relatives à la diversité biologique et d'autres processus, y compris l'IPBES et d'autres organisations et partenaires concernés, dont les communautés autochtones et locales, et de les inciter à s'engager dans l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique, selon qu'il convient et dans le cadre de leurs mandats respectifs;

b) de suivre de près le plan de travail, la stratégie de communication et le plan financier pour l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique en consultation avec le Bureau de l'Organe subsidiaire, afin de pouvoir, le cas échéant, procéder à d'éventuels ajustements, et de présenter des rapports périodiques, par le biais du centre d'échange de la Convention;

c) de développer, de concert avec les partenaires concernés, y compris le Consortium des partenaires scientifiques sur la diversité biologique, et conformément au programme de travail relatif à la communication, à l'éducation et à la sensibilisation du public, la stratégie de communication pour la quatrième édition des Perspectives mondiale de la diversité biologique, notamment des activités de renforcement des capacités sur l'utilisation des résultats et produits du GBO-4, en recherchant des synergies avec les activités entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique (2011-2020) et d'autres initiatives et événements, selon qu'il convient;

d) de fournir des orientations sur le type d'information que les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées, y compris les communautés autochtones et locales, peuvent souhaiter fournir pour inclusion éventuelle dans la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique et, en particulier, de mettre en relief les principaux besoins d'informations dans le manuel de ressources en vue de l'élaboration des

⁴ Le renvoi à la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire pourrait être révisé à l'issue de l'examen de cette recommandation à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

cinquièmes rapports nationaux, encourageant les Parties à soumettre promptement ces informations clés;

e) d'utiliser des ateliers régionaux et sous-régionaux de création de capacités organisés au titre de la Convention pour faciliter les apports et les contributions à l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique;

f) de mettre une version préliminaire de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique à la disposition d'une réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties pour examen.

XVI/3. Examen approfondi du programme de travail sur la diversité biologique insulaire***L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques***

1. *Accueille avec satisfaction* l'initiative proposée par les États insulaires et les Parties gérant des îles aux fins de recherche et de conservation d'organiser, en marge de la onzième réunion de la Conférence des Parties, un sommet des îles afin de mettre en relief l'esprit d'initiative des îles, les progrès accomplis et les nouveaux engagements pris dans la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique insulaire et la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique.

2. *Recommande* que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision dans ce sens :

“La Conférence des Parties

Alarmée par l'appauprissement continu de la diversité biologique insulaire et par les conséquences irréversibles de cette perte pour les peuples insulaires et la planète, et reconnaissant que 80% des extinctions connues d'espèces ont eu lieu sur des îles et que plus de 40% des vertébrés actuellement menacés d'extinction sont des espèces insulaires⁵,

Reconnaissant les progrès accomplis par les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique ainsi que l'appui fourni à cet égard par le projet d'activités habilitantes du Programme des Nations Unies pour l'environnement/Fonds pour l'environnement mondial,

Notant que des efforts et un soutien additionnels sont nécessaires pour faire pleinement participer les secteurs de l'État et de la société, en particulier les communautés autochtones et locales ainsi que les organisations non gouvernementales, à la mise en œuvre et à l'intégration du programme de travail sur la diversité biologique des îles dans tous ces secteurs en vue de la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique,

Sachant que les espèces exotiques envahissantes, les changements climatiques et un développement non viable, y compris un tourisme non viable, figurent parmi les principaux agents moteurs de l'appauprissement de la diversité biologique sur les îles avec des liens complexes qui sont le mieux combattus au moyen de la collaboration et de mesures intégrées avec d'autres secteurs,

Sachant également que l'appauprissement de la diversité biologique ne se limite pas aux îles habitées mais constitue aussi un sérieux motif de préoccupation dans de nombreuses îles inhabitées ou habitées selon la saison,

Sachant en outre que la gestion durable des ressources marines, d'eau douce et terrestres dans les îles est importante pour la sécurité alimentaire, l'adaptation aux changements climatiques, la santé publique et les moyens de subsistance,

Respectant les savoirs, les compétences et les mesures de gestion culturels/traditionnels qui ont aidé les populations des îles à utiliser et gérer pendant de nombreux siècles leur environnement et leurs ressources et, dans ce contexte, reconnaissant que le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation constitue un instrument important permettant de veiller à ce que les îles bénéficient de l'utilisation de leurs ressources génétiques,

Appréciant le ferme engagement continu des Parties et de leurs partenaires à l'égard des “Défis” insulaires volontaires et des progrès réalisés, en particulier le Défi de la Micronésie, l'initiative du Défi des Caraïbes, l'Initiative du Triangle de corail et la zone protégée des îles

⁵ http://www.issg.org/pdf/publications/Island_Invasives/pdfHQprint/1Keitt.pdf.

Phoenix, qui ont à leur tour inspiré la création du Défi des côtes de l'océan Indien occidental et du Défi de l'extrême ouest de l'Afrique ainsi que l'élaboration de la Charte sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les îles européennes⁶ au titre de la Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et reconnaissant la valeur des manifestations et sommets de haut niveau organisés dans le cadre de ces initiatives pour galvaniser la volonté politique et de nouveaux arrangements et partenariats financiers,

Reconnaissant les progrès notables accomplis au titre des mécanismes de financement durable créés dans les régions insulaires pour les changements climatiques et la diversité biologique, notamment : le Micronesia Conservation Trust; le Mama Graun Conservation Trust Fund en Papouasie-Nouvelle-Guinée; le Fonds des Caraïbes pour la biodiversité; l'Action préparatoire d'un programme volontaire du Parlement européen pour la biodiversité, les écosystèmes et les services écosystémiques dans les territoires d'outre-mer européens (BEST); et les échanges de "dettes pour l'adaptation aux changements climatiques" dans les îles,

Prenant note avec satisfaction des activités du Partenariat insulaire mondial (GLISPA) en tant que mécanisme d'application de la Convention sur la diversité biologique et partenariat au titre de la Commission des Nations Unies pour le développement durable,

Réaffirmant l'importance que revêtent l'adoption et la mise en œuvre de lois adéquates pour traiter les questions relatives à la conservation sur les îles ainsi que des mesures à prendre pour les appliquer,

Réitérant la nécessité d'accroître l'aide nationale et internationale pour les îles, en particulier les petits États insulaires en développement, pour qu'elles puissent mettre en œuvre le programme de travail et pour renforcer les capacités locales en fournissant des ressources financières nouvelles et additionnelles, conformément à l'article 20 de la Convention, ainsi que des incitations,

1. *Exhorte les Parties et invite les autres gouvernements, les institutions financières et les autres organisations concernées à renforcer la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique insulaire et à s'inspirer d'approches insulaires réussies :*

a) en favorisant et en soutenant les engagements régionaux de haut niveau comme les défis insulaires susmentionnés et autres activités de grande envergure qui ont permis d'élargir rapidement les aires protégées, et autres objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique qui sont liés au programme de travail sur la diversité biologique des îles;

b) en adaptant et en développant des mécanismes avérés rentables pour renforcer les capacités locales, en particulier les réseaux d'apprentissage collégiaux, les échanges en matière d'apprentissage, le transfert de technologies, le partage des leçons apprises et des bonnes pratiques, les outils de communication et d'échange d'informations, l'assistance technique ciblée, la formation et l'éducation formelles;

c) en envisageant de créer des mécanismes financiers innovateurs, en plus de l'article 21 de la Convention, à l'appui de la mise en œuvre à long terme du programme de travail sur la diversité biologique insulaire, y compris des fonds d'affectation spéciale, les échanges de créances l'adaptation aux changements climatiques, la rémunération des services fournis par les écosystèmes et les taxes sur le tourisme ou l'utilisation de ressources naturelles qui sont consacrées à une conservation efficace;

d) en tenant à jour et finançant des bases de données clés et des portails d'information comme la base de données mondiale sur les îles, la base de données sur la biodiversité insulaire menacée, la base de données sur les éliminations des espèces envahissantes insulaires, la base de données mondiale sur les espèces envahissantes, la base de données sur la

⁶ T-PVS/Inf (2011) 8 révisé, Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe.

biodiversité et les espèces envahissantes des îles et SIDSNet afin de permettre un suivi efficace des espèces envahissantes et leur élimination prioritaire sur les îles en tant qu'outils précieux à l'appui de la mise en œuvre du programme de travail;

2. *Exhorté* les Parties à continuer d'axer l'attention et l'action internationales sur les six priorités énoncées dans la décision IX/21 qui touchent les moyens de subsistance et les économies insulaires, à savoir : la gestion et l'élimination des espèces exotiques envahissantes; les activités d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements, la création et la gestion d'aires marines protégées, le renforcement des capacités, l'accès et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, et la réduction de la pauvreté, notamment :

a) en développant et renforçant la collaboration locale et régionale afin de gérer les espèces exotiques envahissantes dans les juridictions et entre elles, y compris dans la mesure du possible la diversité des méthodes réussies de prévention, de contrôle et d'élimination et d'adopter en matière de prévention des risques biotechnologiques une approche qui couvre l'éventail tout entier des menaces envahissantes; et

b) en intégrant une adaptation aux changements climatiques, une restauration des écosystèmes et une gestion des espèces envahissantes basées sur les écosystèmes en faveur de la santé et du bien-être des habitants dans tous les plans et projets de développement et de conservation des îles et en renforçant les capacités aux fins de leur exécution;

3. *Exhorté également* les Parties à :

a) accorder la priorité à la gestion des aires terrestres protégées, y compris les eaux intérieures ;

b) renforcer la coopération régionale et internationale en vue de combattre la pollution transfrontière qui a des effets marqués sur les écosystèmes insulaires, notamment en atténuant les décharges émanant de sources terrestres, en particulier de zones ayant des apports de nutriments excédentaires;

c) soutenir l'application sous-nationale de la Convention dans les îles en y faisant participer les autorités locales et sous-nationales au moyen du Plan d'action sur les gouvernements sous-nationaux, les villes et autres autorités locales pour la diversité biologique adopté dans la décision X/22 et en s'appuyant sur l'évaluation des liens entre l'urbanisation et la diversité biologique et des opportunités y afférentes intitulée « Les villes et les perspectives de la diversité biologique »;

4. *Encourage* les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à conclure sur une base intersectorielle des partenariats pour :

a) créer, diffuser et intégrer des outils et mécanismes appropriés afin d'appliquer les conclusions de l'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) et autres outils d'évaluation à l'appui de la prise de décisions au niveau des îles;

b) saisir l'occasion de réviser les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique afin d'intégrer davantage la conservation de la diversité biologique dans d'autres secteurs clés (comme par exemple l'exploitation minière, l'agriculture, la pêche, la santé, l'énergie, le tourisme, la gestion intégrée des aires marines et côtières, l'éducation et le développement) et d'établir des objectifs nationaux spécifiques, mesurables, ambitieux, réalistes et limités dans le temps ainsi que des indicateurs connexes, conformément aux objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, au niveau des îles et en fonction des priorités nationales;

c) coordonner ces activités avec le processus dirigé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU afin d'évaluer la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice connexe pour sa mise en œuvre;

d) Etudier les possibilités de faire participer les dirigeants locaux et nationaux à des partenariats public-privé et encourager l'adoption d'approches participatives pour la gestion durable des ressources naturelles;

5. *Invite* les Parties à reconnaître le Partenariat insulaire mondial (GLISPA) en tant que partenaire efficace à l'appui de la mise en œuvre du programme de travail et à œuvrer avec lui;

6. *Prend note* de la campagne “Petites îles, Grande différence” sur les espèces exotiques envahissantes coordonnée par Island Conservation et lancée à la seizième réunion de l’Organe subsidiaire et invite les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à participer à cette campagne;

7. *Prie* le Secrétaire exécutif de coopérer avec les organisations régionales et internationales ainsi qu’avec les secrétariats des conventions concernées en vue de promouvoir des systèmes nationaux d’information cohérents et harmonisés liés aux besoins de communication des conventions relatives à la diversité biologique ainsi que, le cas échéant, des systèmes de communication conjoints, pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés dotés d’îles;

8. *Prie également* le Secrétaire exécutif, sous réserve des fonds disponibles, de donner aux réseaux régionaux et mondiaux d’appui technique la possibilité de contribuer à l’examen, à l’actualisation et à la mise en œuvre en cours des stratégies et plans d’action nationaux pour la diversité biologique dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés dotés d’îles, en particulier pour élaborer des objectifs nationaux et intégrer les stratégies et plans d’action nationaux pour la diversité biologique dans les politiques, plans et programmes nationaux plus amples de mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

XVI/4. Diversité biologique marine et côtière : aires marines d'importance écologique ou biologique

A. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques recommande que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision libellée comme suit :

La Conférence des Parties,

Description des zones qui répondent aux critères scientifiques de désignation des aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB)

Rappelant les paragraphes 165 et 167 de la résolution No. 66/231 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 24 décembre 2011, y compris son annexe sur les océans et le droit de la mer,

Rappelant les paragraphes 21 à 26 de la décision X/29, dans laquelle la Conférence des Parties reconnaît que la Convention sur la diversité biologique joue un rôle essentiel à l'appui des travaux de l'Assemblée générale sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, en mettant l'accent sur la fourniture d'informations scientifiques et, selon qu'il convient, d'informations et d'avis techniques sur la diversité biologique marine, l'application de l'approche par écosystème et l'approche de précaution,

1. *Exprime sa reconnaissance* au gouvernement japonais pour avoir financé l'atelier régional du Pacifique Sud-Ouest pour faciliter la description des AIEB, qui s'est tenu à Nadi, Fidji, du 22 au 25 novembre 2011, au Programme régional océanien pour l'environnement (PROE) pour l'avoir accueilli et organisé, et au gouvernement australien pour lui avoir apporté son soutien technique par le biais de l'Organisation du Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO); à la Commission européenne pour avoir financé l'atelier de la région des Caraïbes et de l'Atlantique Centre-Ouest qui s'est tenu à Recife, au Brésil, du 28 février au 2 mars 2012, au gouvernement brésilien pour l'avoir hébergé et au Programme pour l'environnement des Caraïbes du PNUE pour l'avoir organisé conjointement; au gouvernement français pour avoir accueilli l'atelier scientifique mixte OSPAR/CPANE/CDB sur le recensement des AIEB dans le nord-est de l'Atlantique, qui s'est tenu à Hyères, en France, les 8 et 9 septembre 2011, à l'OSPAR et la CPANE pour l'avoir organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique;

2. *Se félicite* de l'évaluation scientifique et technique des informations contenues dans les rapports des ateliers régionaux mentionnés au paragraphe 1 (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5, UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/6 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/7), qui proposent une évaluation scientifique et technique des informations concernant l'application des critères scientifiques (annexe I de la décision IX/20) et d'autres critères scientifiques complémentaires et compatibles convenus aux niveau national et intergouvernemental, en notant que des ateliers régionaux supplémentaires seront organisés dans d'autres régions à temps pour être examinés par l'Organe subsidiaire à une réunion précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

3. *Note avec satisfaction* la manière transparente et participative avec laquelle ces ateliers régionaux ont été organisés ainsi que l'utilisation des meilleures informations scientifiques et techniques disponibles comme base pour les rapports sur la description des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB, élaborés par l'Organe subsidiaire à sa seizième réunion, tels qu'ils figurent dans le résumé analytique présenté à l'annexe de la présente décision, et complétés par les annexes des documents UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5⁷,

⁷ Le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5 sera révisé et reproduit sous forme de résumé dans l'annexe de cette recommandation, conformément au paragraphe 3 de la partie B de celle-ci.

UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/6 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/7, ainsi que
UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/8;

4. *Notant* que durant leur 17^{ème} réunion ordinaire tenue à Paris, du 8 au 10 février 2012, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée et à ses Protocoles ont adopté la décision IG.20/7 relative à la conservation des sites méditerranéens présentant un intérêt particulier et ont prié le Secrétariat de la Convention de Barcelone de contacter le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique afin de présenter les travaux réalisés en matière de recensement des zones méditerranéennes répondant aux critères de désignation des aires marines d'importance écologique ou biologique, *prend note* du rapport de synthèse qui figure dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/8;

5. *Reconnaissant* que l'application des critères scientifiques de désignation des aires marines d'importance écologique ou biologique est un exercice scientifique et technique et soulignant que le recensement des AIEB et le choix des mesures de conservation et de gestion relèvent de la compétence des États et des organisations internationales compétentes, conformément au droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ainsi qu'il est énoncé au paragraphe 26 de la décision X/29, *[approuve]*, à titre de référence pour les États et les organisations internationales compétentes, les rapports sommaires qui figurent à l'annexe de la présente décision élaborés par l'Organe subsidiaire à sa seizième réunion sur la base d'une évaluation scientifique et technique des informations émanant des ateliers, donnant les détails des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB (annexe I de la décision IX/20), et prie le Secrétaire exécutif d'inclure les rapports sommaires *[approuvés par la Conférence des Parties]* sur la description des zones répondant aux critères de désignation des AIEB dans l'inventaire mentionné au paragraphe 39 de la décision X/29 et conformément aux procédures et à l'objectif énoncés au paragraphe 42 de la décision X/29, et de transmettre ces rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies et plus particulièrement à son Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et l'exploitation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, ainsi qu'aux Parties, aux autres gouvernements et aux organisations internationales compétentes et prie en outre le Secrétaire exécutif de présenter ces rapports au Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, et de les à titre de documents d'information aux institutions spécialisées de l'ONU;⁸

6. *Prend note* de la nécessité d'encourager des recherches et une surveillance supplémentaires, conformément aux dispositions du droit interne et du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, afin d'améliorer les informations écologiques et biologiques disponibles dans chacune des régions et de faciliter la description plus détaillée des zones déjà décrites et la description future d'autres régions qui répondent aux critères scientifiques de désignation des AIEB, ainsi que d'autres critères scientifiques pertinents, compatibles et complémentaires, convenus aux niveaux national et international;

7. *Réaffirme* la nécessité de faciliter la participation des pays en développement, en particulier les pays moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition, à des programmes de recherche ciblés, tel qu'indiqué aux paragraphes 10, 20 b) et 48 de la décision X/29, notamment à des croisières océanographiques ainsi qu'à des programmes de recherche mis en avant par l'Autorité internationale des fonds marins;

⁸ Notant que toute mesure prise pour les zones qui répondent aux critères de désignation des aires d'importance écologique ou biologique décrites dans les rapports mentionnés dans ce paragraphe, y compris le choix des mesures de conservation et de gestion, doit être conforme au droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

8. *Affirme* que la description scientifique des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB et autres critères pertinents est un processus entièrement transparent qui devrait continuer d'être amélioré et actualisé en permanence, à mesure que de meilleures informations scientifiques et techniques deviennent disponibles dans chaque région;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif de continuer de collaborer avec les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et des initiatives mondiales et régionales, telles que le Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les conventions et plans d'action sur les mers régionales et, selon qu'il convient, les organisations régionales de gestion de la pêche, en matière de gestion de la pêche, afin de faciliter la description des zones répondant aux critères de désignation des AIEB et la description plus détaillée de zones déjà décrites, notamment en organisant des ateliers régionaux et infrarégionaux supplémentaires pour les autres régions ou les régions dans lesquelles de nouvelles informations deviennent disponibles, selon qu'il convient et dans la limite des ressources financières disponibles, et de mettre ces rapports à la disposition de l'Organe subsidiaire pour examen lors de futures réunions. Les rapports sommaires de l'Organe subsidiaire seront mis à la disposition de la Conférence des Parties à ses futures réunions aux fins d'approbation, en vue d'inclure les rapports approuvés par la Conférence des Parties dans l'inventaire, conformément aux procédures et à l'objectif établis au paragraphe 42 de la décision X/29;

10. *Prie* le Secrétaire exécutif de poursuivre sa collaboration avec les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes, afin de renforcer les capacités au sein des pays pour répondre aux priorités régionales des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition, y compris les pays qui ont des systèmes de remontée d'eau d'importance mondiale, en organisant des ateliers de renforcement des capacités régionaux ou infrarégionaux comme il est demandé au paragraphe 37 de la décision X/29, et par d'autres moyens;

Centre de documentation et centre d'échange d'information

11. *Exprime sa reconnaissance* au gouvernement allemand pour son soutien financier, et *accueille favorablement* le prototype du centre de documentation et du mécanisme d'échange d'information sur les AIEB pour les informations scientifiques et techniques et les expériences relatives à l'application des critères scientifiques (annexe I de la décision IX/20), ainsi que d'autres critères scientifiques pertinents, compatibles et complémentaires, convenus aux niveaux national et international. Ce mécanisme sert d'outil de saisie en ligne et de base de données pour aider les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à partager les informations scientifiques et techniques et les expériences relatives à l'application des critères scientifiques de désignation des AIEB, figurant à l'annexe I de la décision IX/20, ainsi que d'autres critères scientifiques pertinents, compatibles et complémentaires, convenus aux niveaux national et international, et fournit des informations et des données scientifiques aux ateliers régionaux organisés par le Secrétaire exécutif, conformément au paragraphe 36 de la décision X/29 et au paragraphe 9 ci-dessus, pour décrire les zones répondant aux critères scientifiques de désignation des AIEB et à d'autres critères pertinents;

12. *Prie* le Secrétaire exécutif d'élaborer davantage le prototype du centre de documentation, dans la limite des ressources financières disponibles, afin d'en faire un centre de documentation et un centre d'échange d'information fonctionnel capable de remplir entièrement les fonctions prévues au paragraphe 39 de la décision X/29, en collaboration avec les Parties, les autres gouvernements, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Division des Nations Unies des affaires maritimes et du droit de la mer, la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (COI-UNESCO), plus

particulièrement le Système d'information biogéographique sur les océans, le Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (WCMC), l'Initiative mondiale pour la biodiversité des océans et d'autres organisations compétentes, en reconnaissant la nécessité de bien distinguer entre le centre de documentation contenant des informations incluses après avoir été approuvées par la Conférence des Parties, comme il a été prévu au paragraphe 42 de la décision X/29, et d'autres informations saisies dans le centre d'échange d'information, et de faire rapport sur les progrès accomplis à ce sujet à une réunion de l'Organe subsidiaire précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention;

13. *Encourage* les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à établir des centres documentaires de données régionales avec des métadonnées qui sont liés au centre d'échange d'information (paragraphe 39 of décision X/29) et à d'autres sources d'information pertinentes, en tenant compte de leur caractère confidentiel, le cas échéant, afin de pouvoir connaître l'emplacement des ensembles de données utilisés dans la description des zones répondant aux critères de désignation des AIEB par les ateliers régionaux qui seront organisés dans les régions restantes, mentionnés au paragraphe 36 de la décision X/29 et au paragraphe 9 ci-dessus et, *rappelant* le paragraphe 41 de la décision X/29, *prie* le Secrétaire exécutif de mettre les informations scientifiques et les ensembles de données compilés par les ateliers régionaux à la disposition des Parties, des autres gouvernements et des organisations intergouvernementales, aux fins d'utilisation selon leurs compétences, et de faire rapport sur les progrès accomplis dans cette collaboration à une réunion de l'Organe subsidiaire précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention;

14. *Rappelant* le paragraphe 18 de la décision IX/20 et le paragraphe 43 de la décision X/29, *demande* aux Parties et aux autres gouvernements de continuer à fournir des informations et des données d'expérience scientifiques et techniques sur l'application des critères de l'annexe I de la décision IX/20, ou d'autres critères scientifiques, compatibles et complémentaires, convenus aux niveaux national et intergouvernemental, aux zones relevant de la juridiction nationale, afin de les inclure dans le centre de documentation ou le centre d'échange d'information, comme en décideront les Parties et les autres gouvernements, avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

Renforcement des capacités concernant les aires marines d'importance écologique ou biologique

15. *Se félicite* des travaux du Secrétaire exécutif, généreusement financés par le gouvernement allemand, relatifs à l'élaboration d'un manuel et de modules de formation sur les AIEB, tels qu'ils figurent dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/9, et *prie* le Secrétaire exécutif de peaufiner le manuel et les modules de formation, selon que de besoin, en consultant à nouveau les Parties et en élaborant du matériel de formation sur l'utilisation des connaissances traditionnelles. Lorsque la révision sera achevée, *prie* le Secrétaire exécutif de faire traduire le manuel et les modules de formation dans les langues officielles de l'ONU, et invite les Parties, les autres gouvernements et les institutions spécialisées de l'ONU à utiliser ce matériel de formation et d'autres moyens, selon qu'il convient, et de dégager, dans la mesure du possible, les ressources nécessaires à cette fin, en vue de renforcer les capacités scientifiques et techniques dans les pays et les régions concernées en matière de description des zones répondant aux critères de désignation des AIEB;

16. *Prie* le Secrétaire exécutif de collaborer avec les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes pour renforcer les capacités des pays en matière de formation de personnel scientifique, et de faire rapport sur les progrès accomplis pour examen à une réunion de l'Organe subsidiaire précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

17. *Prie* le Secrétaire exécutif de faciliter, dans la limite des ressources financières disponibles, l'organisation d'ateliers de formation qui utiliseront ce matériel de formation, afin d'appuyer la future description scientifique des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB, aux

niveaux national et régional, ainsi que le recensement des AIEB par les États et les organisations internationales compétentes;

Critères sociaux et culturels pour une description des aires marines d'importance écologique ou biologique

18. *Accueille favorablement l'étude sur l'identification d'éléments précis permettant d'intégrer les connaissances traditionnelles, scientifiques, techniques et technologiques des communautés autochtones et locales et les critères sociaux et culturels, et d'autres aspects pour l'application de critères scientifiques d'indentification des AIEB, ainsi que l'établissement et la gestion d'aires marines protégées (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/10), en notant que les meilleures connaissances scientifiques et techniques disponibles, y compris les connaissances traditionnelles pertinentes, devraient former la base de la description de zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB, que des informations sociales et culturelles supplémentaires pourraient être pertinentes dans toute démarche future de sélection des mesures de conservation et de gestion, et que les communautés autochtones et locales devraient participer à ce processus, selon qu'il convient;*

19. *Invite les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes, ainsi que les communautés autochtones et locales concernées, à utiliser les orientations sur l'utilisation des connaissances traditionnelles figurant dans l'étude mentionnée au paragraphe 18 ci-dessus, avec le consentement et la participation des détenteurs de ces connaissances, le cas échéant, pour toute description future de zones répondant aux critères de désignation des AIEB et pour l'élaboration de mesures de conservation et de gestion, et de faire rapport sur les progrès accomplis à ce sujet à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention;*

20. *Note que les zones importantes sur le plan social et culturel peuvent également avoir besoin d'une protection renforcée, et que des critères de désignation des zones nécessitant une telle protection à cause de leur importance sociale, culturelle ou autre pourraient devoir être élaborés, moyennant une justification scientifique et technique adéquate;*

21. *Prie instamment les Parties et invite les autres gouvernements, le mécanisme de financement et d'autres institutions financières à fournir un appui suffisant et durable en temps utile pour réaliser les activités de formation et de renforcement des capacités et pour d'autres activités relatives aux AIEB, notamment dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition.*

B. *L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques*

1. *Prie* le Secrétaire exécutif d'inclure les conclusions des ateliers régionaux sur la description des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB qui seront organisés par le Secrétaire exécutif et, selon qu'il convient, conjointement avec des conventions sur les mers régionales et des organisations régionales de gestion de la pêche, en ce qui concerne la gestion de la pêche, conformément au paragraphe 36 de la décision X/29 et au paragraphe 9 ci-dessus, dans le centre d'échange d'information mentionné au paragraphe 11 ci-dessus, pour examen à une future réunion de l'Organe subsidiaire, en vue d'une présentation ultérieure à une réunion de la Conférence des Parties, conformément aux procédures énoncées au paragraphe 42 de la décision X/29 et au paragraphe 5 ci-dessus;

2. *Notant* que des ateliers n'ont pas été organisés dans certaines régions, et soulignant que toutes les régions devraient avoir l'occasion de participer au processus de description des zones qui répondent aux critères de désignation des AIEB, *demande* au Secrétaire exécutif d'accorder une haute priorité à l'organisation d'ateliers supplémentaires, en vue de couvrir toutes les régions dans lesquelles les Parties souhaitent bénéficier d'un atelier, *demande* en outre au Secrétaire exécutif de mettre à la disposition des Parties, le plus tôt possible avant la onzième réunion de la Conférence des Parties, un calendrier des ateliers régionaux qui seront organisés, et invite les Parties, les autres gouvernements et les organismes donateurs à appuyer ces ateliers;

3. *Reconnaissant* qu'il existe un processus scientifique et technique en cours pour les zones de l'Atlantique du Nord-Est, décrit dans les documents UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5/Add.1, *prie* le Secrétaire exécutif d'inclure les résultats révisés de l'atelier régional sur l'Atlantique du Nord-Est, conformément au paragraphe 36 de la décision X/29, et un processus d'accompagnement, dans la mesure où ces résultats révisés décrivent des zones qui sont géographiquement comprises dans les zones énoncées dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/5, dans le rapport de synthèse élaboré par l'Organe subsidiaire à sa seizième réunion, conformément au paragraphe 42 de la décision X/29, dans le même format et les mêmes détails, avant la onzième réunion de la Conférence des Parties.

/...

Annexe

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LA DESCRIPTION DES ZONES QUI RÉPONDENT AUX CRITÈRES SCIENTIFIQUES DE DÉSIGNATION DES AIRES MARINES D'IMPORTANCE ÉCOLOGIQUE OU BIOLOGIQUE⁹

1. Au paragraphe 36 de la décision X/29, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a prié le Secrétaire exécutif de collaborer avec les Parties et les autres gouvernements, ainsi que les organisations et les initiatives régionales compétentes, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les conventions et plans d'action régionaux sur les mers régionales et, selon qu'il convient, les organisations régionales de gestion de la pêche en ce qui concerne la gestion de la pêche, afin d'organiser, y compris l'établissement d'un mandat, dans les limites des ressources financières disponibles, une série d'ateliers régionaux avant une future réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et avant la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, dans le but principal de faciliter leurs travaux d'identification des aires marines d'importance écologique ou biologique, sur la base des critères scientifiques adoptés dans la décision IX/20 ainsi que d'autres critères scientifiques compatibles et complémentaires convenus aux niveaux national et international, ainsi que des orientations scientifiques pour recenser les aires marines protégées situées au-delà des limites de la juridiction nationale qui répondent aux critères scientifiques énoncés à l'annexe I de la décision IX/20.

2. Au paragraphe 42 de cette même décision, la Conférence des Parties à la Convention a prié l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques d'établir des rapports basés sur l'évaluation scientifique et technique des informations recueillies aux ateliers, en donnant les détails de zones qui répondent aux critères énoncés à l'annexe I de la décision IX/20, aux fins d'examen et d'approbation d'une manière transparente par la Conférence des Parties, en vue d'inclure les rapports approuvés dans l'inventaire mentionné au paragraphe 39 de la décision X/29 et de présenter ces rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment son Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée, ainsi qu'aux organisations internationales compétentes, aux Parties et aux autres gouvernements.

3. En réponse à cette demande, une série d'ateliers régionaux ont été organisés, soit par le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, soit par des organisations régionales compétentes, en consultation avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, notamment : i) l'atelier de la CDB pour la région du Pacifique Sud-Ouest destiné à faciliter la description des AIEB, tenu à Nadi, Fidji, du 22 au 25 novembre 2011; ii) l'atelier de la CDB pour la région des Caraïbes et de l'Atlantique Centre-Ouest destiné à faciliter la description des AIEB, tenu à Recife, au Brésil, du 28 février au 2 mars 2011.

4. Les résultats respectifs de ces ateliers régionaux sont résumés respectivement dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous, et l'application complète des critères figure dans les annexes des rapports respectifs de ces ateliers (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/6 et UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/7).

5. Le tableau 3 contient les résultats des travaux effectués dans le cadre de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée. Le rapport de synthèse de ces travaux figure dans un document d'information (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/8).

6. Au paragraphe 26 de la décision X/29, la Conférence des Parties a noté que l'application des critères de désignation des aires d'importance écologique ou biologique est un exercice scientifique et technique, que les zones qui satisfont à ces critères peuvent nécessiter des mesures de conservation et de gestion renforcées, et que cela peut être réalisé par des moyens multiples, tels que les aires marines

⁹ La terminologie employée dans cette note et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, territoire, ville ou région, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites.

protégées ou les études d'impact, et a souligné que le recensement des aires d'importance écologique ou biologique et la responsabilité de choisir des mesures de conservation et de gestion relèvent de la compétence des États et des organisations internationales compétentes, conformément au droit international, notamment à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

7. La description des aires marines d'importance écologique ou biologique n'implique aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, territoire, ville ou région, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Il s'agit d'un exercice strictement scientifique et technique, sans aucune répercussion économique ou juridique.

Légende des tableaux

CLASSEMENT DES CRITÈRES DE DÉSIGNATION DES AIEB

Degré de pertinence

H : Elevé

M : Moyen;

L : Faible;

- : Aucune information

CRITÈRES

- **C1** : Caractère unique ou rareté
- **C2** : Importance particulière pour les stades du cycle de vie des espèces
- **C3** : Importance pour les espèces et/ou les habitats menacés, en danger ou en déclin
- **C4** : Vulnérabilité, fragilité, sensibilité ou récupération lente
- **C5** : Productivité biologique
- **C6** : Diversité biologique
- **C7** : Caractère naturel

Tableau 1. Description des zones qui répondent aux critères de désignation des aires d'importance écologique ou biologique dans la région du Pacifique Sud-Ouest

(Une description détaillée figure dans l'appendice de l'annexe 5 du rapport de l'atelier régional du Pacifique Sud-Ouest sur les aires d'importance écologique ou biologique, dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/6)

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Voir la légende des critères, page 49							
1. Les îles Phœnix <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : l'AIEB des îles Phœnix comprend toutes les îles Kiribati de l'archipel des îles Phœnix et les monts sous-marins qui les entourent. Les îles Phœnix ont une bathymétrie diverse, comprennent plusieurs bio-régions et des monts sous-marins peu profonds. La zone comporte 6 monts sous-marins, des zones de grande turbulence dans les eaux de surface ainsi que des remontées d'eau qui augmentent la concentration de la richesse en nutriments (minéraux) pour le phytoplancton et les zooplanktons. En raison de cette richesse en éléments nutritifs, on y trouve une grande biodiversité et des espèces d'importance économique telles que le requin, le voilier, le thon et d'autres espèces de capture accessoire. La zone comprend 5 aires de peuplement avien importantes, ce qui rend les îles Phœnix importantes pour des stades précis du cycle de vie d'espèces en danger. On y trouve de nombreux types de crabes et de tortues de mer, ainsi que d'autres espèces hautement migratrices. Au début des années 1900, la capture de grands cachalots était élevée. Plusieurs des espèces figurent dans la liste rouge de l'IUCN et la base de données OBIS contient un nombre élevé d'espèces. 	M	H	H	H	H	H	
2. Les monts sous-marins <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : environ 164 ° ouest et 21° sud. Système de monts sous-marins caractérisé par un mont sous-marin situé à 300 m au-dessous du niveau de la mer, un autre à environ 1000 m de ce niveau, avec de forts contre-courants à la surface, probablement causés par d'importantes remontées d'eau. Cette zone est probablement riche en diversité biologique benthique, avec un degré élevé d'endémisme associé aux systèmes de monts sous-marins isolés comme celui-ci. 	M	-	-	H	L	M	H
3. Les monts sous-marins de la ride de Norfolk <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : limite nord : le sud de la Nouvelle-Calédonie; limite sud : dépend des espèces, environ 30°S (sud de l'île de Norfolk) en se fondant sur les communautés de poissons. (Clive and Roberts 2008; Zintzen 2010). Une analyse écologique de la Nouvelle-Calédonie en 2005 a identifié les monts sous-marins de la ride 	H	H	M	H	H	H	H

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Voir la légende des critères, page 49							
de Norfolk situés à l'intérieur de la ZEE du pays comme étant importants au niveau international, sur la base de 8 critères nationaux.							
4. Groupe Remetau : au sud-ouest des îles Carolines et au nord de la Nouvelle-Guinée <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : limites : 6.9°N, 137.7°E et 2.8°S, 146.6°E à ses limites nord-ouest et sud-est. Les îles océaniques des Etats fédérés de Micronésie, connues sous le nom d'îles Carolines, abritent des récifs coralliens dont la diversité biologique est la plus riche au monde. De nombreux individus, communautés, organismes et organisations s'emploient à conserver les ressources naturelles irremplaçables des Etats fédérés de Micronésie. L'AIEB comprend cette zone prioritaire ainsi que le nord-ouest de la ZEE de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cette aire soutient une grande diversité biologique liée aux monts sous-marins, une importante aire de peuplement avien définie par une concentration du puffin leucomèle <i>Calonectris leucomelas</i> à des fins d'alimentation et non de reproduction, une zone importante de capture de thon et, historiquement, de grand cachalot. 	H	H	M	-	M	M	
5. La région de Kadavu et des îles Lau du sud <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : entre 18 à 23° S et 173 à 179° E. Kadavu est la quatrième plus grande île de l'archipel des Fidji, d'origine volcanique, et est reliée sur le plan biogéographique aux îles Lau du sud. Les îles Kadavu sont entourées d'un système de barrières de corail très productif et comprennent la deuxième plus grande barrière de corail des Fidji, le grand récif d'Astrolabe, qui soutient deux espèces aviennes endémiques. Les îles Lau du sud sont composées d'îles volcaniques et de plusieurs atolls océaniques de calcaire isolés, comprenant une diversité d'habitats, tels que des herbiers, des pâtés coralliens, d'importants réseaux de barrières de corail, des monts sous-marins, des canyons sous-marins et la ride de Lau. Les conditions océaniques isolées créent une diversité d'habitats et d'espèces distincts et fournissent d'importants lieux de reproduction et de nidification aux oiseaux de mer, à la tortue verte et à la tortue imbriquée. Cette zone marine est aussi un important couloir de migration de plusieurs espèces de baleines, notamment le rorqual à bosse, le petit rorqual, le rorqual boréal et le grand cachalot, ainsi que de plusieurs espèces de baleines plus petites et de dauphins. Elle a été identifiée par OBIS comme étant une zone de pêche très riche et productive pour toutes les espèces des récifs coralliens intérieurs, les espèces pélagiques et benthiques, les espèces typiquement associées aux monts sous-marins, les coraux et les invertébrés. 	H	H	H	H	H	H	
6. Jonction Kermadec-Tonga-Louisville <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : le site se situe à environ 25°S, 175°O. Zone de triple jonction à 25°S, 175°W, où la chaîne sous-marine Louisville subduit dans la région des 	H	-	M	M	M	H	H

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Voir la légende des critères, page 49						
fosses des Kermadec et des Tonga. Elle contient des habitats associés aux monts et aux fosses sous-marins, la faune étant spécialisée dans chaque environnement. Les fosses des Kermadec et des Tonga abritent des espèces endémiques de poissons, des amphipodes nécrophages et sur la chaîne de monts sous-marins de Louisville, une faune bathyale.							
7. Le mont sous-marin Monowai <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : limites : latitudes -25.7 à -25.94, longitudes 182.5 à 183.0. Le mont sous-marin Monowai comporte un cône volcanique actif, dont la caldera a de nombreuses cheminées hydrothermales à une profondeur d'environ 2000 m. Parmi les communautés hydrothermales, on compte le ver à tube, des gisements denses de moules abyssales du genre <i>bathymodiolus</i>, des crabes (lithodidae) et des poissons (zoarcidés). Le mont sous-marin est situé au bout nord d'une série de communautés d'évents le long de l'arrière-arc des Kermadec qui héberge une faune similaire. 	H	-	M	M	H	H	H
8. Région de la fosse de Nouvelle-Bretagne <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la fosse de Nouvelle-Bretagne et ses groupements d'évents hydrothermaux sont situés au nord-est de la ZEE de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, y compris le passage entre la Nouvelle-Irlande et la Nouvelle-Bretagne. Les eaux australes de la Nouvelle-Bretagne recouvrent la fosse de Nouvelle-Bretagne. Cette zone productive et riche en diversité biologique comporte des groupes de monts sous-marins riches en ressources halieutiques et une agrégation de cheminées hydrothermales sur les côtés ouest, nord et est de la Nouvelle-Irlande, indiquant la présence de sites d'importance écologique et biologique. 	M	L	M	M	M	M	H
9. Région de la fosse des Nouvelles-Hébrides <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu, d'une étendue nord de 17.921°S, 166.975°O à une étendue sud de 21.378°S, 170.961°W. La fosse des Nouvelles-Hébrides est une grande fosse océanique située entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu. L'AIEB s'étend de l'étendue sud de la Papouasie-Nouvelle-Guinée jusqu'autour de l'étendue sud du Vanuatu. La région de la fosse des Nouvelles-Hébrides comporte des aspects de zone abyssale et de zone bathyale inférieure ainsi que des monts sous-marins à l'intérieur des limites de la juridiction nationale du Vanuatu, mais s'étend sur une partie des eaux de la Nouvelle-Calédonie. Ce site entoure trois îles principales – Efate, Tanna et Erromango. L'AIEB comporte toute une diversité d'habitats, y compris des monts sous-marins et des fosses profondes (jusqu'à 7 600m de profondeur). 	H	H	-	M	L	H	H

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Voir la légende des critères, page 49							
10. Les talus du récif extérieur de Rarotonga <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : zone située à la latitude 21°12'S et longitude 158°46'O. Les données disponibles indiquent que le récif extérieur de Rarotonga abrite 12 espèces de poissons endémiques à une profondeur de 300 m ou plus. Les données OBIS indiquent que la zone comporte plusieurs espèces vulnérables et menacées de l'IUCN, dont des récifs coralliens, mais d'autres espèces de l'IUCN telles que des baleines et des requins habitent également cette zone. Les données OBIS montrent que la zone est de grande importance pour ses espèces d'eau peu profonde. 	H	-	H	-	-	H	-
11. Archipel samoan <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique: environ 15 °S et de 166 °O à 174 °O. L'archipel samoan est composé de six îles et d'un atoll situé dans le Samoa américain, et de deux grandes îles et 4 îlots dans le Samoa indépendant. Les îles de cet archipel constituent une zone de grande diversité biologique du Pacifique Sud-Ouest, avec une connectivité considérable de la microfaune (par ex. les larves de corail) à la mégafaune (baleines et tortues de mer). 	H	H	H	H	H	H	H
12. Parc national de Suwarrow <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : Suwarrow est un atoll isolé des îles Cook (océan Pacifique central) à la latitude 13°14'S et longitude 163°05'O. Suwarrow est une aire de reproduction et d'alimentation importante pour plusieurs espèces de l'océan Pacifique central, notamment pour 9% de la population mondiale de frégates ariel et 3% de la population mondiale de phaétons à brin rouge. Ces pourcentages seront cependant bientôt révisés à la hausse à 13% et 4% respectivement. Les populations aviaires de Suwarrow sont reconnues comme étant importantes pour la préservation et la gestion des populations d'oiseaux marins sur d'autres îles. L'importance de Suwarrow comme site de nidification et d'alimentation des oiseaux de mer est reconnue par son statut de zone importante pour la conservation des oiseaux de Birdlife International (ZICO). Il s'agit du site de nidification et d'alimentation des oiseaux de mer le plus important des îles Cook. 	-	H	M	-	M	-	-
13. Plateau du sud des Tuvalu/Wallis-et-Futuna/nord des Fidji <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : son centre se situe à 180.122°O 12.36°S. Cette zone, qui comprend de nombreux grands canyons sous-marins, a été identifiée pour son niveau élevé de capture et de productivité. Cette zone de haute mer s'étend en partie le long du plateau de Wallis-et-Futuna à une profondeur de 3000 à plus de 5500 mètres. Elle a des taux élevés et soutenus de capture de marlin et de thon, et un dense réseau de monts sous-marins. Cette AIEB héberge des espèces 	L	-	M	H	H	M	M

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Voir la légende des critères, page 49						
qui figurent sur la liste rouge de l'IUCN, est un couloir de migration de tortues de mer et comporte un grand pourcentage d'habitats potentiels de récifs coralliens d'eau froide.							
14. Vatu-i-Ra/Lomaiviti, Fidji							
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : le chenal profond et les canyons sous-marins entre Viti Levu et Vanua Levu couvrant Bligh Water à partir du bord de l'archipel de Yasawa et du bord ouest de la barrière de corail de Cakaulevu, le passage de Vatu-i-Ra, les eaux profondes de la réserve marine de Namena et les îles de la province de Lomaiviti au sud-est. La région de Vatu-i-Ra/Lomaiviti est une zone de grande diversité biologique qui abrite une mégafaune charismatique (cétacés, requins, tortues et oiseaux de mer) et un centre d'espèces abyssales. Malgré sa superficie générale relativement modeste, sa géomorphologie est variée, comportant des chenaux, des canyons et des monts sous-marins. Ce site est entouré par des zones côtières peu profondes d'importance marine mondiale. 	M	M	H	M	M	H	M
15. Le sud de la mer de Tasman							
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : entre 36°S (NO), 40°S (NE) et 45°S (S). Le front du sud de la mer de Tasman est une zone de changement océanographique physique et chimique rapide, de densité frontale et de productivité primaire (www.oregonstate.edu/oceanproductivity). On trouve les plus grandes densités de peuplement aviens dans la zone du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), qui comporte des aires d'alimentation tant pour les oiseaux de mer reproducteurs que non reproducteurs (Global Procellariiform Tracking Database). Deux monts sous-marins dans le nord-est du site sont classés comme étant très vulnérables (Clark and Tittensor 2010), indiquant la présence probable de communautés de récifs coralliens d'eau froide qui n'ont pas encore été touchées par la pêche au chalut de fond. 	M	H	H	H	H	M	M

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Voir la légende des critères, page 49							
16. Zone équatoriale de haute productivité <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : latitudes d'environ 5°N à 5°S de l'Equateur, et longitudes de 120°O (la limite du champ géographique de l'atelier) à 165°E. L'AIEB de la zone de haute productivité du Pacifique central est un caractère océanographique à grande échelle qui comprend l'étendue ouest du flux du courant sud-équatorial du Pacifique. Cette remontée d'eau froide qui coule vers l'ouest apporte des substances hautement nutritives aux eaux de surface de l'océan Pacifique central, soutenant une production primaire élevée sur une grande superficie. On constate un important couplage benthopélagique, la production secondaire benthique des plaines abyssales à 4000-5000m de profondeur étant fortement liée à la production primaire de surface. Sur le plan historique, une abondance de grands cachalots a été enregistrée dans cette région. Ce caractère océanographique à grande échelle est grandement influencé par les phénomènes El Nino et est potentiellement sensible aux changements climatiques. 	H	L	L	-	H	L	L
17. Chaîne de monts marins Louisville centrale <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique: cette zone s'étend des latitudes 31° S à 40° S et des longitudes 172°30' O à 167°00' O. La chaîne sous-marine Louisville s'étend sur 4000 km dans le Pacifique Sud-ouest à l'est de la Nouvelle-Zélande. Elle représente un ensemble de monts sous-marins unique dans cette région où aucun autre relief ne s'élève aux profondeurs supérieures bathyales entre le plateau de Nouvelle-Zélande et la dorsale du Pacifique oriental. Les monts marins abritent une variété de poissons d'eau profonde et sont un lieu de frai de l'hoplostèthe orange. Ce site a fait l'objet d'une pêche importante (principalement pour l'hoplostèthe orange), mais il a été choisi pour inclure des monts marins et des guyots qui couvrent une grande variété de caractéristiques et de profondeurs (et donc différents habitats et communautés de faune) qui n'ont pas encore, ou que partiellement, connu la pêche. Les données relatives à la capture accessoire comportent des coraux d'eau froide, des éponges et des échinodermes, que l'on trouve fréquemment sur les monts sous-marins autour de la Nouvelle-Zélande. Les monts sous-marins sont susceptibles d'héberger des communautés d'invertébrés benthiques productives et diverses et d'être importants pour l'hoplostèthe orange et d'autres populations de poissons. 	H	H	M	M	M	H	M
18. Zone du Pacifique à taux élevé de saturation d'aragonite <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 12 - 16 ° S, et 174 - 156 ° O Zone du Pacifique Sud-ouest située dans le courant sud équatorial. Ses taux actuels de saturation d'aragonite sont les plus élevés et sont susceptibles d'être les derniers à baisser au-dessous des seuils 	H	M	-	-	-	-	-

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Voir la légende des critères, page 49						
clés de 3 et 3,5. Il s'agit donc d'une AIEB où l'impact de l'acidification de l'océan sera le plus lent et dont le rétablissement pourrait être le plus rapide.							
19. Aire d'alimentation du pétrel de la zone de failles Clipperton <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 12.9°N, 137.9°O et 0.2°N, 130.6°O à ses limites nord-ouest et sud-est. Ce site comprend des aires importantes d'alimentation pendant la période interuptiale du pétrel de Pycroft, oiseau de mer menacé qui se reproduit au nord de la Nouvelle-Zélande. Cette zone est équatoriale et s'étend en partie dans la zone de soulèvements d'eau du Pacifique équatorial et au nord de celle-ci. C'est une zone de fort courant équatorial et de contre-courants parallèles qui causent un mélange océanique et des niveaux élevés de productivité primaire. 	M	H	H	M	M	L	M
20. Aire d'alimentation du pétrel au nord de la dorsale de Lord Howe <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 22.7°S, 160°W et 31.9°S, 165.9°O à ses limites nord-ouest et sud-est. Ce site est considéré comme une zone importante pour la conservation des oiseaux selon les critères de BirdLife et a été principalement identifiée comme la principale aire d'alimentation de la sous-espèce endémique néo-calédonienne du pétrel de Gould <i>Pterodroma leucoptera caledonica</i> (représentant 50 à 65% de la population mondiale). Cette zone est non seulement une aire d'alimentation, mais elle est utilisée en transit par des oiseaux en route pour des lieux d'alimentation plus au sud. 	M	E	M	M	-	L	-
21. Nord de la Nouvelle-Zélande/Bassin Sud-Fidgien <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : s'étend du Bassin Sud-Fidgien au nord de la Nouvelle-Zélande et à l'ouest de la fosse des Kermadec ; son centre se situe à 31°S, 176°E. Cette zone comporte des aires d'alimentation importantes utilisées par le puffin de Parkinson nicheur, espèce menacée qui se reproduit sur les îles Great Barrier et Little Barrier au nord de la Nouvelle-Zélande. 	M	H	H	H	L	L	-
22. Îles de Taveuni et de Ringgold <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : Les îles Fidji du nord-est, comprenant les îles de Taveuni et de Ringgold à 16°S, 179°O. Ce site créé dans les eaux qui entourent les îles Fidji du nord-est abrite une diversité de communautés et d'habitats sur une zone compacte, notamment des populations de tortues de mer d'importance mondiale et régionale, des baleines à bosse, des oiseaux de mer, des poissons de récif semi-nomades, et les prévisions indiquent qu'elle comporterait également des concentrations de récifs coralliens d'eau froide. Cette zone comporte des aires d'alimentation clés entourant les sites de nidification les plus importants 	L	H	H	M	M	M	M

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Voir la légende des critères, page 49							
des Fidji pour la tortue imbriquée et la tortue verte, et le seul site de nidification restant pour cette dernière. Elle comprend également quatre zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) caractérisées par des aires d'alimentation situées sur des extensions vers le large autour des colonies nicheuses.							
23. Le plateau de Manihiki <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : environ 155°O, 18°S. Le plateau de Manihiki est un plateau océanique situé dans le Pacifique sud-ouest, formé par l'activité volcanique il y a 125 à 120 millions d'années pendant la période du Crétacé moyen à la limite d'un point triple appelé le point triple de Tongareva. Les études effectuées sur une longue période pour identifier la présence d'importants gisements de minéraux sur le fond marin ont indiqué la présence d'organismes mangeurs de sédiments, mais ceux-ci n'ont pas été identifiés. 	M	L	-	L	M	L	M
24. Le système de récifs coralliens de Niue et de Beveridge <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : autour de Niue, 19°S, 169.50°W, s'étendant au sud-est sur 125 milles marins pour comprendre le récif de Beveridge. Le pays insulaire de Niue est la plus grande île de corail du monde qui ne fait pas partie d'un archipel. Les eaux autour de Niue ont été identifiées comme faisant partie d'une voie migratoire importante de la baleine à bosse, qui est menacée. D'autres mammifères marins menacés ont été observés dans les eaux de Niue. L'espèce de serpent endémique <i>Pseudolaticauda semifasciata</i> a aussi été recensée près des côtes et jusqu'à 100 km du récif frangeant de Niue. Le récif de Beveridge est un pâté de corail isolé qui s'élève en pente abrupte du fond marin. Il est inclus dans la zone importante sur le plan écologique ou biologique car il est susceptible d'abriter des espèces endémiques en raison de cet isolement. 	H	-	M	-	L	-	M
25. Sud-ouest des Palaos (Dims) <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : zone océanique profonde au sud-ouest du principal archipel des Palaos. Cette zone contient plusieurs milieux océaniques notables. Cette convergence de chaînes de monts marins, de contre-courants très énergétiques et diverses communautés benthiques d'eau froide suggèrent que cette zone est potentiellement un point d'interaction entre des espèces marine d'eau profonde, pélagiques et aviennes de mer. 	M	M	M	-	-	M	L
26. L'archipel des Tonga <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : entre 15°S à 23° 30" S, et 173° à 177° O, Les eaux qui entourent les îles de l'archipel des Tonga comportent des caractères géomorphologiques 	H	H	H	H	M	M	M

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Voir la légende des critères, page 49						
uniques, en particulier dans la Fosse des Tonga. Cette zone est le plus important lieu de reproduction de la population de baleines à bosse d'Océanie et abrite des populations d'importance mondiale de huit espèces d'oiseaux de mer.							

/...

Tableau 2. Description des zones qui répondent aux critères de désignation des aires d'importance écologique ou biologique dans la région des Caraïbes et de l'Atlantique du Centre-Ouest

(Une description détaillée figure à l'annexe 4 du rapport de l'atelier régional sur les aires d'importance écologique ou biologique, dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/7)

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
1. Barrière de corail mésoaméricaine <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : Le système de récifs mésoaméricain se compose de plus de 1000 km de barrière de corail continue considérée comme la deuxième plus longue barrière de corail de l'hémisphère occidental, s'étendant du nord de la Péninsule de Yucatan au Mexique jusqu'aux îles de la Baie du Honduras, en passant par le Belize et le Guatemala. Ce récif soutient une grande diversité de faune et de flore et comporte des aires de croissance, des aires d'alimentation et des eaux océaniques importantes pour le transport et la dispersion de larves. Du fait de la richesse des ressources de cette région, celle-ci a une grande valeur écologique, esthétique et culturelle pour ses habitants. Sa productivité en ressources halieutiques soutient la pêche commerciale et artisanale. Des millions de touristes, attirés par les plages de sable et les récifs coralliens abondant en faune et en flore sauvages, rapportent un revenu important aux populations et à leurs gouvernements. 	H	H	H	H	H	H	M
2. Les Cayos Miskitos <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 14°25'42.14"N, 82°47'6.72" O Cette région, qui fait partie du réseau nicaraguayen d'aires protégées, a été reconnue par BirdLife International comme zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO). Elle couvre 512 ha et comprend les îles Cayos Miskitos et d'autres formations terrestres. Elle contient des herbiers marins (<i>Thalassia Testudinum</i>) qui alimentent les tortues de mer et protègent diverses espèces de poissons aux stades juvénile et larvaire. Les estimations indiquent qu'au moins 300 espèces de poissons habitent cette zone, y compris des chiens de mer et des raies dans les eaux des régions autonomes (Herrera, 1984; PAANIC, 1993). En outre, quelques 120 espèces de poissons habitent les récifs coralliens. Moins de 5% de ces espèces sont exploitées. Elles comprennent le vivaneau (<i>Lutjanidae</i>), le bar (<i>Serranidae</i>), le brochet de mer (<i>Centropomidae</i>) et des requins (<i>Carcharhinidae</i>). 	M	M	M	M	M	H	H
3. Les îles du Maïs <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 12° 6'37.61"N, 82°20'28.77"O. 	M	M	L	M	M	M	M

/...

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
<ul style="list-style-type: none"> Des informations générales sont disponibles sur la biologie d'environ 300 espèces de poissons vivant dans les petits fonds de la côte des Caraïbes du Nicaragua (INPESCA 2004, Ryan 2003) ; des informations sur les poissons d'eau profonde vivant sur le talus continental ont récemment été rassemblées (Pasenic-INPESCA 2008), notamment des espèces de vivaneaux (Lutjanidae) et de serranidés. Ces espèces contribuent au deuxième plus important groupe de poissons d'eau profonde capturés. On trouve toutes ces espèces dans l'ensemble de la région des Caraïbes. Elles sont liées à un substrat d'eau profonde spécifique (habitat) et chaque espèce est étroitement liée à son habitat, à la différence des types de poissons qui nagent constamment, tels que les poissons pélagiques. 							
4. Tortuguero – Barra del Colorado <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : s'étend vers le nord du Parc national Tortuguero à Barra del Colorado à la frontière avec le Nicaragua. La zone Tortuguero-Barra del Colorado a fait l'objet d'un grand nombre d'études scientifiques depuis plus de cinq décennies (depuis 1955) en raison de son importance pour la science naturelle des tortues de mer, en particulier les tortues vertes (<i>Chelonia mydas</i>). La plage de Tortuguero est connue comme ayant la plus grande colonie restante de tortues vertes de l'Atlantique (Troeng 2005). Cette zone est aussi utilisée par les tortues luth (<i>Dermochelys coriacea</i>) et, à de rares occasions, par les tortues imbriquées (<i>Eretmochelys imbricata</i>). La région Tortuguero-Barra del Colorado comporte également des lagunes, des aires marines de nidification et d'alimentation avivaines, des zones de concentration de lamantins et d'aires d'agrégation et de nidification de tortues marines. 	H	H	H	H	H	H	
5. Cahuita – Gandoca <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : s'étend vers le sud du parc national de Cahuita à l'embouchure du fleuve Sixaola à la frontière avec le Panama. Les zones de Cahuita et de Gandoca-Manzanillo contiennent d'importants herbiers marins (<i>Thalassia testudinum</i>) ainsi que les plus importants récifs coralliens de la côte des Caraïbes du Costa Rica. Le site de Cahuita abrite la plus grande diversité d'espèces constructrices de récifs coralliens du Costa Rica (31 espèces) ainsi qu'une grande diversité d'octocoralliaires (19 espèces). Gandoca comporte la plus importante zone de mangrove des Caraïbes du Costa Rica, associée à la lagune côtière. Gandoca contient également des sites de nidification de tortues luth (<i>Dermochelys coriacea</i>) et de tortues imbriquées (<i>Eretmochelys imbricata</i>). Enfin, le site proposé comprend aussi des zones d'agrégation de langoustes, de conques, de sotalies de l'Amazone (tukuxi), de lamantins et des aires d'alimentation d'oiseaux de mer. 	H	H	H	H	H	H	

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
6. Le banc de Pedro, le chenal de Jamaïque et les cayes Morant	H	H	M	M	M	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : cette zone est située dans les eaux océaniques du sud-est au sud-ouest de la Jamaïque et comprend les étendues de la Jamaïque au banc et aux cayes Pedro (16° 43' N and 17 35 N et 77° 20' and 79° 02' O); les cayes Morant et les profonds chenaux aux alentours; au large du Honduras et du Nicaragua le banc de Rosalind (16°26'N 80°31'W 16.433°N 80.517°O. It), et de la Colombie et la Jamaïque; le banc de Serranilla (15° 41' - 16°04'N et 80°03' - 79° 40' O), le banc d'Alice (15° 57' - 16° 10'N and 79° 28' - 79° 16' O) et New Bank (15° 47' - 15° 56'N et 78° 49' - 78° 31' O). La zone proposée comporte des atolls isolés, leurs bancs et zones d'eau profonde associés. Ces atolls semblent partager une dynamique océanique commune qui manifeste une diversité biologique et une productivité relativement élevées dans une gamme d'habitats benthiques structurés et une bathymétrie complexes. L'ensemble de la région fournit actuellement des ressources halieutiques importantes, notamment le strombe géant (<i>Strombus gigas</i>), la langouste, et des poissons des récifs coralliens, qui sont menacés par l'absence de politique régionale d'utilisation durable. 							
8. Caracol/Fort-Liberté/Monte Cristi (Zone binationale du nord-est d'Hispaniola)	L	M	M	H	M	L	L
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : nord-est d'Haïti. Caractérisée par des récifs de corail frangeants/barrières, des mangroves et des herbiers marins. 							
9. Sanctuaire de mammifères marins du banc d'Argent et du banc de la Navidad	H	H	H	H	L	H	L
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : situé à 80 milles marins de la côte nord de la République dominicaine, s'étendant de la limite ouest du banc d'Argent du banc de la Navidad à la Baie de Samana, de Punta Balandra et Miches. Cette zone est un milieu marin unique de reproduction des baleines à bosse de l'Atlantique Nord. Ces baleines (<i>Megaptera novaeangliae</i>) viennent des hautes latitudes de l'Atlantique Nord aux eaux de la République dominicaine pour se reproduire entre décembre et avril chaque année. Quatre-vingt-cinq pour cent des baleines à bosse qui font cette migration visitent les zones au large des bancs courts du banc d'Argent, du banc de la Navidad et de la Baie de Samana. 							
10. Aire marine protégée de Seaflower	H	H	H	H	-	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : Seaflower est une zone de pleine mer qui entoure les îles habitées et les récifs coralliens côtiers et océaniques de l'archipel de San Andrés, département administratif de la Colombie situé dans le sud-ouest des Caraïbes. Cette zone contient les récifs coralliens de pleine mer les plus grands et les plus productifs de la Caraïbe, avec des environnements rares, uniques et inhabituels. Elle comporte également des zones 							

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
isolées caractérisées par une intégrité élevée et une faible influence anthropique, ainsi qu'un continuum d'habitats qui abritent une diversité biologique marine importante. Abritant 192 espèces qui figurent sur la Liste rouge de l'IUCN, ce site est important pour la conservation d'espèces en danger et menacées à l'échelle mondiale.							
11. Le banc de Saba <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : 17°25' N, 63°03' O. Le banc de Saba, région unique de grande importance écologique et biologique, est un atoll submergé, le plus grand atoll à croissance active de la Caraïbe et l'un des plus grands atolls au monde, mesurant 1850 km² (au-dessus de son contour à 50 m de profondeur). Cette zone est importante pour ses caractéristiques écologiques, socioéconomiques, scientifiques et culturelles uniques, ses nombreux récifs de corail, ses lieux de pêche et ses prairies d'algues. 	H	H	H	H	H	H	H
12. Les Caraïbes orientales <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : ces îles s'étendent en arc d'Anguilla à 18°12.80' N et 63°03.00' O pour contourner Tobago à 10° 2' to 11° 12' N and 60° 30' to 61° 56' O. Cette région abrite une variété d'écosystèmes riches en biodiversité associés à des masses insulaires, la plupart volcaniques et quelques-unes d'origine calcaire. Elle comporte un grand nombre d'écosystèmes productifs tels que des récifs coralliens, des herbiers marins et des marais à mangrove, ainsi que des reliefs inhabituels tels qu'un important volcan sous-marin, le Kim Em Jelly (La Grenade), des cheminées hydrothermales et des monts sous-marins. Cette région abrite des stocks importants de larves qui sont potentiellement des sources d'espèces commerciales importantes telles que la langouste et le strombe géant. Elle offre des conditions essentielles de survie à plusieurs espèces migratrices, notamment tortues, poissons et oiseaux marins. 	M	M	H	H	L	H	M
13. La mer des Sargasses <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la mer des Sargasses est bordée par le Gulf Stream à l'ouest, la Dérive nord atlantique au nord, le courant des Canaries plus diffus à l'est, et le courant nord équatorial et le courant des Antilles au sud, s'étendant entre 22° – 38° N et 76° – 43° O, centrée sur 30° N and 60° O. La mer des Sargasses comporte un écosystème pélagique renommé, ses sargasses flottantes, seules algues holopélagiques au monde, formant sa base. Elle héberge une communauté diverse d'organismes associés, dont dix espèces endémiques, et fournit un habitat essentiel à une grande diversité d'espèces dont un grand nombre sont en danger ou menacées à des stades clés de leur cycle de vie. La mer des Sargasses est le seul lieu de reproduction des anguilliformes européens et américains, les premiers 	H	H	H	H	H	H	M

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Pour la légende des critères, voir page 49							
figurant sur la liste des espèces en danger critique d'extinction, et elle est située sur la voie migratoire de nombreuses autres espèces connues menacées d'extinction. Divers processus océaniques ont un impact sur la productivité et la diversité des espèces et cette zone joue un rôle disproportionné dans les phénomènes océaniques de production d'oxygène et de séquestration du carbone. Le plancher océanique comprend deux chaînes de monts sous-marins qui abritent des communautés d'espèces spécialisées, fragiles et endémiques, et les modèles prévoient l'existence de nombreux autres monts marins isolés.							
14. Marge continentale du Sinu	H	-	-	H	M	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la région de la marge continentale du Sinu se situe entre les latitudes 9 12'14"N et 10 4'38"N et les longitudes 76 34'30"O et 76 6'59"O. La région de la marge continentale du Sinu est située au large de la côte colombienne à une profondeur de 180 à 1000 m. Elle se caractérise par la présence de formations géologiques typiques des systèmes de cours d'eau tels que des chenaux, des canyons et des glacis continentaux, ainsi que des reliefs tels que des dorsales, des talus, des dômes et des cuvettes, qui sont associés à des niveaux élevés de diversité biologique. On y trouve également des coraux d'eau froide, en particulier <i>Madracis myriaster</i>, et du méthane oxydé à des suintements froids, qui deviennent de plus en plus importants sur le plan écologique. L'état naturel de ces sites en fait des AIEB dans la région des Caraïbes méridionales, bien que la possibilité d'exploration future des hydrocarbures rende cette région vulnérable. 							
15. Fonds océaniques de Magdalena et Tayrona	H	-	-	H	-	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la région des fonds océaniques de Magdalena et Tayrona se situe entre les latitudes 11 3'34"N et 11 55'40"N et les longitudes 75 33'3"O et 74 2'28"O. Les fonds océaniques de Magdalena et Tayrona se situent dans la partie centrale de la côte colombienne des Caraïbes à une profondeur de 200 à 3000 m. Elle est caractérisée par la présence de canyons et de monts sous-marins associés à une abondante diversité biologique. Elle abrite également des coraux d'eau froide, en particulier <i>Madracis myriaster</i>, qui deviennent de plus en plus importants du point de vue écologique. L'état naturel de ces sites en fait des AIEB dans la région des Caraïbes méridionales. 							
16. Zone d'influence Amazone-Orénoque	H	H	H	H	H	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : N 14.517, E: -45.144, S: -0.565, O: -60.981 (La zone proposée comprend le flux de productivité du nord du Brésil, de la Guyane française, du Suriname, du Guyana et l'est de la Trinité.) L'Orénoque s'écoule sur une superficie de 1,1 x 10 6 km² au Venezuela (70%) et en Colombie (30%) 							

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
(Lewis 1988). Avec l'Amazone, ces deux grands fleuves jouent un rôle extrêmement important en transportant des matières dissoutes et particulières des zones terrestres au littoral et à la pleine mer. La productivité considérable de cette zone marine qui s'étend du nord du Brésil jusqu'à Trinité-et-Tobago en passant par la Guyane française, le Suriname et le Guyana témoigne de leur impact. Cette productivité élevée est associée à une très importante diversité biologique qui comprend des espèces en danger, menacées et endémiques de tortues de mer, de mammifères, d'invertébrés, de poissons et d'oiseaux.							
17. Parcel do Manuel Luiz e Banco do Álvaro	M	M	H	H	-	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la zone couvre deux régions principales, notamment Parcel do Manuel Luiz (69 km² centrée sur 00°50'S, 044°015'O) et Banco do Álvaro (30 km² centrée sur 00°017.5'S, 044°049.5'O) Le parc marin de Manuel Luiz comporte les communautés de corail les plus connues au nord du Brésil. Certaines zones ont une prédominance de milleporidés sur les murs des récifs, suivis de <i>Phyllogorgia dilatata</i> (espèce endémique du Brésil). Les relevés scientifiques indiquent la présence de 50% des coraux durs du Brésil, six d'entre lesquels n'ont pas été observés antérieurement sur la côte adjacente nord-est. Le corail de feu <i>Millepora laboreli</i> est endémique dans cette région et a récemment été classé comme espèce en danger (EN) dans la liste brésilienne des espèces menacées. La présence et grande abondance d'organismes de récifs coralliens que l'on ne trouve pas le long de la côte est d'Amérique du Sud fournissent davantage de preuves que ces récifs pourraient constituer l'une des pierres de gué fauniques entre les Caraïbes et la côte brésilienne. La région est une importante aire d'alimentation et de reproduction des élastombranches. 							
18. Chaînes de bancs de corail de la région du Nord Brésil et de Fernando de Noronha	H	H	H	M	M	H	H
<ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : couvre les chaînes de bancs de corail au nord du Brésil (1° S à 4° S / 37° O à 39° O) et de Fernando de Noronha (3° to 5° S / 32° to 38° O). Le courant du Nord Brésil et la topographie sous-marine agissent l'un sur l'autre pour créer des remontées d'eau profonde qui favorisent la productivité. Des chaînes sont insérées dans un milieu oligotrophe et l'archipel de Fernando de Noronha et l'atoll das Rocas sont considérés comme des « zones de grande diversité biologique » en raison de leurs récifs coralliens, de leur grande diversité biologique et de leurs espèces endémiques. Cette zone est une frayère et/ou aire d'alimentation de tortues de mer, élastombranches, de poissons de récifs coralliens et de poissons pélagiques. C'est une aire d'alimentation et de reproduction avienne à Fernando de Noronha et couvre une partie du couloir de migration d'oiseaux de mer le plus important de l'Atlantique ; ces deux sites remplissent les conditions 							

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
Pour la légende des critères, voir page 49							
requises pour être reconnues par BirdLife International comme zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) d'espèces menacées et de rassemblements. On y trouve des espèces d'oiseaux, d'élasmobranches et de tortues de mer qui figurent sur la Liste rouge de l'IUCN comme étant menacées. Les requins, les poissons de récif et les homards sont exploités par les pêcheries de la région, la pêche y étant une activité traditionnelle. Les tortues de mer font aussi l'objet de captures accessoires par la pêche à la palangre et les filets fantômes. L'atoll das Rocas a le degré le plus élevé d'endémisme de la région et Fernando de Noronha a la plus grande richesse d'espèces par rapport aux autres îles océaniques brésiliennes. La similarité de la faune de Fernando de Noronha et de l'atoll das Rocas est attribuée à la présence de bancs océaniques peu profonds qui agissent comme des pierres de gué dans la région. Les larves des espèces côtières suggèrent une connectivité avec la zone du talus continental.							
19. Zone du bord du plateau continental de la région nord-est du Brésil	M	H	H	H	L	H	M
• Situation géographique : la zone du bord du plateau continental nord-est s'étend le long de la zone externe du plateau continental et de la limite supérieure du talus continental du Brésil à des profondeurs de 40m à 2000m et entre les parallèles 3°S et 16°S, du sud de l'état de Bahia jusqu'à l'état de Ceará où le plateau continental brésilien est étroit et plonge abruptement à des profondeurs de 50 à 80 m.							
• La zone du bord du plateau continental est un écotone marin où différents éléments des communautés démersales, benthiques et benthopélagiques du plateau continental, de la partie supérieure du talus continental et des biotes pélagiques adjacents coexistent dans une bande étroite de la marge continentale. Les formations de récifs biosynthétiques associées aux chenaux, ravins et canyons plus profonds du bord du plateau continental constituent d'importants lieux de pêche traditionnelle. La zone du bord du plateau continental de la région nord-est du Brésil contient des habitats distincts et des caractéristiques géomorphologiques inhabituelles telles que les récifs du bord du plateau continental qui représentent un dernier refuge pour certains poissons de récif rares et endémiques répandus dans l'ensemble du plateau continental, y compris certaines espèces commerciales menacées (IUCN) du complexe vivaneau-mérou actuellement épuisées dans la ZEE brésilienne. Le bord du plateau continental comporte des habitats qui sont essentiels au cycle de vie de nombreuses espèces de tortues de mer, de baleines, de requins et de poissons de récif coralliens, ainsi que des couloirs de migration et des frayères. Cette zone couvre une partie de l'axe migratoire d'oiseaux de mer le plus important de l'Atlantique, site reconnu en tant que zone importante pour la conservation des oiseaux de BirdLife (ZICO) pour ses espèces et ses colonies menacées. La région correspond à une partie de l'aire de reproduction de baleines à bosse (<i>Megaptera novaeangliae</i>) au large de la côte nord-est du Brésil.							

Situation géographique et brève description des zones	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7
	Pour la légende des critères, voir page 49						
20. Zone de fracture équatoriale atlantique et système de productivité élevée <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la zone proposée s'étend sur 9 mille km² à travers l'océan Atlantique équatorial de la limite occidentale du Bassin de Guinée (10°O) à l'est, à la limite nord-est de la marge continentale brésilienne (32°O) à l'ouest. Cette zone comprend des habitats benthiques et pélagiques de l'Atlantique équatorial définis par la topographie du plancher océanique, la configuration de la circulation des eaux profondes et de surface et les régimes de productivité équatoriale primaire. Elle est aussi caractérisée par des modes de biodiversité pélagique et benthique particuliers. 	H	H	M	M	H	H	M
21. Le banc des Abrolhos et la chaîne de monts sous-marins Vitória-Trindade <ul style="list-style-type: none"> Situation géographique : la région des Abrolhos est un élargissement du plateau continental brésilien situé sur la côte est du Brésil, au large de la côte sud de l'état de Bahia et de la côte nord de l'état d'Espírito Santo. Le banc des Abrolhos héberge la plus grande diversité biologique de l'Atlantique Sud, les plus grands récifs coralliens du Brésil et des populations relativement importantes de plusieurs espèces marines endémiques et menacées d'extinction. Elle se compose d'une mosaïque d'habitats différents tels que des mangroves, des herbiers marins, des herbiers de rhodolyses, des récifs submergés et émergeants, et un groupe de petites îles volcaniques. Le banc des Abrolhos comporte des formations biologiques uniques comme les récifs en forme de champignon ou « chapeirões », ainsi que des formations géologiques uniques telles que les « buracas » - dépressions distinctes dans le plateau continental (jusqu'à 20 mètres de profondeur et 70 mètres de large). La région est une importante zone de frai et/ou de pêche de plusieurs espèces emblématiques telles que les baleines à bosse, les tortues et les oiseaux de mer. Située sur la côte centrale du Brésil, la chaîne Vitória-Trindade est composée de sept monts marins et d'un groupe d'îles (archipel de Trindade et Martin Vaz). Le substrat des monts et des îles océaniques se compose de récifs vivants de corallinales sur lesquels on observe également la présence de différentes espèces de coraux, d'éponges et d'algues. Les monts et les îles hébergent une ichtyofaune de récifs coralliens encore préservée, avec une importante biomasse et une abondance d'espèces, dont de nombreux requins et des groupes de frai d'importantes ressources halieutiques. La chaîne Vitória Trindade abrite également 11 espèces endémiques de poissons sur ses récifs. En outre, cette zone est le seul lieu de reproduction de trois populations endémiques d'oiseaux de mer, le Pétrel de Trindade (<i>Pterodroma arminjoniana</i>), la Frégate du Pacifique (<i>Fregata minor nicolli</i>), et la Frégate ariel (<i>Fregata ariel trinitatis</i>). 	H	H	H	H	M	H	M

Note : il n'y a pas de zone numéro 7.

/...

Tableau 3. Description des zones qui répondent aux critères de désignation des aires d'importance écologique ou biologique dans la région méditerranéenne

(Chaque zone est décrite par des polygones présentés dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/8)

Explication des scores : dans quelle mesure le polygone est-il important en fonction du critère?

4 = complètement; 3 = beaucoup; 2 = moyennement; 1 = un peu; 0 = pas du tout.

Nom de la région	n.	Nom du polygone	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	Notes
Mer d'Alborán	1	Mont sous-marin de Djibouti	4	3	4	4	4	4	3	
	2	Crête d'Alboran	4	3	4	4	4	4	3	
	3	Mont sous-marin de Motril	4	3	4	4	4	4	3	
	4	Mont sous-marin de Seco de los Olivos	4	3	4	4	4	4	3	
	5	Côte est de Malaga	2	3	3	2	3	3	2	Pas une zone située au-delà des limites de la juridiction nationale. Aire d'alimentation importante pour les oiseaux marins dans le contexte de la mer d'Alboran.
	6	Baie d'Almeria	3	3	3	3	3	3	3	Pas une zone située au-delà des limites de la juridiction nationale. Importantes colonies de mouettes nicheuses.
	7	Île d'Alboran	3	3	3	3	2	2	4	Comprend l'une des plus importantes colonies de goélands d'Audouin au monde.
	8	Îles Chafarinas	3	4	4	4	3	3	4	Pas une zone située au-delà des limites de la juridiction nationale : comprend la deuxième plus importante colonie de goélands d'Audouin au monde.
	9	Mont sous-marin d'Al-Mansour								
	10	Mont sous-marin de Torrox								
	11	Détroit de Gibraltar	4	3	3	2	3	4	1	Sa situation géographique unique est essentielle à la survie à long terme de populations d'oiseaux marins qui se déplacent entre la mer Méditerranée et l'océan Atlantique.
	12	Mer d'Alborán	3	3	3	2	3	3	2	Zone de grande productivité (primaire). Aire d'alimentation de populations aviennes qui nichent localement, aire d'hivernage et voie de migration/passage importants.
	13	Mont sous-marin de Seco de los Olivos	3	3	4	4	3	4	2	Présence de coraux noirs, coraux rouges, éponges, jardins de gorgones, coralligènes, maërl, tortues de mer, cétacés et espèces commerciales.
	14	Alborán et Algerian	0	2	3	1	2	1	2	Habitat de la tortue Caouanne.
	15	Polygone 4		3						Aire de croissance de la petite roussette (<i>Scyliorhinus canicula</i>).
	16	Mer d'Alborán	2	4	4	3	4	3	1	Dauphin commun, dauphin bleu et blanc, tursiops, baleine à bec de cuvier, baleine-

									pilote.
89	Alboran sud-ouest	2	3	0	0	3	2	0	Important habitat adéquat de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois).
Zone des Baléares	17 Mont sous-marin d'Aguilas								
	18 Mont sous-marin Emile Baudot								
	21 Mer des Baléares	3	4	4	4	4	4	3	Zone de frai du thon rouge du Nord, habitat du grand cachalot.
	23 Système fluvial de l'Ebre	3	3	3	3	3	3	2	Aire d'alimentation importante d'espèces menacées à l'échelle mondiale et autres espèces d'oiseaux marins dont la conservation est un sujet de préoccupation qui se rassemblent pour nicher dans le delta de l'Ebre (mouettes, hirondelles de mer) et dans les îles Baléares (puffins).
	25 Mont sous-marin de Palos	4	3	4	4	4	3	3	Coraux, jardins de gorgones, éponges, tortues de mer, cétacés, élasmobranches et espèces commerciales.
	26 Mont sous-marin Emile Baudot	3	3	4	3	2	4	3	Coralligènes, maërl, jardins de gorgones, coraux (y compris des coraux noirs), bryozoaires, tortues de mer, cétacés et espèces commerciales.
	27 Canyon de Ménorque	3	3	3	3	4	4	2	Jardins de gorgones, coraux, éponges, requins et espèces commerciales.
	30 Plateau continental espagnol + Baléares	0	2	3	2	2	2	2	Habitat de la tortue Caouanne.
	90 Mer des Baléares								Important habitat du grand cachalot.
	19 Canyon de Palamos								
Région du Golfe du Lion	20 Canyon du Cap de Creus	4	3	4	4	2	4	3	<i>Lophelia, Madrepora</i> , 218 m, ROV, submersible (Orejas et al. 2008)
	22 Golfe du Lion	3	3	3		4			Productivité primaire élevée des eaux pélagiques.
	24 Golfe du Lion – îles d'Hyères	2	3	3	3	3	3	2	Zone de grande productivité; importante pour l'alimentation d'espèces menacées à l'échelle mondiale et autres espèces d'oiseaux marins dont la conservation est un sujet de préoccupation : Procellariiformes d'Hyères, de la Corse et des Baléares, mouettes et puffins de la Camargue, oiseaux marins hivernants de l'Atlantique.
	28 Golfe du Lion – habitat du rorqual commun	3	4	1	2	4	4	0	
	29 Golfe du Lion – habitat du dauphin bleu et blanc	2	2	1	2	2	4	0	
	73 Canyons du Golfe du Lion								Canyon de Lacaze-Duthiers, Madrepora, à 300 m, submersible, chalutage (Zibrowius 2003), Canyon de Cassidaigne, Madrepora, 210-510 m, submersible (Bourcier & Zibrowius 1973).
	81 Côte catalane	1	3	0	0	3	2	0	Important habitat adéquat de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois).
Mer Tyrrhénienne	31 Polygone 5		3						Aire de croissance du <i>Galeus melastomus</i> .
	32 Nord de la mer Tyrrhénienne	2	1			2			Grande productivité primaire des eaux pélagiques.

	33	Îles de Corse – Sardaigne – Toscane	1	2	3	2	2	2	Importante aire d'alimentation d'espèces d'oiseaux marins endémiques et autres dont la conservation est un sujet de préoccupation, qui se concentrent pour se reproduire dans les archipels de la Corse-Sardaigne-Toscane.
	36	Polygone 10		3	3	3	3	3	Aire de croissance de <i>Scyliorhinus canicula</i> , <i>Raja clavata</i> , <i>R. asterias</i> , <i>Carcharhinus brachyurus</i> , <i>Galeus melastomus</i> , <i>Etmopterus spinax</i> .
	37	Polygone 11		3					Aire de croissance probable de <i>Squatina oculata</i>
	38	Polygone 5 bis		3					Aire de croissance de <i>Scyliorhinus canicula</i>
Plateau tunisien	40	Aire de reproduction du thon rouge du Nord	3	4	4	4	1	3	
	41	Plateau de la Tunisie zone 1		2	3			3	Aire de croissance de <i>Carcharodon carcharias</i>
	42	Plateau de la Tunisie zone 2		2	3			3	Plusieurs raies et aire de croissance du requin blanc, aire d'alimentation et d'hivernage de la caouanne, bancs de maërl.
	43	Détroit de Sicile	3	3	3	3	3	2	Zone de grande productivité : importante pour l'alimentation des Procellariiformes nichant en Tunisie (île de Zembra), Sicile (île d'Egadi) et Pantelleria.
	44	Malte – Gabés extérieur	2	3	3	3	3	2	Les nouvelles données du projet LIFE Yelkouan Shearwater (puffin yelkouan) de BirdLife-Malte montrent importance de cette vaste zone au sud-est de Malte pour l'alimentation de cette espèce méditerranéenne endémique.
	45	Plateau tunisien - Gabès intérieur	0	3	3	3	3	3	Habitat de la caouanne.
	46	Détroit de Sicile, Ionienne	0	2	3	1	2	1	Habitat de la caouanne.
	47	Polygone 8		3					Aire de croissance probable de <i>Carcharodon carcharias</i> .
	48	Polygone 9		3				3	Aire de croissance probable de <i>Carcharodon carcharias</i> .
	49	Eaux autour de Lampedusa	2	4	3	3	4	2	Aire d'alimentation d'hiver du rorqual commun.
	50	Eaux autour de Malte	1	4	3	3	2	1	Dauphin commun.
Mer Adriatique	74	<i>Lophelia</i> , <i>Madrepora</i> dans le détroit de Sicile							Banc d'Urania, Lophelia, Madrepora, 509-613 m, ROV (cette étude), cuvette de Linosa, Lophelia, Madrepora, 669-679 m, ROV (cette étude), au large de Malte, Lophelia, Madrepora, 453-612 m, ROV (cette étude), au large de Malte, Lophelia, Madrepora, 392-617 m, chalutage démersal (Schembri et al. 2007)
	87	Plateau tunisien intérieur, partie nord		2					
	88	Sud-ouest de la Sicile	2	3	0	0	3	2	Important habitat approprié de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois).
	51	Nord et centre de l'Adriatique	0	3	3	3	3	3	Habitat de la caouanne.
	52	Polygone 1		2	2	2			Aire de croissance de <i>Squalus acanthias</i>
	53	Polygone 2		3					Aire de croissance de <i>Scyliorhinus canicula</i>
	82	Centre-ouest de	1	3	0	0	3	2	Important habitat approprié de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois).

		l'Adriatique								
Mer Ionienne	54	Ionienne	0	2	3	1	2	1	2	Habitat de la caouanne.
	55	Polygone 6		3						Aire de croissance de <i>Raja clavata</i>
	56	Mer ionienne orientale	1	4	4	3	3	2	2	Dauphin commun, marsouin commun, phoque moine, baleine à bec.
	75	<i>Lophelia</i> et <i>Madrepora</i> dans le golfe de de Tarente								Santa Maria di Leuca, Lophelia, Madrepora, 300-1100 m, chalutage, ROV (Taviani et al. 2005a, cette étude), au large de la péninsule de Gallipoli, Lophelia, Madrepora, 603-744 m, ROV (cette étude).
	78	Récifs de <i>Lophelia</i>								
Mer Égée	59	Nord de la mer Egée	2	4	4	3	3	2	2	Dauphin commun, marsouin commun, phoque moine, baleine à bec.
		Récifs de <i>Lophelia</i> et <i>Madrepora</i> au large de Thasos								Au large de Thasos, Lophelia, Madrepora, 300-350 m, chalutage (Vafidis et al. 1997)
	77	Nord-ouest de la mer Egée	2	3	0	0	3	2	0	Important habitat approprié de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois)
	83	Nord de la mer Egée	2	3	0	0	3	2	0	Important habitat approprié de petits poissons pélagiques (sardines et/ou anchois)
Mer du Levant	57	Fosse hellénique	2	4	4	3	4	3	2	Grands cachalots, baleines à bec de Cuvier.
	61	Frayère du thon rouge du Nord	3	4	4	4	1	3	3	
	62	Frayère du thon rouge du Nord	3	4	3	1	0	0	0	Importance : une des trois zones de frai du thon rouge du Nord (<i>Thunnus thynnus</i>).
	63	Phoque moine 1	4	4	4	2	0	0	2	Pas une zone située au-delà des limites de la juridiction nationale. Importance : la plus importante et seule viable colonie de phoques moines le long de la côte turque.
	64	Phoque moine 2	4	3	3	4	2	2	3	Pas une zone située au-delà des limites de la juridiction nationale.. Importance : zone immaculée, herbiers de <i>Cystoseira</i> et <i>Posidonia</i> intacts; important habitat et site de reproduction de phoques et de goélands d'Audouin (<i>Larus audouini</i>).
	66	Gyre de Rhodes	4	3	2	1	4	2	0	Très important caractère océanographique créé par de fortes remontées d'eau profonde. Bien que son importance biologique ne soit pas bien connue, nous avons échantillonné une quantité importante d'œufs et de larves (clupéidés et espadons) sur la périphérie de la région de remontées d'eau profonde. Cette région, qui est riche en céphalopodes pourrait aussi être importante pour les cétacés (on y constate le plus grande nombre de baleines échouées par les pêcheurs turcs).
	67	Gyre de Rhodes	3	2			4			Grande productivité primaire des eaux pélagiques.
	69	Chypre - Turquie - Syrie	0	3	3	3	3	3	3	Habitat de la tortue caouanne et de la tortue verte.
	70	Polygone 7		3						Aire de croissance de <i>Rhinobatos rhinobatos</i>
	71	Au large de la Turquie méridionale, Syrie	1	4	4	3	4	2	2	Baleine à bec, phoques moine.

1...

XVI/5. *Diversité biologique marine et côtière : pêche durable et lutte contre les effets néfastes des activités humaines sur la diversité biologique marine et côtière*

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques recommande que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties,

Reconnaissant que les mesures propres à assurer la prise en compte de la diversité biologique dans la gestion des pêches et la lutte contre les effets néfastes des activités humaines sur la diversité biologique marine et côtière, tels que le blanchiment des coraux, l'acidification des océans et le bruit sous-marin d'origine anthropique, contribuent à la réalisation des objectifs 5, 6, 8 et 10¹⁰ d'Aichi relatifs à la diversité biologique, et que d'autres effets néfastes des activités humaines sur la diversité biologique marine et côtière, tels que la pollution, doivent être gérés pour parvenir à ces objectifs,

Répondre aux préoccupations liées à la diversité biologique dans le domaine de la pêche durable

1. *Exprime sa reconnaissance* au gouvernement norvégien pour avoir financé et accueilli une réunion conjointe d'experts sur des mesures propres à assurer la prise en compte des préoccupations liées à la diversité biologique dans le domaine de la pêche durable, organisée par le Secrétaire exécutif en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le groupe d'experts sur la pêche de la Commission de gestion des écosystèmes de l'IUCN à Bergen, en Norvège, du 7 au 9 décembre 2011, et accueille avec satisfaction le rapport de la réunion (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/13);

2. *Reconnaissant* que les organismes de gestion de la pêche sont les organes compétents en matière de gestion de la pêche et que, en fonction de la situation dans différents pays et régions, ils devraient avoir un rôle à jouer dans la lutte contre les impacts sur la diversité biologique, *prend note* de la nécessité de continuer d'améliorer et d'appliquer l'approche par écosystème dans le cadre de la gestion de la pêche, en renforçant les capacités de ces organismes de gestion de la pêche, en favorisant une collaboration inter-organismes constructive, et en assurant la participation pleine et entière d'un large éventail d'experts de la diversité biologique, de communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes, au processus de gestion de la pêche, selon qu'il convient;

3. *Encourage* une collaboration constructive entre les organismes de gestion de la diversité biologique et de gestion de la pêche, et invite les organismes de gestion de la pêche nationaux et régionaux, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

¹⁰ Objectif 5 : D'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites

Objectif 6 : D'ici à 2020, tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes aquatiques sont gérés et prélevés d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes, de telle sorte que la surpêche soit évitée, que des plans et des mesures de récupération soient en place pour toutes les espèces épuisées, que les pêcheries n'aient aucun effet néfaste significatif sur les espèces menacées et les écosystèmes vulnérables, et que l'impact de la pêche sur les stocks, les espèces et les écosystèmes reste dans des limites écologiques sûres.

Objectif 8 : D'ici à 2020, la pollution, notamment celle causée par l'excès d'éléments nutritifs, est ramenée à un niveau qui n'a aucun effet néfaste sur les fonctions des écosystèmes et la diversité biologique.

Objectif 10 : D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou par l'acidification des océans sont réduites à un minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement.

(FAO), à veiller à ce que les considérations relatives à la diversité biologique soient un volet de leurs travaux;

4. *Prie le Secrétaire exécutif de transmettre le rapport de la réunion conjointe d'experts mentionné au paragraphe 1 ci-dessus aux Parties, aux autres gouvernements, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et aux organismes régionaux de gestion de la pêche, et de collaborer avec ces organismes afin d'améliorer la façon dont les préoccupations liées à la diversité biologique sont gérées dans le contexte d'une pêche durable;*

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail spécifique sur le blanchiment des coraux

5. *Accueille avec satisfaction le rapport intitulé *Progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail spécifique sur le blanchiment des coraux* (appendice 1 de l'annexe I de la décision VII/5) qui comprend des informations sur les obstacles à son application et sur les moyens de les surmonter, y compris des mesures précises pour mobiliser des ressources financières, tel qu'il figure dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/11, et prend note des principaux messages du rapport contenus à l'annexe I du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/6;*

6. *Prend note des progrès accomplis depuis l'adoption du plan de travail spécifique;*

7. *Rappelant l'objectif 10 d'Aichi relatif à la diversité biologique, constate avec une profonde inquiétude que les changements climatiques aboutiront à une augmentation de l'intensité et de la fréquence du blanchiment des coraux et de l'acidification des océans dans toutes les mers tropicales au cours du XXIe siècle;*

8. *Constate également avec inquiétude la persistance de nombreux défis financiers et de capacités récurrents, qui limitent les progrès réalisés dans les pays en développement, lesquels continuent d'avoir des difficultés à répondre aux facteurs de stress locaux et n'ont ni les capacités ni les ressources financières nécessaires pour intégrer pleinement les effets des changements climatiques et d'autres facteurs de stress pertinents dans leurs programmes de gestion des récifs coralliens et des zones côtières;*

9. *Prend note de la nécessité urgente d'actualiser le plan de travail spécifique sur le blanchiment des coraux, en tenant compte des autres effets des changements climatiques sur les récifs coralliens à l'échelle mondiale, tout particulièrement l'impact prévu de l'acidification des océans, mais aussi les effets des tempêtes tropicales et de l'élévation du niveau de la mer, et reconnaît la nécessité d'intégrer l'impact prévu de l'acidification des océans dans les cadres de gestion, à côté de l'interaction avec les facteurs de stress locaux;*

10. *Note en outre que pour relever le défi grandissant de l'impact des changements climatiques sur les récifs coralliens, des investissements importants seront requis pour augmenter les capacités de gestion efficace des futurs phénomènes de blanchiment des coraux et d'autres facteurs de stress, et pour étendre les évaluations de la résilience à toutes les régions de récifs coralliens, et qu'il est essentiel de recenser un éventail de mécanismes de financement viables pour pouvoir atteindre ces objectifs;*

11. *Reconnait que les gestionnaires des écosystèmes de récifs coralliens doivent :*

a) comprendre la vulnérabilité des systèmes de récifs coralliens face aux nombreux facteurs de stress;

b) anticiper de manière proactive les risques climatiques et les effets secondaires connexes, en prenant des mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes;

c) gérer les récifs coralliens en tant que systèmes socio-écologiques subissant des transformations dues dans de nombreux cas aux changements climatiques;

d) formuler des stratégies d'adaptation ayant pour but d'augmenter la résilience des écosystèmes, afin qu'ils puissent continuer à offrir des biens et des services;

12. *Prie le Secrétaire exécutif d'intégrer les questions liées à l'impact des changements climatiques sur les récifs coralliens et leurs répercussions dans les programmes de gestion des zones côtières, y compris, selon qu'il convient, les éléments indiqués au paragraphe 11 ci-dessus, dans les ateliers de renforcement des capacités régionaux et infrarégionaux;*

13. *Prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les communautés autochtones et locales, afin d'élaborer des propositions pour actualiser le plan d'action spécifique sur le blanchiment des coraux, dans un additif au plan de travail qui répond aux besoins énoncés au paragraphe 11 ci-dessus, et de présenter ce projet d'additif à l'Organe subsidiaire pour examen à une réunion précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties;*

Impact du bruit sous-marin d'origine anthropique sur la diversité biologique marine et côtière

14. *Accueille avec satisfaction le rapport intitulé *Synthèse scientifique sur les conséquences du bruit sous-marin sur la diversité biologique marine et côtière et les habitats* (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/12), et prend note des principaux messages du rapport contenus à l'annexe II du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/6;*

15. *Prend note de la résolution 10.24 adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices, à sa dixième réunion, qui fournit des orientations pour d'autres mesures de réduction de la pollution sonore sous-marine, selon que de besoin, afin de protéger les cétacés et d'autres espèces migratrices;*

16. *Note que le bruit d'origine anthropique peut avoir des conséquences défavorables à court terme et à long terme sur les animaux marins et autres biotes du milieu marin, que cette question gagnera assurément en importance, et que l'augmentation incontrôlée du bruit d'origine anthropique pourrait exacerber les sources de stress que subit déjà le biote océanique;*

17. *Encourage les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées, en fonction de leurs priorités, à :*

a) promouvoir la recherche afin d'améliorer nos connaissances sur cette question;

b) encourager une sensibilisation des parties prenantes concernées à cette question aux niveaux national et régional;

c) prendre le cas échéant des mesures pour réduire au minimum les effets néfastes du bruit sous-marin d'origine anthropique sur la diversité biologique marine, notamment en ayant recours aux meilleures techniques disponibles et aux meilleures pratiques environnementales, et en s'appuyant sur les orientations existantes;

d) élaborer des indicateurs et explorer des cadres pour la surveillance du bruit sous-marin aux fins de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique marine et faire rapport sur les progrès accomplis à une future réunion de l'Organe subsidiaire avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

18. *Reconnaissant la nécessité d'avoir une terminologie cohérente pour décrire le bruit sous-marin, prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes, afin d'élaborer, sous réserve des fonds disponibles, un projet d'ensemble de termes cohérents pour examen à une réunion de l'Organe subsidiaire précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties;*

19. *Prenant note des lacunes et des limites des orientations existantes, y compris la nécessité d'actualiser ces orientations à la lumière de l'amélioration des connaissances scientifiques, et reconnaissant les différentes initiatives complémentaires menées actuellement, prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées, y compris l'Organisation maritime internationale, la Convention sur la conservation des espèces migratrices, la Commission baleinière internationale, ainsi que les communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes concernées, afin d'organiser sous réserve des ressources financières disponibles un atelier d'experts pour améliorer et partager les connaissances sur le bruit sous-marin et ses impacts sur la diversité marine et côtière de même que pour élaborer des orientations concrètes et des « boîtes à outils » visant à réduire au minimum et à atténuer les effets néfastes importants du bruit sous-marin d'origine anthropique sur la diversité biologique marine et côtière, qui pourraient aider les Parties et les autres gouvernements à appliquer les mesures de gestion nécessaires. L'atelier devrait aborder des questions telles que l'établissement d'une cartographie acoustique des zones d'intérêt, entre autres;*

20. *Prie en outre le Secrétaire exécutif de porter cette décision à l'attention des organisations mentionnées au paragraphe 19 ci-dessus;*

Progrès accomplis dans le cadre du processus d'examen conjoint par des experts pour surveiller et évaluer l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière

Rappelant les paragraphes 63 à 67 de la décision X/29,

21. *Exprime sa reconnaissance au gouvernement espagnol pour avoir financé la réunion d'experts chargée d'élaborer une série de processus d'examen spécialisés en vue de suivre et d'évaluer les effets de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière, organisée par le Secrétaire exécutif en collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (COI-UNESCO), à Montréal, au Canada, les 19 et 20 octobre 2011, et accueille avec satisfaction le rapport de la réunion d'experts (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/14);*

22. *Prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (COI-UNESCO), les groupes scientifiques concernés, d'autres organisations concernées et les communautés autochtones et locales, afin d'élaborer un document sur l'examen systématique des effets de l'acidification des océans sur la diversité biologique et les fonctions des écosystèmes, qui fournira une synthèse ciblée des répercussions de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière, y compris des informations sur le secteur moins connu de la recherche paléo-océanique, en s'appuyant sur la synthèse qui figure dans le Cahier technique No.46 de la CDB, et de mettre cette synthèse à la disposition de l'Organe subsidiaire, pour examen à une future réunion précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties, en vue de transmettre cette synthèse aux Parties, aux autres gouvernements et aux organisations compétentes, ainsi qu'au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;*

23. *Prend note des éléments indiqués à l'annexe III du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/6 en tant qu'orientations pour des mesures concrètes contre l'impact de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière, et encourage les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à utiliser ces orientations, selon qu'il convient, pour réduire les différentes*

menaces que représente l'acidification des océans pour les écosystèmes vulnérables et pour renforcer la résilience des écosystèmes, par le biais de diverses mesures de gestion par zone ou autres mesures de gestion, en plus des mesures prises pour réduire les émissions de dioxyde de carbone;

Gérer l'impact des débris marins sur la diversité biologique marine et côtière

24. *Accueille avec satisfaction l'établissement d'un rapport sur l'impact des débris marins sur la diversité biologique marine et côtière par le Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/15), et prend note des principaux messages contenus à l'annexe IV du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/6;*

25. *Prie le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les Parties, les autres gouvernements, les organisations concernées et les communautés autochtones et locales et en fonction des ressources financières disponibles :*

a) *d'inviter les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à soumettre des informations sur les impacts des débris marins sur la diversité biologique et les habitats marins et côtiers ;*

b) *de compiler et de faire la synthèse des communications des Parties, des autres gouvernements et des organisations concernées ainsi que des informations scientifiques et techniques additionnelles, à titre de contributions à un atelier d'experts ;*

c) *d'organiser un atelier d'experts pour élaborer des orientations concrètes sur la prévention et l'atténuation des effets néfastes importants des débris marins sur la diversité biologique et les habitats marins et côtiers, que les Parties et les autres gouvernements pourront appliquer dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail sur la diversité biologique marine et côtière;*

d) *de présenter la compilation/synthèse mentionnée à l'alinéa b) ci-dessus et les orientations concrètes mentionnées à l'alinéa c) ci-dessus, aux fins d'examen à une réunion de l'Organe subsidiaire précédent la douzième réunion de la Conférence des Parties;*

26. *Prie le Secrétaire exécutif, dans la limite des ressources financières disponibles, d'inclure la question des débris marins dans des ateliers régionaux de renforcement des capacités, afin d'examiner les moyens de prévenir et de réduire leur impact sur la diversité biologique et d'améliorer la recherche sur la réduction et la gestion des débris marins.*

XVI/6 Diversité biologique marine : planification de l'espace marin et lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des zones marines et côtières

A. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques *recommande* que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties,

Lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des zones marines et côtières

Rappelant la décision VIII/28 par laquelle elle a approuvé des lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques,

Notant que les zones marines, en particulier les zones de haute mer et les grands fonds marins, présentent des différences écologiques importantes par rapport aux zones terrestres et côtières,

[1. *Prend note avec satisfaction* des lignes directrices facultatives¹¹ pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des zones marines et côtières, y compris les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, conformément à l'article 4 de la Convention;

2. *Prie* le Secrétaire exécutif de mettre ces lignes directrices à la disposition des Parties, des autres gouvernements, des institutions spécialisées des Nations Unies et des processus pertinents de l'Assemblée générale des Nations Unies, plus particulièrement le Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, ainsi que des organisations des mers régionales et des organisations et accords régionaux relatifs à la gestion de la pêche pour ce qui concerne la gestion de la pêche, à titre d'information, selon qu'il convient;

3. *Encourage*, selon qu'il convient, les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à utiliser les lignes directrices facultatives, conformément aux dispositions du droit interne et du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et à adapter et appliquer les lignes directrices facultatives, selon que de besoin, conformément à leurs priorités nationales;

4. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à partager, selon qu'il convient, des informations sur les progrès accomplis dans l'application de ces lignes directrices, à envisager d'inclure ces informations dans le cinquième rapport national et dans les rapports suivants, et à faire des suggestions pour les peaufiner davantage;]

¹¹ Les lignes directrices facultatives seront davantage affinées sur la base du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/7/Add.1 avec l'addition de la phrase suivante dans le paragraphe d'introduction : « Ces lignes directrices facultatives doivent être utilisées conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », en tenant compte des communications additionnelles des Parties, des autres gouvernements et des organisations compétentes, conformément à la demande adressée au Secrétaire exécutif dans la partie B de cette recommandation.

5. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à favoriser, conformément au droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la poursuite des recherches visant à combler les lacunes dans les connaissances, tel qu'il est souligné dans les lignes directrices facultatives concernant les zones marines et côtières, en particulier les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale;

6. *Prie* le Secrétaire exécutif, dans la limite des ressources financières disponibles, de fournir une aide supplémentaire afin d'accroître le renforcement des capacités en matière d'application des lignes directrices facultatives, de rassembler des informations sur l'expérience acquise dans l'application des lignes directrices facultatives et de faire rapport sur les progrès accomplis à une réunion de la Conférence des Parties;

Planification de l'espace marin

7. *Prend note* du document de synthèse concernant les expériences et l'utilisation des instruments de planification de l'espace marin (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/18), et des principaux messages contenus dans la partie III du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/7;

8. *Prie* le Secrétaire exécutif, dans la limite des ressources financières disponibles, de travailler en collaboration avec les Parties, les autres gouvernements, les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations régionales et d'autres organisations compétentes, ainsi que les communautés autochtones et locales, pour :

a) Mettre au point un système d'échange d'informations en ligne reliant sur Internet les différentes sources d'information existantes¹² sur la planification de l'espace marin;

b) Continuer de rassembler des informations sur les expériences et l'utilisation des instruments de planification de l'espace marin et mettre les informations compilées à la disposition des Parties, des autres gouvernements et des organisations internationales compétentes, afin d'évaluer leur utilité et leurs répercussions;

c) Organiser un atelier d'experts destiné à fournir des orientations concrètes consolidées et une trousse d'information pour appliquer les instruments de planification de l'espace marin, en s'appuyant sur les orientations existantes¹³, dans la limite des ressources financiers disponibles, afin de compléter et de renforcer les initiatives intersectorielles menées par les Parties et les autres gouvernement pour appliquer l'approche par écosystème à la mise en œuvre d'une gestion intégrée des milieux marins et côtiers, à l'identification des aires marines d'importance écologique ou biologique; à la conception, la mise en place et la gestion des aires marines protégées, ainsi qu'à d'autres initiatives de gestion par zone. L'atelier d'experts devrait :

- i) Examiner les orientations et les boîtes à outils existantes relatives à la planification de l'espace marin;
- ii) Recenser les lacunes;
- iii) Élaborer des propositions pour combler ces lacunes;
- iv) Si cela est jugé nécessaire, élaborer des orientations concrètes consolidées et une trousse d'information sur la planification de l'espace marin;

¹² Voir par exemple le site Internet de COI-UNESCO sur la planification de l'espace marin, (http://www.unesco-iac-marinesp.be/marine_spatial_planning_msp).

¹³ Voir par exemple les lignes directrices de COI-UNESCO sur la planification de l'espace marin.

d) Mettre les orientations et les trousseaux d'informations susmentionnées à la disposition des Parties, des autres gouvernements et des organisations compétentes;

e) Diffuser auprès des décideurs du matériel de sensibilisation sur la planification de l'espace marin, en s'appuyant sur le document de synthèse UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/18 et ses principaux messages qui figurent dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/7, en vue de faciliter l'application des orientations concrètes et des trousseaux d'informations susmentionnées;

f) Organiser des ateliers de formation, dans la limite des ressources financières disponibles, en lien étroit avec les initiatives de renforcement des capacités actuellement menées pour les aires marines protégées¹⁴ et les AIEB¹⁵, et afin d'accroître les capacités des Parties, en particulier les pays en développement, en matière d'application des instruments de planification de l'espace marin, en tant qu'outil permettant de renforcer les initiatives en cours en matière de gestion intégrée des milieux marins et côtiers, d'identification des AIEB, et de conception et d'adoption de mesures de conservation et de gestion, y compris les aires marines protégées et d'autres initiatives de gestion par zone, et d'autres pratiques de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique marine.

B. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques *prie* le Secrétaire exécutif d'affiner les lignes directrices facultatives pour la prise en compte de la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques des zones marines et côtières à la lumière des points de vue communiqués par les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes avant le 30 juin 2012.

¹⁴ Voir par exemple le manuel de formation sur les aires marines protégées de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU.

¹⁵ Voir par exemple, les manuels et les modules de formation sur les aires marines d'importance écologique ou biologique élaborés par le Secrétaire exécutif.

XVI/7. Avis sur l'application des garanties REDD+¹⁶ pour la diversité biologique pertinentes et sur les indicateurs et les mécanismes possibles de surveillance et d'évaluation des répercussions des mesures REDD+ sur la biodiversité

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques *recommande* que la Conférence des Parties adopte une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties

1. *Prenant note* du potentiel de synergies qu'offrent les efforts déployés pour assurer la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement et le rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD+), et du Plan stratégique 2011–2020 pour la diversité biologique et ses objectifs d'Aichi, *exhorte* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à faire en sorte qu'ils soient mis en œuvre d'une manière cohérente et complémentaire;

2. *Notant* que la liste indicative des indicateurs pour évaluer les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique qui figure dans la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire pourrait être utile pour évaluer les contributions des activités REDD+ à la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique;

3. *Notant* que des orientations techniques pour la réalisation d'avantages pour la diversité biologique et les communautés autochtones et locales dans le contexte des activités REDD+ existent ou sont en cours d'élaboration aux niveaux national, régional et international;

4. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à poursuivre et à accroître leurs efforts afin de promouvoir la contribution des activités REDD+ à la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique et de fournir des avantages directs pour la diversité biologique et aux communautés autochtones et locales, en accordant une attention particulière à :

a) Créer des synergies entre les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et les stratégies et plans d'action nationaux REDD+, notamment en précisant la contribution possible des activités REDD+ à la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique;

b) Resserrer les processus actuels de transfert technologique et de renforcement des capacités afin d'intégrer les indicateurs pertinents aux systèmes nationaux de surveillance des forêts;

[c) La liste indicative des indicateurs jointe en annexe au document UNEP/CBD/SBSTTA/16/8, selon qu'il convient, afin de promouvoir les garanties pour la diversité biologique]

[5. *[Approuve] [Prend note] [Accueille avec satisfaction]* les avis sur les garanties REDD+ propres aux pays et pertinentes pour la diversité biologique qui figurent dans l'annexe I,^{**} en tant qu'orientations axées sur l'application à l'échelle nationale;]

6. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à tenir compte des informations contenues dans l'annexe I^{**} lors de la planification et de l'exécution des activités REDD+ et de la préparation des rapports nationaux et autres communications sur l'état d'avancement des

¹⁶ Dans les décisions et documents pertinents de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le terme REDD+ désigne “la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement”.

** L'Annexe I sera basée sur le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/8, révisé conformément à la demande adressée au Secrétaire exécutif dans la partie B de la présente recommandation.

objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique du Plan stratégique 2011–2020 pour la diversité biologique et, le cas échéant, d'autres communications pertinentes dans le cadre d'autres processus;

7. Prenant note de leur pertinence pour le traitement des garanties REDD+ et des multiples avantages, *réaffirme* ses orientations sur les approches fondées sur les écosystèmes en matière d'atténuation des changements climatiques et de réduction des effets des mesures d'atténuation sur la diversité biologique contenues aux paragraphes 8 m) à q), s), u), v), y) et z) de la décision X/33;

8. *Invite* les Parties et les autres gouvernements, en fonction des circonstances et des priorités nationales, ainsi que les organisations et processus concernés, à réduire les risques de déplacement du déboisement et de la dégradation des forêts vers des zones de plus faible valeur en carbone et/ou plus riches en diversité biologique, et autres risques pour la diversité biologique et les communautés autochtones et locales, en :

a) Entreprenant une planification exhaustive d'aménagement du territoire, en appliquant l'approche par écosystème et ses orientations opérationnelles, ainsi que des normes internationales pour repérer les régions d'importante diversité biologique et accorder la priorité à leur conservation lors de la planification et de l'exécution des activités REDD+ (décisions V/6 et VII/11);

b) Favorisant une vaste participation à toutes les phases de la REDD+ au niveau national et, selon qu'il convient, sous-national, y compris la participation pleine et effective des communautés autochtones et locales [et des autres parties prenantes concernées];

c) Assurant la surveillance des changements dans la diversité biologique dans tous les principaux écosystèmes terrestres, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011–2020 pour la diversité biologique et de ses objectifs d'Aichi, et en encourageant la collaboration régionale et infrarégionale à la surveillance et l'évaluation, tout en offrant un soutien technique et financier aux pays en développement.

9. En ce qui concerne les garanties adoptées au paragraphe 2 de l'appendice I de la décision 1/CP.16 de la CCNUCC, *encourage* les Parties qui planifient et exécutent des activités REDD+ à élaborer et appliquer des garanties REDD+ qui font en sorte que les avantages pour la diversité biologique et les communautés autochtones et locales sont réalisés et à communiquer les expériences et les enseignements tirés de la mise en œuvre nationale et infranationale, selon qu'il convient.

10. *Notant* qu'il existe des initiatives de garanties en cours relatives aux activités REDD+, *invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes qui participent à ces initiatives à communiquer leurs expériences et leurs enseignements tirés, en guise de contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre de cadres de garanties nationaux et, le cas échéant, sous-nationaux, en tenant compte des paragraphes 7 et 8 ci-dessus; et invite les organisations et les pays en mesure de le faire à offrir un appui supplémentaire aux pays en développement, afin qu'ils abordent les questions liées à la diversité biologique et réalisent les avantages multiples des activités REDD+ aux niveaux national et infranational, selon qu'il convient.

11. *Prie* le Secrétaire exécutif de rassembler des informations fournies par les Parties sur les expériences concernant la façon de traiter les répercussions possibles des activités REDD+ sur les modes de vie traditionnels et les connaissances et les pratiques coutumières associées des communautés autochtones et locales, et de communiquer ces informations au Groupe de travail sur l'article 8 j) et les dispositions connexes aux fins d'examen, et invite le Groupe de travail sur l'article 8 j) et les dispositions connexes à tenir compte de cette information lors qu'il entreprend de plus vastes travaux, selon qu'il convient.

12. *Prie* également le Secrétaire exécutif :

a) D'accroître la collaboration avec le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et d'autres membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (y compris son Groupe international d'experts sur les forêts sur la biodiversité, la gestion forestière

et REDD+) et le Partenariat REDD+ à l'appui des efforts déployés pour veiller à ce que la REDD+ contribue à l'application de la Convention et à ce que les activités pertinentes menées dans le cadre de la Convention contribuent à l'application de la REDD+, notamment en offrant des activités additionnelles de renforcement des capacités, sous réserve des fonds disponibles;

b) De compiler des informations sur l'application des garanties REDD+ pour la diversité biologique et de les mettre à disposition par le biais de la plateforme en ligne de la CCNUCC, du mécanisme du centre d'échange et des ateliers, avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

c) De collaborer avec les organisations participant à l'élaboration d'initiatives de garanties REDD+ afin d'intégrer davantage les éléments relatifs à la diversité biologique dans ces initiatives et de faciliter des activités de mise en œuvre et de renforcement des capacités pertinentes;

et de faire rapport à la Conférence des Parties sur les progrès réalisés à cet égard, à sa douzième réunion.

13. *Prie* Le Secrétaire exécutif de poursuivre l'élaboration d'avis sur les questions mentionnées au paragraphe 9 h) de la décision X/33, à partir de points de vue supplémentaires fournis par les Parties et en collaboration avec le Partenariat de collaboration sur les forêts, et de faire rapport à cet égard à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques avant la [douzième] [treizième] réunion de la Conférence des Parties.

B. L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques *invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à communiquer au Secrétaire exécutif leurs points de vue sur les avis sur les garanties REDD+ propres aux pays et appropriées pour la diversité biologique qui figurent dans la partie II du document UNEP/CBD/SBSTTA/16/8, et prie le Secrétaire exécutif de proposer une version révisée des avis à partir des points de vue reçus, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion.

XVI/8. *Propositions sur l'intégration des considérations relatives à la diversité biologique dans les activités liées aux changements climatiques, y compris les lacunes à combler dans les connaissances et les informations*

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. *Invite les Parties, les autres gouvernements, et les organisations compétentes, y compris les organisations nationales et internationales chargées de financer et de mener des activités de recherche, à fournir un appui financier et technique, à renforcer les capacités et à améliorer les connaissances et les informations sur les liens entre la diversité biologique et les changements climatiques, y compris les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles incarnant des modes de vie traditionnels, avec le consentement préalable donné en connaissance de cause ou l'approbation et la participation des détenteurs de ces connaissances :*

a) *en favorisant les travaux qui tiennent compte des résultats de plusieurs modèles individuels (combinaisons multi-modèles), accompagnés d'une vérification sur le terrain, y compris des observations et expériences faites sur le terrain, pour générer des projections à une échelle très fine concernant l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique, en particulier sur les écosystèmes et les espèces les plus vulnérables;*

b) *en améliorant les connaissances, avec des ensembles de données comparables, sur l'impact potentiel des changements climatiques et des activités liées aux changements climatiques sur la diversité biologique, qui intéressent les décideurs responsables de l'aménagement du territoire et de l'application de la Convention sur la diversité biologique, tout en gardant à l'esprit les besoins particuliers des communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes, allant de l'échelle locale à l'échelle régionale;*

c) *en respectant, préservant et maintenant – sous réserve des lois nationales – les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels relatives aux liens entre la biodiversité et les changements climatiques, avec le consentement préalable en connaissance de cause ou l'approbation et la participation des détenteurs de telles connaissances, et en encourageant le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques;*

d) *en mettant en place et en améliorant les programmes régionaux de modélisation bioclimatique et de surveillance de l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique;*

e) *en comblant les lacunes dans la modélisation relative à la diversité biologique, y compris les effets des espèces exotiques envahissantes et de la surexploitation dans les systèmes terrestres, côtiers et marins; la pollution et les espèces envahissantes dans les systèmes d'eau douce; la dégradation des terres et la pollution dans les systèmes côtiers et marins;*

f) *en encourageant la recherche pour mieux comprendre comment l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique peut porter atteinte à la fourniture des services écosystémiques;*

g) *en recensant les besoins de données et d'information, leur disponibilité et les lacunes qui subsistent, afin de déterminer comment développer ou améliorer la mesure dans laquelle les systèmes existants de collecte et de gestion de données appuient la prise de décisions, la gestion adaptative, la planification nationale et la communication des données sur l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique;*

h) *en assurant la liaison avec les organes de normalisation des données et les initiatives de partage de données existants, aux niveaux mondial, régional et national, afin de renforcer l'accès et améliorer l'interopérabilité des ensembles de données mondiaux pertinents, et en promouvant la mise en place ou l'amélioration des systèmes nationaux de collecte et de gestion des données;*

i) en investissant dans des programmes de formation et d'enseignement supérieur, y compris pour les chercheurs de différentes disciplines liées à la diversité biologique, en matière de surveillance, d'outils et de méthodes d'étude sur le terrain, et de modélisation bioclimatique;

j) en investissant dans la consolidation et le renforcement des capacités institutionnelles nationales de surveillance de l'impact des changements climatiques sur la biodiversité; et

k) en renforçant ou en mettant en place des programmes de surveillance à buts multiples concernant l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique, entre autres le Réseau d'Observation de la Biodiversité du Groupe sur l'Observation de la Terre, et en encourageant la publication en ligne des données émanant de ces programmes de surveillance, en vue d'optimiser l'utilisation des ressources limitées et de combler efficacement les lacunes subsistant dans les informations, à une échelle spatiale et temporelle.

2. *Recommande* que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision dans ce sens :

« *La Conférence des Parties,*

Rappelant en particulier la décision VIII/30, l'annexe II de la décision IX/16 et la décision X/33,

1. *Approuve* la recommandation de l'Organe subsidiaire (paragraphe 1 de la présente recommandation) concernant l'amélioration des connaissances et des informations sur les liens existant entre la diversité biologique et les changements climatiques;

2. *Réitère* l'importance que revêtent les activités visant à intégrer la diversité biologique dans les activités pertinentes liées aux changements climatiques et à assurer la cohérence dans l'application des dispositions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique au niveau national;

3. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les communautés autochtones et locales à prendre en considération, lorsqu'ils effectuent des travaux sur la diversité biologique et les changements climatiques, les propositions visant à surmonter les obstacles, qui figurent dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/9;

4. *Accueille favorablement* la collaboration entre les secrétariats des conventions de Rio, le Fonds pour l'environnement mondial et d'autres organisations, dans le cadre de l'organisation du Pavillon des conventions de Rio aux réunions des conférences des parties à ces conventions et en tant qu'événement organisé au cours de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20);

[5. *Encourage* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à [étudier les possibilités de financement supplémentaire] [mobiliser des ressources financières additionnelles], conformément à l'article 20 de la Convention et à l'objectif 20 du Plan stratégique [et aux principes de Rio, notamment au principe 7], afin de combler les lacunes qui subsistent dans les données sur la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes dans le contexte des changements climatiques, et pour effectuer des recherches à des échelles spatiales plus importantes;]

6. *Encourage* les Parties et les autres gouvernements :

a) à tenir compte de l'importance que revêtent les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles liées à la diversité biologique dans la gestion des incidences des changements climatiques dans le cadre de stratégies et de plans sectoriels, en particulier lorsqu'il s'agit de communautés vulnérables;

- b) à améliorer les connaissances et les informations disponibles sur les liens entre la diversité biologique, les changements climatiques et le bien-être humain dans leurs programmes d'éducation à tous les niveaux;
- c) à intégrer les politiques et les mesures relatives à la biodiversité et aux changements climatiques ; et
- d) à reconnaître le rôle que les aires protégées et d'autres mesures de conservation peuvent jouer dans les activités portant sur les changements climatiques.

7. *Prie le Secrétaire exécutif, y compris par l'intermédiaire du Groupe de liaison mixte, et conformément à la décision X/33 :*

a) de recenser les ateliers et les activités pertinents qui relèvent du programme de travail de Nairobi sur l'impact des changements climatiques, la vulnérabilité et l'adaptation à ceux-ci et des plans d'adaptation nationaux (PAN), et de diffuser ces informations par le biais du Centre d'échange de la Convention et par d'autres moyens, afin d'améliorer le partage des connaissances sur les approches fondées sur les écosystèmes; et

b) de poursuivre les débats menés sur les activités pertinentes présentées dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/9, aux fins d'examen plus approfondi et de leur mise en œuvre, selon qu'il convient et moyennant leur faisabilité financière, et d'étudier les possibilités d'améliorer l'interopérabilité des bases de données gérées par les deux secrétariats, afin de renforcer la coopération sur les approches fondées sur les écosystèmes, en particulier dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques.

8. *Prie également le Secrétaire exécutif de promouvoir des activités éducatives sur les synergies existant entre les changements climatiques, la diversité biologique et la désertification, et sur leurs liens avec les moyens de subsistance et le développement, dans le cadre du programme de travail sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public;*

9. *Prie en outre le Secrétaire exécutif, par le biais du Centre d'échange et en collaboration avec les organisations compétentes, de sensibiliser davantage et de renforcer les capacités des organisations et des programmes qui contribuent à la modélisation des changements climatiques, et aux études de modèles, scénarios et initiatives de gestion des données relatifs à la biodiversité, notamment DIVERSITAS, le Réseau d'Observation de la Biodiversité du Groupe sur l'Observation de la Terre et le Global Biodiversity Information Facility.*

XVI/9. Questions techniques et réglementaires relatives à la géo-ingénierie présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques recommande que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties

1. *Prend note* du rapport sur les répercussions sur la diversité biologique des techniques de géo-ingénierie relatives au climat (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/28), de l'étude sur le cadre réglementaire régissant la géo-ingénierie climatique présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/29) et de l'aperçu des points de vue et des expériences des communautés et parties prenantes autochtones et locales (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/30);

2. *Prend note également* des principaux messages présentés dans la note du Secrétaire exécutif sur les questions techniques et réglementaires relatives à la géo-ingénierie présentant un intérêt pour la Convention sur la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/10);

Version 1

[3. *Souligne* que [les changements climatiques d'origine anthropique devraient être essentiellement combattus] [la priorité est de combattre les changements climatiques d'origine anthropique] au moyen de réductions rapides et importantes des émissions de gaz à effet de serre résultant d'activités humaines et de l'adaptation aux impacts des changements climatiques qui sont inévitables, notamment en recourant à des approches fondées sur les écosystèmes en matière d'atténuation et d'adaptation;]

Version 2

[3. *Souligne* que la priorité est de combattre les changements climatiques d'origine anthropique au moyen de réductions des émissions de gaz à effet de serre résultant d'activités humaines et de l'adaptation aux impacts des changements climatiques qui sont inévitables;]

4. *Note* que la géo-ingénierie liée au climat peut être définie comme suit :

a) Toute technologie qui réduit délibérément l'insolation solaire ou augmente la séquestration de carbone de l'atmosphère à grande échelle, qui peut porter atteinte à la diversité biologique (à l'exclusion de la capture et du stockage de carbone de combustibles fossiles lorsqu'il capture du dioxyde de carbone avant d'être libéré dans l'atmosphère) (décision X/33 de la Conférence des Parties);

b) Une intervention intentionnelle dans l'environnement planétaire, dont la nature et l'échelle visent à contrecarrer les changements climatiques d'origine anthropique et/ou leurs incidences (UNEP/CBD/SBSTTA/16/10);

c) Une manipulation délibérée à grande échelle de l'environnement planétaire (32^{ème} session du GIEC);

d) Les efforts technologiques déployés pour stabiliser le système climatique au moyen d'une intervention directe dans l'équilibre énergétique de la Terre en vue de réduire le réchauffement de la planète (quatrième rapport d'évaluation du GIEC¹⁷).

5. *Note* les conclusions qui figurent dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/28, à savoir qu'il n'y a aucune méthode de géo-ingénierie qui répond actuellement aux critères de base en matière d'efficacité, de sécurité et de coûts, et qu'il peut s'avérer difficile de déployer ou de gérer les méthodes;

6. *Note en outre* qu'il subsiste des lacunes importantes dans les connaissances sur l'impact de la géo-ingénierie climatique sur la diversité biologique, notamment :

¹⁷ A noter que cette définition comprend la gestion des rayons solaires mais n'englobe pas d'autres techniques de géo-ingénierie.

a) la façon dont la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes sont susceptibles d'être touchés par les activités de géo-ingénierie et dont ils réagiront à différentes échelles géographiques;

b) les effets voulus et non voulus de différentes techniques possibles de géo-ingénierie sur la diversité biologique;

c) les questions socioéconomiques, culturelles et éthiques associées aux techniques possibles de géo-ingénierie, y compris la répartition temporelle et spatiale inégale des impacts;

7. *Reconnait* que le GIEC, organe dont la mission est de faire des évaluations approfondies des preuves scientifiques et techniques de questions ayant trait aux changements climatiques et à leurs conséquences, examinera, dans son cinquième rapport d'évaluation, différentes options de géo-ingénierie, leurs bases scientifiques et incertitudes connexes, les répercussions potentielles sur les systèmes humains et naturels, les risques, les lacunes en matière de recherche et le caractère adéquat des mécanismes de gouvernance existants et prie l'Organe subsidiaire d'étudier le rapport de synthèse lorsqu'il devient disponible en septembre 2014 et de faire rapport à la Conférence des Parties sur ses incidences pour la Convention sur la diversité biologique;

8. *Réaffirme* le paragraphe 8 w) de la décision X/33 et invite les Parties à faire rapport sur les mesures prises conformément audit paragraphe;

9. *Réaffirmant* le paragraphe 8 x) de la décision X/33, *prend note* de la résolution LC-LP.2 (2010) de la Convention de Londres de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets et autres matières et de son Protocole de 1996 adoptant le "cadre d'évaluation de la recherche scientifique faisant intervenir la fertilisation des océans";

[10. *Note* que le droit international coutumier, y compris l'obligation de ne pas causer de dommage transfrontières significatif et l'obligation d'effectuer des études d'impact sur l'environnement lorsqu'il y a un risque de tel dommage ainsi que l'application de l'approche de précaution peut s'appliquer aux activités de géo-ingénierie mais constituerait néanmoins une base insuffisante pour une réglementation internationale en la matière;]

11. *Note en outre* l'utilité potentielle des travaux effectués sous les auspices de traités en vigueur et d'organisations qui peuvent assurer la gestion des activités éventuelles liées à la géo-ingénierie, tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention de Londres et son Protocole, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto, la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et son Protocole de Montréal, les conventions régionales, ainsi que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation météorologique mondiale;

Version 1

[12. *Note en outre* que la nécessité de pouvoir compter sur un mécanisme efficace, transparent, global et fondé sur la science pour la géo-ingénierie liée au climat peut être ce qu'il y a de plus approprié pour les concepts de géo-ingénierie qui sont susceptibles d'avoir des effets néfastes transfrontières importants et les techniques déployées dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale et dans l'atmosphère;]

Version 2

[12. *Note* l'absence d'un cadre scientifique exhaustif, global, transparent et efficace pour la géo-ingénierie liée au climat et reconnaît qu'un tel cadre est le plus nécessaire pour les concepts de géo-ingénierie qui sont susceptibles d'avoir des effets néfastes transfrontières importants et les techniques déployées dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale et dans l'atmosphère;]

13. *Prie* le Secrétaire exécutif de transmettre les rapports mentionnés dans le paragraphe 1 ci-dessus aux secrétariats des traités et conventions mentionnés dans le paragraphe 11 ci-dessus ainsi que de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (Convention Enmod), de la Convention sur la pollution

atmosphérique transfrontière à longue distance, du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, du Système du Traité sur l'Antarctique, du Conseil des Nations Unies sur les droits de l'homme, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour information;

14. *Prie également* le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les organisations concernées :

a) de compiler les informations communiquées par les Parties visées au paragraphe 8 ci-dessus et de les rendre disponibles par le biais du mécanisme du Centre d'échange;

b) d'inviter le GIEC à inclure un examen approfondi de la diversité biologique lorsqu'il traite de la géo-ingénierie dans son cinquième rapport d'évaluation;

15. *Prie en outre* le Secrétaire exécutif d'élaborer, de fournir pour leur examen par les pairs et de présenter à une future réunion de l'Organe subsidiaire pour son examen :

a) une actualisation des incidences potentielles des techniques de géo-ingénierie sur la diversité biologique et du cadre réglementaire de la géo-ingénierie liée au climat qui s'applique à la Convention sur la diversité biologique, s'inspirant de tous les rapports pertinents comme le cinquième rapport d'évaluation du GIEC;

b) un aperçu des opinions additionnelles des communautés autochtones et locales [et des autres parties prenantes] sur les incidences potentielles de la géo-ingénierie sur la diversité biologique, et les effets sociaux, économiques et culturels associés, en tenant compte des questions de parité des sexes et en s'inspirant de l'aperçu des opinions et expériences de ces communautés (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/30).

XVI/10. Stratégie mondiale pour la conservation des plantes

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,

Ayant examiné les justifications techniques et les indicateurs proposés, et reconnaissant leur caractère provisoire,

Ayant également examiné la boîte à outils en ligne de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (UNEP/CBD/SBSTTA/16/11, annexes I et II),

Reconnaissant les progrès accomplis par les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les parties prenantes dans l'application de la Stratégie mondiale actualisée 2011-2020 pour la conservation des plantes,

1. *Rappelant* le paragraphe 10 b) de la décision X/17, dans lequel la Conférence des Parties prie le Secrétaire exécutif d'élaborer, d'ici à 2012, une version en ligne de la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans toutes les langues officielles des Nations Unies, *prie* le Secrétaire exécutif, en collaboration avec Botanic Gardens Conservation International et le Partenariat mondial pour la conservation des plantes, de procéder, en toute urgence, à la traduction de la boîte à outils dans les langues officielles des Nations Unies;

2. *Recommande* que la Conférence des Partie, à sa onzième réunion, adopte une décision dans ce sens :

« La Conférence des Parties

1. *Approuve* la contribution financière de la Finlande, du Japon, de l'Espagne, du Royaume-Uni et de la Fondation Rufford, ainsi que la contribution des autres partenaires, dont les membres du Partenariat mondial pour la conservation des plantes, en appui à l'application de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes;

2. *Rappelant* la décision X/17, *exhorte* les Parties et invite les autres gouvernements, le mécanisme financier et les organisations de financement à fournir un soutien adéquat, opportun et durable à l'application de la Stratégie, surtout aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition et les pays qui sont des centres de diversité génétique;

3. *Exprime sa reconnaissance* au Missouri Botanical Garden pour avoir organisé la Conférence internationale : Un partenariat mondial pour la conservation des plantes, en appui à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes à l'échelle mondiale, et pour avoir accueilli la quatrième réunion du Groupe de liaison sur la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes;

4. *Prenant note* des liens entre les objectifs de la Stratégie mondiale actualisée 2011-2020 pour la conservation des plantes et les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, présentés dans le rapport de la quatrième réunion du Groupe de liaison sur la Stratégie mondiale (document UNEP/CBD/LG-GSPC/4/2, annexe IV), et de la liste indicative d'indicateurs qui figure dans l'annexe de la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire, *réitère* la demande faite aux Parties et aux autres gouvernements dans la décision X/17 d'élaborer ou de mettre à jour des objectifs nationaux et régionaux, selon qu'il convient et, s'il y a lieu, de les incorporer aux plans, programmes et initiatives pertinents, dont les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, et d'harmoniser les travaux futurs de mise en œuvre de la Stratégie avec les efforts nationaux et/ou régionaux pour mettre en œuvre le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique;

5. *Prend note* des justifications techniques qui figurent à l'annexe I de la note du Secrétaire exécutif sur les progrès réalisés dans l'application de la décision X/17 élaborée pour la

seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (UNEP/CBD/SBSTTA/16/11), et encourage les Parties et invite les autres gouvernements et les organisations compétentes à :

a) Appliquer les justifications techniques, selon qu'il convient et comme éléments d'un cadre de travail souple fourni par la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, par exemple en les adaptant afin de les utiliser comme guides de la formulation, de la mise à jour et de la promotion de stratégies nationales pour la conservation des plantes et leur intégration aux stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, aux stratégies sectorielles, aux plans d'aménagement du territoire et aux plans de développement, compte tenu des circonstances nationales particulières;

b) Mettre à disposition des exemples d'utilisation et d'application des justifications techniques à l'échelle nationale aux fins d'intégration possible dans la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes;

6. *Reconnait* que le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, y compris l'utilisation des indicateurs, devrait être interprété dans le contexte plus ample de la surveillance, de l'examen et de l'évaluation du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et y être lié, et prend note, dans ce contexte :

a) De la pertinence du cadre des indicateurs du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et des objectifs d'Aichi,¹⁸

b) De l'analyse qui figure à l'annexe II de la note du Secrétaire exécutif sur les progrès réalisés dans l'application de la décision X/17 élaborée pour la seizième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (UNEP/CBD/SBSTTA/16/11), sur la pertinence des indicateurs tirés de la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, pour la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes;

7. *Soulignant* que la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes doit être appliquée conformément à la Convention, y compris son article 15 et, s'il y a lieu, au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique¹⁹, *prie* le Secrétaire exécutif de faire état de cette exigence, notamment dans la boîte à outils, selon qu'il convient;

8. *Prie* le Secrétaire exécutif de séparer l'information sur la conservation des plantes, si possible et en collaboration avec le Partenariat relatif aux indicateurs de diversité biologique et autres organisations compétentes, lors de la préparation de l'information fondée sur les indicateurs pour la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique;

9. *Encourage* les Parties et les autres gouvernements à fournir volontairement des informations sur les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, afin de compléter leur cinquième rapport national et, dans ce contexte, à envisager d'appliquer avec souplesse la liste indicative des indicateurs pour le Plan stratégique 2011-2020 pour la biodiversité (annexe de la recommandation XV/1)²⁰ à la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes qui figure à l'annexe II de document UNEP/CBD/SBSTTA/16/11;

¹⁸ L'Organe subsidiaire est convenu du cadre de travail de l'indicateur du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et des Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique dans la recommandation XV/1.

¹⁹ Décision X/1, annexe I.

²⁰ Le renvoi à la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire pourrait être révisé à l'issue de l'examen de cette recommandation à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

10. *Rappelant* le paragraphe 10 b) de la décision X/17 dans laquelle la Conférence des Parties prie le Secrétaire exécutif de développer, d'ici à 2012, une version en ligne de la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, dans toutes les langues officielles des Nations Unies :

a) *Accueille avec satisfaction* l'élaboration de la version anglaise de la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes et exprime sa reconnaissance à Botanic Gardens Conservation International pour avoir coordonné le développement de la boîte à outils en appliquant le mécanisme de coordination souple de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes;

b) *Prie* le Secrétaire exécutif de procéder à la traduction de la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes dans les langues officielles des Nations Unies, en collaboration avec Botanic Gardens Conservation International et le Partenariat mondial pour la conservation des plantes;

c) *Décide* que la boîte à outils de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes doit être maintenue et développée de manière plus poussée en tant que ressource pouvant être augmentée de matériel pertinent à mesure que celui-ci devient disponible, et exhorte les Parties et invite les autres gouvernements et les organisations compétentes à l'utiliser et à y contribuer;

d) *Prie* le Secrétaire exécutif d'inclure dans la boîte à outils en ligne, en collaboration avec le Partenariat mondial pour la conservation des plantes, des orientations sur les mesures à prendre pour gérer et conserver les espèces végétales touchées par les changements climatiques;

11. *Réitère* la demande faite aux Parties et aux autres gouvernements dans les décisions X/17 et VII/10 de désigner des correspondants nationaux pour la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, si ce n'est pas déjà fait;

12. *Prend note* de l'initiative du Secrétaire exécutif d'élaborer des orientations, notamment pour les correspondants nationaux, en collaboration avec le mécanisme de coordination souple de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes, afin de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie, et prie le Secrétaire exécutif de mettre ces orientations à disposition dans la boîte à outils;

13. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à accroître leur collaboration avec des organisations partenaires, y compris les membres du Partenariat mondial pour la conservation des plantes et du Consortium de partenaires scientifiques sur la biodiversité pour le développement et la mise en œuvre de stratégies et objectifs nationaux et infranationaux;

14. *Invite* les institutions botaniques et autres institutions de conservation de la diversité biologique, les membres du Partenariat mondial pour la conservation des plantes et les membres du Consortium de partenaires scientifiques sur la diversité biologique à intégrer les aspects pertinents de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes à leurs activités de renforcement des capacités et leur matériel de formation, leurs programmes de rayonnement et leurs activités de sensibilisation, afin d'offrir aux Parties l'appui dont elles ont besoin pour améliorer l'application de la Stratégie à l'échelle nationale;

15. *Prie* le Secrétaire exécutif d'aider les Parties à créer des liens entre la surveillance de l'application de la Stratégie pour la conservation des plantes à l'échelle nationale et l'examen et la révision des stratégies et plans d'action nationaux actualisés pour la diversité biologique, notamment en invitant des experts compétents aux ateliers régionaux et infrarégionaux de renforcement des capacités sur les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, dans la mesure du possible;

16. *Accueille favorablement* la résolution sur la coopération entre la CITES et la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes de la Convention sur la diversité biologique (paragraphe 7 du document PC20 Doc.13) proposée par le comité pour les plantes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et présentée aux fins d'examen à la seizième réunion de la Conférence des Parties à la CITES.

17. *Accueille avec satisfaction* l'initiative du Missouri Botanical Garden, du New York Botanical Garden, du Royal Botanical Garden d'Edinbourg, et du Royal Botanical Garden de Kew, et de leurs organisations partenaires et tenants à l'échelle mondiale de diriger le développement d'une Flore mondiale en ligne d'ici à 2020 afin de faciliter la réalisation de l'objectif 1 de la Stratégie mondiale.

XVI/11. Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale

Ayant examiné le projet révisé de stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale (UNEP/CBD/SBSTTA/12), l'Organe subsidiaire décide que la stratégie révisée à nouveau jointe en annexe aux présentes, sera annexée à sa recommandation XV/3 pour examen par la Conférence des Parties à sa onzième réunion.

Annexe

STRATÉGIE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'INITIATIVE TAXONOMIQUE MONDIALE

1. L'Initiative taxonomique mondiale est une initiative intersectorielle, et sa mise en œuvre efficace contribuera à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et à la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Le but de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale est de développer les ressources humaines et l'infrastructure nécessaires pour générer, diffuser et utiliser les connaissances et informations taxonomiques, afin d'aider les Parties, les autres gouvernements, les organisations et les parties prenantes à appliquer efficacement la Convention et, s'il y a lieu, son Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et la législation nationale, ainsi que le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et à réaliser les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Ceci sera accompli par le biais d'activités menées par des institutions, initiatives et projets taxonomiques et en collaboration avec ceux-ci. Une liste des principaux partenaires est disponible sur le site Internet de la CDB, à l'adresse : <http://www.cbd.int/gti/partner.shtml>.

2. La Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale vise aussi à stimuler des mesures au niveau national, afin de mieux intégrer les informations et les besoins taxonomiques dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique. La stratégie se compose d'une vision, d'une mission et de mesures qui traduisent les priorités identifiées aux niveaux régional et mondial.

3. La Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale est un cadre souple, destiné à renforcer les capacités taxonomiques et à générer des connaissances taxonomiques aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national.

A. Vision

4. D'ici à 2020, les obstacles taxonomiques à une disponibilité universelle des connaissances, données et informations scientifiques sur la diversité biologique ont été éliminés, permettant ainsi leur utilisation à tous les niveaux de la société pour appuyer le processus décisionnel en vue d'atteindre les trois objectifs de la Convention.

B. Mission

5. D'ici à 2020, les Parties, les autres gouvernements, les organisations et les réseaux compétents coopèrent pour appliquer les mesures prévues au titre de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, afin de disposer des ressources taxonomiques et humaines requises, y compris des experts en taxonomie, des technologies et infrastructures, des informations taxonomiques, des bases de données et des systèmes de données, pour appuyer la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, et pour contribuer à la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique.

C. Buts

But 1 : Les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et toutes les autres parties prenantes dans le domaine de la diversité biologique *sont conscientes* de la valeur des informations

taxonomiques couvrant tous les organismes vivants, pour réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique, intégrer la diversité biologique et améliorer les services fournis par les écosystèmes pour le bien-être humain.

But 2 : Les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes *recensent* les lacunes et *établissent des priorités* pour les besoins de renforcement des capacités.

But 3 : Les organisations compétentes, les partenaires et les institutions locales, y compris les citoyens scientifiques, *génèrent* et *maintiennent* des informations taxonomiques pour répondre aux besoins taxonomiques recensés.

But 4 : Les organisations compétentes, les partenaires et les réseaux *partagent* les informations taxonomiques afin de permettre aux Parties, aux autres gouvernements et autres parties prenantes de prendre des décisions relatives à la diversité biologique en connaissance de cause, aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial.

But 5 : Les Parties à la Convention, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les parties prenantes du processus de la Convention utilisent les informations taxonomiques pour mettre en œuvre, en temps opportun, le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les programmes de travail de la Convention.

D. Mesures stratégiques à prendre pendant la période 2011-2020

6. Les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes et les parties prenantes envisageront de prendre les mesures suivantes :

Mesure 1 : D'ici à la fin de 2013 au plus tard, examiner les besoins et les capacités taxonomiques aux niveaux national et régional, et établir des priorités pour appliquer la Convention et mettre en œuvre le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

Justification : Les stratégies et plans d'action nationaux actualisés pour la diversité biologique seront examinés par la Conférence des Parties à sa douzième réunion, en 2014. Les domaines prioritaires de renforcement des capacités en matière de taxonomie devraient être clairement indiqués dans les stratégies et plans d'action nationaux actualisés pour la diversité biologique, en tenant compte des besoins des utilisateurs à tous les niveaux de la société selon qu'il convient, avant la douzième réunion de la Conférence des Parties. Ceci permettra de définir les besoins de renforcement des capacités en matière de taxonomie des utilisateurs, qui seront couverts par d'autres mesures, notamment les mesures 3, 4 et 9. La mesure 1 couvre expressément l'objectif d'Aichi pour la biodiversité n° 17. Les questionnaires d'évaluation des besoins et des capacités taxonomiques qui doivent être utilisés dans ce but sont disponibles à l'adresse : <http://www.cbd.int/gti/needs.shtml>. Un document d'information comprenant un modèle type d'évaluation des besoins et des capacités taxonomiques à utiliser par les Parties (UNEP/CBD/SBSTTA/15/INF/4) et d'autres informations utiles pour effectuer les évaluations sont disponibles également. L'évaluation contribuera notamment à la réalisation du but 2 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *recenser* les lacunes et *établir des priorités* pour les besoins de renforcement des capacités.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Activité programmée 1 : Évaluation des besoins taxonomiques et recensement des priorités dans chaque pays.

Produits livrables axés sur les résultats indiqués dans la décision IX/22 : produits 1.1.1 et 1.1.2.

Résultat de la mesure : Intégration de l'Initiative taxonomique mondiale dans les stratégies et plans d'action régionaux, sous-régionaux et nationaux révisés pour la diversité biologique.

Mesure 2 : D'ici à la fin de 2013, organiser des ateliers régionaux et sous-régionaux destinés à sensibiliser les Parties et les correspondants nationaux de la CDB et de l'Initiative taxonomique mondiale, ainsi que les représentants ministériels dans le domaine de la science, de l'éducation et de la conservation, et d'autres secteurs gouvernementaux concernés, à l'importance que revêt la taxonomie et à la nécessité de la coopération dans ce domaine pour appliquer la Convention et mettre en œuvre le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

Justification : Cette mesure encourage une participation des ministères et des institutions concernés pour mettre en place des mesures supplémentaires au niveau national, entre 2015 et 2020. Elle permet de partager des données d'expérience sur les liens qui existent entre l'Initiative taxonomique mondiale et les stratégies, plans et programmes pertinents. Il est espéré que ces ateliers faciliteront une intégration effective de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale dans les stratégies et plans d'action nationaux révisés pour la diversité biologique, en collaboration avec les secteurs gouvernementaux concernés, entre autres, les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de la science et de l'éducation. D'autre part, les secteurs socioéconomiques, de la gestion des paysages et du développement pourront être invités à participer à ce processus, en fonction des besoins recensés dans le cadre de la mesure 1, selon qu'il convient. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 1, 17 et 19. Les ateliers contribueront à la réalisation des buts 1 et 2 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *prendre conscience* de la valeur des informations taxonomiques, et *recenser les lacunes et établir des priorités* pour les besoins de renforcement des capacités.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Toutes les activités programmées dans le cadre des cinq objectifs opérationnels.

Résultat de la mesure : Les secteurs gouvernementaux concernés et le milieu universitaire sont encouragés à mettre en œuvre la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale.

Mesure 3 : D'ici à 2014, organiser des ateliers techniques et une formation universitaire supplémentaires pour améliorer les compétences taxonomiques et la qualité des connaissances et informations taxonomiques, et pour renforcer la contribution de la taxonomie à l'application de la Convention.

Justification : La Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale a besoin de professionnels qui ont reçu une solide formation dans le domaine de la taxonomie. Il est important que les taxonomistes professionnels, en plus de diffuser les connaissances taxonomiques afin de les vulgariser, préconisent la taxonomie et les sciences relatives à la diversité biologique dans le contexte de l'application de la Convention sur la diversité biologique et du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Cette mesure facilite le partage d'informations sur les meilleures pratiques et sur l'expérience acquise, entre les taxonomistes professionnels et les parties prenantes qui contribuent à l'application de la Convention. Elle facilite également l'élaboration du contenu recommandé pour les programmes d'études, afin d'accroître la sensibilisation du public aux informations nécessaires pour appliquer la Convention, tout en renforçant l'attrait que représente la taxonomie pour les étudiants, le personnel chargé de la collecte de spécimens et les para-taxonomistes, entre autres. Les besoins taxonomiques des pays en développement pour aborder les questions de sécurité alimentaire et d'autres questions émergentes au titre de la Convention doivent être mis en avant lors de ces ateliers. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 1 et 19. Les ateliers et la formation contribueront à la réalisation des buts 3, 4 et 5 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *générer, maintenir, partager et utiliser* les informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Toutes les activités programmées dans le cadre des cinq objectifs opérationnels.

Résultat de la mesure : Les taxonomistes contribuent à l'application de la Convention, grâce à une formation et à des perspectives d'emplois pour les taxonomistes professionnels, afin d'accroître le renforcement des capacités en matière de taxonomie et de faciliter la contribution des taxonomistes aux activités de communication, d'éducation et de sensibilisation du public, de manière compatible avec l'application de la Convention et la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Les taxonomistes et parties prenantes intéressées sont sensibilisés aux besoins et exigences liés à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Mesure 4 : D'ici à 2015, produire et continuer de partager des outils taxonomiques (tels que des guides de terrain, des outils en ligne comme les herbiers virtuels, des outils d'identification basés sur les séquences d'ADN comme les codes à barres, etc.) et des outils d'analyse des risques dans le contexte des espèces exotiques envahissantes et de la prévention des risques biotechnologiques, en tenant compte des besoins des utilisateurs recensés, et faciliter l'utilisation de ces outils, afin de pouvoir recenser et analyser : i) les espèces menacées; ii) les espèces exotiques envahissantes; iii) les espèces et les caractéristiques utiles pour l'agriculture et l'aquaculture; iv) les espèces qui font l'objet d'un trafic illicite; v) les espèces importantes sur le plan socioéconomique, y compris la diversité microbienne.

Justification : Les outils d'identification existants et nouveaux aideront les Parties à faire un inventaire de la diversité biologique, à détecter rapidement les espèces exotiques envahissantes et à mettre en œuvre d'autres programmes de la Convention qui nécessitent un recensement taxonomique. Il convient d'élaborer, selon que de besoin, des normes et des protocoles techniques internationaux permettant de caractériser, d'inventorier et de surveiller la diversité biologique, pour les ressources génétiques domestiques et les milieux de production. Cette mesure est particulièrement importante au niveau infra-spécifique des taxons de certains organismes, pour lesquels il existe différents sous-espèces, variétés, souches et biotypes qui peuvent, par exemple, avoir différentes capacités d'envahissement et différentes incidences sur différents écosystèmes, ou différentes réponses ou réactions aux agents de lutte biologique. Les outils taxonomiques devraient être accessibles librement, de préférence, conformément aux normes internationales et aux accords de licence en vigueur pour les technologies concernées. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 1, 2, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 16. Elle contribue à la réalisation des buts 3 et 4 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *générer, maintenir et partager* des informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Les activités programmées 10 à 16 qui couvrent tous les programmes thématiques, l'accès et le partage des avantages, l'article 8 j), les espèces exotiques envahissantes et les aires protégées, tel qu'indiqué dans la décision VIII/3.

Résultat de la mesure : Création de capacités d'identification des espèces nécessaires pour appuyer la réalisation des programmes de travail de la Convention, y compris : i) l'établissement de priorités et la gestion des aires protégées; ii) l'agriculture et l'aquaculture pertinentes pour la sécurité alimentaire; iii) la lutte contre les espèces exotiques envahissantes et leur gestion; iv) l'inventaire et la surveillance des espèces.

Mesure 5 : D'ici à 2015, examiner et améliorer les capacités humaines et l'infrastructure nécessaires pour pouvoir recenser et aider à surveiller la diversité biologique, en particulier les espèces exotiques envahissantes, les taxons peu étudiés, les espèces menacées et les espèces importantes sur le plan socioéconomique, entre autres espèces. Cet examen pourrait être effectué en collaboration avec les réseaux régionaux et en coordination avec des activités nationales et internationales.

Justification : En 2015, la Conférence des Parties effectuera un examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique. Ceci devrait comprendre un examen des capacités de recensement et de surveillance de la diversité biologique, qui pourrait être effectué au niveau national et/ou en collaboration avec des réseaux régionaux. Cet examen pourrait inclure une

compilation des listes de spécialistes, d'institutions et de sources de financement, et la promotion d'incitations pour assurer une formation des jeunes taxonomistes, afin de maintenir avec succès les connaissances, les compétences et les collections taxonomiques. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 17, 19 et 20 du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Elle contribue à la réalisation des buts 3 et 4 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale - *générer, maintenir et partager* des informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale :

Activité programmée 5 : Renforcement des capacités aux niveaux régional et mondial, pour faciliter l'accès aux informations taxonomiques et la génération de ces informations; renforcement des réseaux de coopération régionale existants en matière de taxonomie.

Activité programmée 15 : Espèces exotiques envahissantes.

Résultat de la mesure : Des informations sont fournies à la Conférence des Parties, comme contribution à l'examen à mi-parcours du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Amélioration des capacités humaines de recensement des espèces.

Mesure 6 : Dans la mesure du possible, appuyer les efforts prodigués pour renforcer les capacités des centres d'information nationaux et thématiques sur la diversité biologique, créer et maintenir les systèmes et les infrastructures d'information nécessaires pour rassembler, organiser et faire le suivi de l'utilisation des spécimens biologiques, en particulier des spécimens types, et fournir un accès libre aux informations relatives à la biodiversité pertinentes pour le public, d'ici à 2016.

Justification : Pour assurer un suivi des besoins de capacités et d'infrastructure examinés dans le cadre de la mesure 5 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale, les Parties, les autres gouvernements et le secteur financier, y compris les organismes donateurs, doivent améliorer l'infrastructure liée au renforcement des capacités taxonomiques, y compris en élaborant des mécanismes qui permettent de numériser les références existantes et d'autres collections et informations. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 1, 17, 19 et 20. Cette mesure contribue également à la réalisation des buts 3 et 4 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale - *générer, maintenir et partager* des informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Activité programmée 7 : Élaborer un système mondial coordonné d'informations taxonomiques, conformément aux normes internationales et aux accords de licence en vigueur pour les technologies concernées.

Résultat de la mesure : Une infrastructure d'information est mise en place pour répondre aux besoins en matière de taxonomie.

Mesure 7 : D'ici à 2017, disposer de ressources humaines et d'infrastructures suffisantes pour assurer le maintien des collections existantes et développer de nouvelles collections de spécimens biologiques et de ressources génétiques vivantes. Cette mesure peut renforcer et favoriser : i) la conservation ex situ de microorganismes, ii) l'engagement des universitaires, iii) l'organisation de stages, d'échanges et de coopération d'experts ; iv) les perspectives d'emploi pour la spécialisation et la profession de taxonomiste; v) l'allocation de fonds publics pour la création et l'entretien de l'infrastructure des collections; vi) l'argument commercial en faveur de l'investissement dans les ressources humaines et les infrastructures; vii) l'accès à l'information, et viii) des systèmes mondiaux coordonnés de collections biologiques.

Justification : Afin de pouvoir recenser et surveiller la diversité biologique et pour assurer une application effective de la Convention, il est indispensable de tenir à jour les collections de référence, les outils de référence et les spécimens justificatifs. Cette mesure vise à s'assurer que les

institutions disposant de collections de spécimens biologique et de ressources génétiques vivantes peuvent : i) offrir des services d'identification; ii) effectuer une formation; iii) contribuer à une coopération internationale dans la recherche taxonomique. Cette mesure traite les obstacles taxonomiques énoncés dans la Déclaration de Darwin²¹ et couvre les objectifs 17, 19 et 20 du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Cette mesure contribue également à la réalisation des buts 3 et 4 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale - *générer, maintenir et partager* des informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Activité programmée 7 : Élaborer un système mondial coordonné d'informations taxonomiques, conformément aux normes internationales et aux accords de licence en vigueur pour les technologies concernées.

Résultat de la mesure : Amélioration des ressources humaines, de l'infrastructure institutionnelle et des collections biologiques, y compris les installations de préservation microbienne ex situ qui servent d'outils de recherche.

Mesure 8 : D'ici à 2019, améliorer la qualité et augmenter la quantité des données sur la diversité biologique dans les collections historiques, actuelles et futures, et mettre ces données à disposition au moyen de bases de données taxonomiques et génétiques, afin d'améliorer la résolution et d'accroître l'indice de confiance des modèles de prévision concernant la diversité biologique dans le cadre de différents scénarios.

Justification : En 2020, la Conférence des Parties examinera la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et évaluera les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, en s'appuyant, entre autres, sur les sixièmes rapports nationaux (décision X/9). L'un des principaux objectifs de l'utilisation des informations taxonomiques est d'améliorer la résolution et d'accroître l'indice de confiance des modèles concernant l'état de la diversité biologique, dans le cadre de différents scénarios de pressions exercées sur l'environnement, telles que les changements climatiques ou les facteurs sous-jacents de changements environnementaux. Pour parvenir à cet objectif, il est important que l'utilisation des informations taxonomiques et des informations connexes sur les écosystèmes soit reflétée dans les sixièmes rapports nationaux. Cette mesure pourra aussi révéler des informations manquantes pour la période post-2020. Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n° 1, 2, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16 et 19. Elle contribue également à la réalisation des buts 3, 4 et 5 de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *générer, maintenir, partager et utiliser* les informations taxonomiques.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale :

Activité programmée 7 : Élaboration d'un système mondial coordonné d'informations taxonomiques.

Résultat de la mesure : Amélioration de la capacité des Parties de prendre des décisions fondées sur la science, grâce à l'utilisation des informations sur l'état de la diversité biologique et sur la perte et/ou restauration potentielle d'espèces, d'habitats ou d'écosystèmes, dans le cadre de certains scénarios intéressant les politiques publiques.

Mesure 9 : Faciliter l'établissement d'un inventaire de tous les taxons dans les zones prioritaires ciblées aux niveaux national, régional et sous-régional, telles que les zones de grande diversité biologique, les zones de diversité biologique clés, les aires protégées, les aires de conservation communautaires, les zones de gestion durable de la diversité biologique et les paysages de production socio-écologiques examinés dans le cadre de l'Initiative Satoyama et dans d'autres programmes dans lesquels les inventaires de la diversité biologique sont une priorité pour la prise de décision.

²¹ <http://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-04/information/cop-04-inf-28-en.pdf>

Justification : Il s'agit d'une mesure catalytique de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale, visant à accélérer la génération des informations taxonomiques dont les Parties ont besoin pour prendre des décisions reposant sur des preuves scientifiques solides en matière de conservation et de gestion de la diversité biologique. En outre, cette mesure soutient la participation des parties prenantes locales à l'établissement d'inventaires de la diversité biologique. Les connaissances taxonomiques seront largement partagées. Cette mesure renforce la participation des taxonomistes et d'autres citoyens à l'appui de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique et au renforcement des capacités taxonomiques au delà de 2020. Les projets pourront aussi inclure un recensement, une caractérisation et une surveillance du matériel génétique d'espèces domestiquées dans leurs milieux de production, tels que les exploitations agricoles, forestières et aquacoles, ainsi que la faune et la flore sauvages, selon qu'il convient, d'ici à 2019. La diversité microbienne devrait être incluse dans la mesure du possible. Des inventaires d'espèces pourraient être commencés à titre prioritaire dans les zones où des informations de base sur les espèces présentes sont d'ores et déjà disponibles et accessibles, en vue d'appuyer l'élaboration des plans d'action nationaux et de promouvoir la conservation, l'utilisation durable et l'accès et le partage des avantages au niveau national.

Cette mesure couvre les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n^os 1, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 19 et contribue à la réalisation des cinq buts de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale – *prendre conscience, recenser et établir des priorités, générer, maintenir et utiliser les connaissances et informations taxonomiques*.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale :

Activité programmée 4 : Sensibilisation et éducation du public.

Activité programmée 6 : Amélioration des réseaux existants pour favoriser une coopération régionale en matière de taxonomie.

Activité programmée 14 : Accès et partage des avantages.

Toutes les activités programmées dans le cadre de l'objectif opérationnel 4.

Résultat de la mesure : Amélioration de la capacité des Parties de générer et de partager des informations taxonomiques. Participation d'un large éventail de parties prenantes aux projets d'inventaire. Amélioration des sciences citoyennes. Contribution au programme de communication, d'éducation et de sensibilisation du public sur la diversité biologique.

Mesure 10 : Entre 2018 et 2020, utiliser, entre autres, les indicateurs des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique concernant la taxonomie et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale aux niveaux national, régional et mondial, en vue de les maintenir au-delà de 2020.

Justification : Cette mesure vise à assurer le maintien d'activités de renforcement des capacités à long terme à tous les niveaux. A sa réunion en 2020, la Conférence des Parties examinera l'application de la Convention et la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. A ce moment là, les résultats des activités de renforcement des capacités en matière de taxonomie devraient être évalués en parallèle avec les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. A l'aide des indicateurs proposés pour la taxonomie²², l'état d'avancement de l'objectif 19 et d'autres objectifs pertinents pourra être évalué par les pays qui prennent part à des initiatives taxonomiques nationales et/ou régionales, sans oublier les progrès communiqués par les Parties et les autres gouvernements. Au nombre des indicateurs supplémentaires éventuels figurent les suivants : i) indicateurs d'usage : nombre de personnes formées, nombre de personnes utilisant leurs connaissances taxonomiques à la suite de

²² Une liste indicative d'indicateurs a été convenue. Celle-ci figure dans la recommandation XV/1.

leur formation, et nombre d'ateliers organisés; ii) indicateurs de production : nombre de matériels de formation élaborés, nombre d'outils taxonomiques et nombre de produits livrables axés sur les résultats du programme de travail; iii) indicateurs de résultats/progrès : augmentation du nombre d'études et de publications taxonomiques (dans le monde et par région), augmentation du nombre d'institutions dotées d'une infrastructure améliorée et augmentation du nombre de perspectives d'emploi pour les taxonomistes. Cette mesure couvre tous les objectifs, en particulier les objectifs d'Aichi pour la biodiversité n°s 1 et 19. L'examen de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale fournira des informations de fond dont il faudra tenir compte lors de la formulation d'une stratégie au-delà de 2020.

Activités pertinentes du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale : Activité programmée 5, mais aussi, toutes les autres activités programmées du programme de travail.

Résultat de la mesure : Examen de la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale. Des informations sont fournies aux Parties, pour qu'elles puissent élaborer une stratégie au-delà de 2020.

E. Mise en œuvre, surveillance, examen et évaluation

7. La Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale sera mise en œuvre pour appuyer le programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale, dans le cadre plus général établi par le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. En conséquence, les dispositions sur la mise en œuvre, la surveillance, l'examen et l'évaluation contenues dans la partie V du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les mécanismes de soutien énoncés dans sa partie VI (décision X/2) s'appliquent à la mise en œuvre du programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale et à la Stratégie de renforcement des capacités pour l'Initiative taxonomique mondiale.

XVI/12. Questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,

Ayant examiné les communications présentées en réponse à l'invitation faite par la Conférence des Parties de proposer des questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique,

Ayant étudié la question de « l'impact de la géo-ingénierie sur la diversité biologique et les lacunes dans les mécanismes réglementaires » au titre du point de l'ordre du jour sur la biodiversité et les changements climatiques, et formulé des recommandations distinctes à ce sujet,

Rappelant le paragraphe 16 de la décision X/37 dans laquelle la Conférence des Parties exhorte les Parties et les autres gouvernements à appliquer l'approche de précaution, conformément au préambule de la Convention et au Protocole de Cartagena, en ce qui concerne l'introduction et l'utilisation d'organismes vivants modifiés pour la production de biocarburants ainsi que la libération de vie, de cellules ou de génomes synthétiques dans l'environnement, reconnaissant le droit des Parties, conformément à leur législation nationale, de suspendre la libération de vie, cellules ou génomes synthétiques dans l'environnement,

1. *Prend note des informations techniques sur les effets de l'ozone troposphérique sur la diversité biologique, qui figurent à l'annexe de la note du Secrétaire exécutif sur les questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/16/13);*

2. *Recommande que la Conférence des Parties adopte une décision dans ce sens :*

“La Conférence des Parties

1. *Prend note des propositions de questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, qui figurent dans la note du Secrétaire exécutif sur les questions nouvelles et émergentes liées à la conservation de la diversité biologique, établie pour la seizième réunion de l'Organe subsidiaire (UNEP/CBD/SBSTTA/16/13);*

2. *Prenant note des effets de l'ozone troposphérique en tant que gaz à effet de serre et de la contribution potentielle de sa réduction à l'atténuation des changements climatiques, notant également son impact sur la santé humaine et sur la diversité biologique, et notant en outre les travaux pertinents sur cette question réalisés sous les auspices de processus régionaux, décide d'inclure l'examen des effets de l'ozone troposphérique dans le programme de travail sur les liens entre la diversité biologique et les changements climatiques, et prie le Secrétaire exécutif de rendre compte de l'état d'avancement de ces travaux à une réunion future de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques qui comprendra dans son ordre du jour la question de la diversité biologique et des changements climatiques.*

Version 1

[3. *Décide de n'ajouter aucune des questions nouvelles et émergentes liées à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique proposées à l'ordre du jour de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;]*

Version 2

[3. *Constatant, conformément à l'approche de précaution, les effets positifs et négatifs potentiels des produits et organismes dérivés de la biologie synthétique sur la*

conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et consciente de la nécessité de les prendre en compte, *prie* le Secrétaire exécutif de :

- a) rassembler et faire la synthèse des données disponibles sur la base de tous les systèmes de connaissances et des communications présentées par les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales concernées, les communautés autochtones et locales et autres parties prenantes, afin de déterminer s'il y a
 - i) des effets possibles de [techniques] de biologie, d'organismes et de produits synthétiques sur la diversité biologique, y compris les éléments sociaux, économiques et culturels qui s'appliquent aux objectifs de la Convention;
 - ii) des lacunes et des chevauchements possibles avec les dispositions applicables de la Convention et de ses Protocoles et d'autres accords pertinents;
- b) mettre les informations provenant des études susmentionnées à la disposition de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques pour examen lors d'une réunion qui se tiendra avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

3 bis. Invite les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales compétentes, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes à fournir des informations pertinentes sur les effets éventuels des techniques, des organismes et des produits de la biologie synthétique sur la diversité biologique et les considérations sociales, économiques et culturelles connexes;]

Version 3

[3. *Notant* que le processus mis en place pour identifier des questions nouvelles et émergentes ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique (voir la décision IX/29) doit être mis au point et que, sur la base des informations fournies dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/16/13, l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques n'a pas été en mesure de se prononcer pour recommander d'ajouter, à sa seizième réunion, une des questions nouvelles et émergentes proposées ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique à l'ordre du jour de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;]

3 bis. Invite les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales concernées, les communautés autochtones et locales et autres parties prenantes à soumettre des informations additionnelles pertinentes, y compris des informations scientifiques collégiales et des informations émanant de différents systèmes de connaissances sur les effets possibles des techniques, organismes et produits de la biologie synthétique sur la diversité biologique et les considérations sociales, économiques et culturelles connexes conformément aux paragraphes 11 et 12 de la procédure d'identification de questions nouvelles et émergentes (décision IX/29) et *prie* le Secrétaire exécutif, sur la base de ces informations et d'autres informations pertinentes, de préparer et de mettre à disposition pour examen collégial un rapport de synthèse, y compris les dispositions applicables de la Convention et de ses Protocoles, pour examen par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à une réunion avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;]

[4. *Exhorte* les Parties à la Convention sur la diversité biologique, conformément à l'approche de précaution qui est essentielle lorsque sont traitées des questions scientifiques et technologiques nouvelles et émergentes, à faire en sorte que les parties génétiques synthétiques et les organismes vivants modifiés produits par la biologie synthétique ne soient pas libérés dans l'environnement ou approuvés à des fins d'usage commercial aussi longtemps qu'il n'y a pas

une base scientifique adéquate sur laquelle justifier ces activités et qu'il ne soit pas tenu dûment compte des risques connexes pour la diversité biologique, y compris les risques socioéconomiques et les risques pour l'environnement, la santé humaine, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, la culture et les connaissances, pratiques et innovations traditionnelles;]

5. Conformément à la décision IX/29, *prie* le Secrétaire exécutif d'inclure, avec la compilation des communications originales et les informations et opinions sur chacune des questions nouvelles et émergentes proposées ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, un examen des informations appliquant les critères qui figurent dans le paragraphe 12 de la décision IX/29 lorsque cela n'a pas déjà été prévu afin de permettre à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques d'examiner les propositions.

XVI/13. Biocarburants et diversité biologique

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques *recommande* que la Conférence des Parties adopte à sa onzième réunion une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties

Rappelant les décisions IX/2 et X/37 dans lesquelles la Conférence des Parties a décidé entre autres choses d'envisager les moyens de promouvoir les effets positifs et de réduire au minimum et d'éviter les effets négatifs de la production et de l'utilisation des biocarburants sur la diversité biologique,

Reconnaissant les préoccupations selon lesquelles le déploiement de technologies à biocarburants peut se solder par une augmentation de la demande de biomasse et exacerber les agents moteurs de l'appauvrissement de la diversité biologique comme les changements d'affectation des terres, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, compte tenu du paragraphe 6 de la décision X/38 de la Conférence des Parties, et la consommation excessive de ressources,

Reconnaissant également la possibilité qu'ont les technologies à biocarburants de faire une contribution positive à l'atténuation des changements climatiques, autre principal agent moteur de l'appauvrissement de la diversité biologique, et à la création de revenus additionnels, en particulier dans les zones rurales,

Rappelant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Action 21, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg),

Reconnaissant en outre que l'examen des questions couvertes par le paragraphe 2 de la décision X/37 est important pour la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique,

1. *Se félicite* des efforts déployés par de nombreuses Parties, organisations concernées et initiatives pour élaborer et appliquer des outils et des approches visant à promouvoir les effets positifs et à réduire au minimum et éviter les effets négatifs des biocarburants sur la diversité biologique ainsi que les effets sur la diversité biologique qui influent de manière positive ou négative sur les conditions socioéconomiques, y compris la sécurité alimentaire et énergétique mais aussi la prise en compte des droits fonciers et des droits aux ressources, y compris l'eau, et encourage la poursuite de ces efforts dans ces domaines;

2. *Invite* les Parties :

a) à prendre en compte, en temps opportun et s'il y a lieu, les questions relatives aux biocarburants dans l'actualisation et la mise en œuvre de leurs stratégies et plans d'action nationaux et sous-nationaux pour la diversité biologique, et autres politiques pertinentes;

b) à envisager l'utilisation de différents outils volontaires pertinents concernant l'impact de la production et de l'utilisation de biocarburants sur la diversité biologique, comme dans l'évaluation environnementale et socioéconomique stratégique et l'aménagement intégré du territoire en fonction de la situation nationale; et

c) à rappeler l'invitation adressée aux Parties, tout en reconnaissant les différentes situations nationales, aux autres gouvernements et aux organisations concernées dans le paragraphe 7 de la décision X/37;

3. *Accueille avec satisfaction* les travaux en cours au titre du paragraphe 7 de la décision X/37 et encourage les Parties, les autres gouvernements et les organisations à les poursuivre;

4. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à rendre largement disponibles des informations sur les progrès accomplis en réponse aux paragraphes 2 a), b) et c) ci-dessus, et invite les Parties à faire également rapport sur ces progrès dans leurs cinquièmes rapports nationaux dans la mesure du possible;

/...

5. *Reconnaissant* que des mesures d'incitation peuvent dans certaines circonstances contribuer pour beaucoup à l'expansion des biocarburants, *invite* les Parties et les autres gouvernements à évaluer ces mesures à l'aide des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, dans le contexte de la question intersectorielle de la Convention sur les mesures d'incitation, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales;

6. *Reconnaissant également* la technologie en évolution rapide associée aux biocarburants, *exhorte* les Parties et les autres gouvernements à suivre cette évolution et rappelle le paragraphe 3 c) i) de la décision IX/2 qui exhortait les Parties et invitait les autres gouvernements à notamment appliquer l'approche de précaution conformément au préambule de la Convention sur la diversité biologique;

7. *Prend note* du rapport intérimaire du Secrétaire exécutif sur ses travaux en réponse à la décision X/37, présenté à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (UNEP/CBD/SBSTTA/16/14), et prie le Secrétaire exécutif de continuer à compiler des informations, notamment sur les lacunes dans les normes et méthodologies recensées dans les travaux effectués au titre du paragraphe 11 de la décision X/37;

8. *Prend note* :

a) des lacunes dans nos connaissances scientifiques des biocarburants ainsi que dans les outils et approches pertinents, et des incertitudes qui demeurent, en particulier la difficulté inhérente à la mesure des effets indirects des biocarburants sur la diversité biologique; et

b) qu'il est difficile d'évaluer maintes questions techniques et scientifiques ayant trait aux biocarburants, qu'elles s'appliquent à de nombreux programmes de travail de la Convention, en particulier l'approche par écosystème, et qu'elles peuvent être traitées dans un contexte élargi;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif, dans le cadre de ses travaux en cours en application de la décision X/37, de compiler en collaboration avec les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées, et compte tenu des travaux en cours, des informations sur les définitions pertinentes des principaux termes afin de permettre aux Parties d'appliquer les décisions IX/2 et X/37, et de faire rapport sur les progrès accomplis à une réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques avant la douzième réunion de la Conférence des Parties;

10. *Décide* d'examiner l'état d'avancement de l'application des décisions IX/2 et X/37 à sa douzième réunion.

XVI/14. Mesures d'incitation : progrès réalisés dans l'application de la décision X/44

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques souhaitera *recommande* que, à sa onzième réunion, la Conférence des Parties adopte une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties

1. *Prend note* des succès rapportés par les Parties et les autres gouvernements dans le cadre de l'exécution de la décision X/44 sur les mesures d'incitation, qui contribuent ainsi à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, en particulier ses objectifs d'Aichi 2, 3 et 4, et à la Stratégie de mobilisation de ressources ;

2. *Note* les efforts accomplis par un certain nombre de Parties en vue de mener des études nationales sur l'économie des écosystèmes et de la diversité biologique, et encourage les autres Parties et gouvernements à envisager également, selon que de besoin, la réalisation de telles études, en exploitant les conclusions de l'étude internationale sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) et de travaux semblables au niveau national ou régional avec la participation de toutes les parties prenantes pertinentes, et de recenser les mécanismes et les mesures permettant d'intégrer les valeurs de la diversité biologique dans les politiques, programmes et processus de planification nationaux et locaux pertinents, ainsi que dans les systèmes de notification, conformément au contexte national ;

3. *Consciente* de la nécessité de tenir compte des résultats de ces études dans le cadre de l'élaboration et de l'application des politiques nationales, de façon systématique et cohérente, invite les Parties et les autres gouvernements qui envisagent de réaliser des études nationales sur l'économie des écosystèmes et de la diversité biologique, à s'assurer que les études menées ainsi que les stratégies et plans d'action nationaux révisés pour la diversité biologique concourent au même objectif ;

4. *Prenant note* des travaux d'analyse considérables qui ont déjà été entrepris par les organisations et initiatives internationales telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au sujet des mesures d'incitation nuisibles,

a) *Invite* les Parties et les autres gouvernements à élaborer et appliquer des outils pour identifier les incitations nuisibles pour la diversité biologique ainsi que des méthodes de suivi des progrès accomplis dans la poursuite de l'objectif d'Aichi 3, en employant l'indicateur pertinent de la stratégie de mobilisation de ressources (décision X/3, paragraphe 7, indicateur 13);

b) *Souligne* que la réalisation d'études visant à recenser les incitations, y compris les subventions, qui sont nuisibles pour la diversité biologique ne devrait pas retarder l'action gouvernementale immédiate dans les cas où l'on a déjà identifié des mesures à éliminer, éliminer à terme ou réformer ;

c) *Encourage* les Parties et invite les autres gouvernements à prendre des mesures adéquates dans ces cas, en procédant à l'élimination des incitations concernées ou en initiant un processus d'élimination à terme ou de réforme, compte tenu des conditions socio-économiques nationales, notamment en saisissant les occasions qui se présentent au cours des cycles d'examen des politiques sectorielles en vigueur, tant à l'échelon national que régional ;

d) *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à présenter au Secrétaire exécutif des informations sur les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des options d'élimination, d'élimination à terme ou de réforme des incitations nuisibles pour la diversité biologique identifiées ;

5. *Reconnaissant* que l'élimination, l'élimination à terme ou la réforme des mesures d'incitation, y compris les subventions, qui sont nuisibles pour la diversité biologique rendront les

mesures d'incitation positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique plus efficaces et/ou moins coûteuses,

6. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à tenir compte, dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques, des liens entre l'élimination, l'élimination à terme ou la réforme des mesures d'incitation nuisibles, y compris les subventions, et la promotion des mesures d'incitation positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, conformément aux dispositions de la Convention et aux autres obligations internationales pertinentes et en harmonie avec celles-ci, y compris dans le cadre des stratégies et des plans d'action nationaux révisés pour la diversité biologique, en tenant compte des conditions socio-économiques nationales ;

7. *Encourage* les Parties et invite les autres gouvernements à envisager, conformément aux objectifs des stratégies et des plans d'action nationaux révisés pour la diversité biologique, l'inclusion de critères spécifiques relatifs à la diversité biologique dans les plans nationaux d'approvisionnement, les stratégies nationales en faveur d'une consommation et d'une production durables et les cadres de planification semblables, en guise de contribution à la mise en œuvre de l'objectif d'Aichi 4 pour la diversité biologique et au renforcement de la base et des méthodes scientifiques qui rendront ce travail plus efficace ;

8. *Encourage* les Parties à collaborer avec le secteur privé sur les moyens de contribuer à l'application nationale de la Convention en créant par exemple des plateformes ou réseaux entreprises et biodiversité, en élaborant des outils favorisant la prise en compte de la diversité biologique dans les activités commerciales, notamment des lignes directrices pour aider les entreprises à rendre compte de leur impact sur l'environnement et plus particulièrement sur la diversité biologique, et à soutenir les initiatives internationales connexes ;

9. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations et initiatives compétentes, et les organisations bilatérales et multilatérales de financement à développer des propositions pour prolonger le soutien technique et le renforcement des capacités à plus long terme concernant les méthodes d'établissement de la valeur et l'intégration des valeurs de la diversité biologique aux politiques, programmes et processus de planification nationaux et locaux pertinents, y compris les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, ainsi que les systèmes d'établissement de rapports, notamment le système de comptabilité national, selon qu'il convient;

10. *Prend note* du soutien témoigné par plusieurs organisations et initiatives internationales, dont le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et son Partenariat mondial pour la comptabilité des ressources et la détermination de la valeur des services fournis par les écosystèmes (WAVES), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), entre autres, pour les efforts déployés aux niveaux mondial, régional et national en vue de recenser et éliminer, éliminer à terme ou réformer les incitations qui nuisent à la diversité biologique, de promouvoir les mesures d'incitation positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, en conformité et en harmonie avec la Convention et autres obligations internationales pertinentes, ainsi que d'estimer et intégrer les valeurs de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes associés, et invite ces organismes ainsi que les autres organisations et initiatives concernées à poursuivre et intensifier ces travaux, y compris le soutien continu du renforcement des capacités au niveau national ;

11. *Prend note* des travaux en cours de la Commission de statistique de l'ONU visant à inclure une comptabilité expérimentale des écosystèmes dans son Système de comptabilité environnementale et économique révisé, soutenant ainsi l'incorporation de la diversité biologique dans la comptabilité nationale, selon qu'il convient, comme le prévoit l'objectif d'Aichi 2 pour la diversité biologique ;

12. En vue d'encourager les progrès vers la réalisation des objectifs d'Aichi pour la diversité biologique, notamment les objectifs 2, 3 et 4, et en mobilisant des ressources pour la diversité biologique, *prie* le Secrétaire exécutif de :

a) Rassembler les communications reçues en réponse au paragraphe 4 d) ci-dessus, les diffuser par le biais du mécanisme d'échange de la Convention et élaborer un rapport de synthèse sur les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des options d'élimination, d'élimination à terme ou de réforme des incitations qui nuisent à la diversité biologique, aux fins d'examen par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à une réunion précédant la douzième réunion de la Conférence des Parties ;

b) Continuer à renforcer sa coopération avec les organisations et initiatives concernées en vue de catalyser, d'appuyer et de faciliter les travaux futurs pour recenser, éliminer, éliminer à terme ou réformer les incitations nuisibles, promouvoir les incitations positives en faveur de la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, conformément aux dispositions de la Convention et aux autres obligations internationales pertinentes et en harmonie avec celles-ci, et estimer et intégrer les valeurs de la diversité biologique et des services fournis par les écosystèmes associés ;

c) Continuer à organiser des ateliers régionaux sur le renforcement des capacités en collaboration avec les organisations et initiatives concernées et, le cas échéant, avec la participation d'experts rattachés aux ministères des finances et de la planification, afin d'aider les pays à exploiter les conclusions des études sur l'économie des écosystèmes et de la diversité biologique (TEEB) et de travaux semblables au niveau national ou régional, et à intégrer les valeurs de la diversité biologique dans les politiques, programmes et processus de planification nationaux et locaux pertinents, conformément au contexte national, et de soutenir l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et d'enseignements tirés pertinents.

XVI/15. *Rapports sur les travaux de collaboration dans les domaines de la biodiversité et l'agriculture, des forêts, et de la biodiversité et la santé*

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques recommande que la Conférence des Parties, à sa onzième réunion, adopte une décision dans ce sens :

La Conférence des Parties

1. *Prend note* du rapport d'activité du Secrétaire exécutif sur les travaux de collaboration dans les domaines de la biodiversité et l'agriculture, des forêts, et de la biodiversité et la santé (UNEP/CBD/SBSTTA/16/16);

2. *Souligne* l'importance de renforcer davantage la collaboration entre la Convention et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique pertinents, et prend note du plan de travail conjoint révisé des secrétariats de la Convention sur la diversité biologique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de sa Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (UNEP/CBD/SBSTTA/16/INF/33, annexe);

3. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à examiner comment la liste indicative d'indicateurs pour le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique qui figure dans la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques peut être prise en compte lors de l'évaluation des ressources forestières mondiales, et prie le Secrétaire exécutif de collaborer avec la FAO pour aider à faire en sorte que le Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales continue de fournir des données et des analyses utiles dans le but d'évaluer les progrès réalisés dans l'application de la Convention;

4. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à sensibiliser le public aux interdépendances entre la biodiversité et les questions touchant la santé, et à collaborer avec les secteurs nationaux de santé publique, afin d'intégrer les questions relatives à la biodiversité aux stratégies et programmes nationaux de santé, en vue d'obtenir des avantages mutuels et de contribuer à la réalisation des objectifs d'Aichi pertinents, et à faire rapport à ce sujet à la Conférence des Parties lors de sa douzième réunion;

5. *Note* que la liste indicative d'indicateurs (annexe I de la recommandation XV/1 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques) contient un certain nombre d'indicateurs qui pourraient être pertinents pour les liens entre la biodiversité et la santé, y compris les tendances en matière d'avantages pour les humains découlant de services écosystémiques sélectionnés; les tendances en matière de santé et de bien-être de communautés qui dépendent directement de biens et services écosystémiques locaux; et les tendances en matière d'apport nutritionnel de la biodiversité : la composition des aliments, et prie le Secrétaire exécutif de développer plus avant ces indicateurs en collaboration avec les organisations compétentes et en tenant compte des points de vue des Parties, conformément à la recommandation XV/1, et encourage les Parties, les autres gouvernements et les parties prenantes concernées à les utiliser;

6. *Accueille avec satisfaction* le renforcement de la collaboration entre la Convention sur la diversité biologique et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ainsi que d'autres organisations et initiatives concernées, et prie le Secrétaire exécutif d'établir un programme de travail conjoint avec l'OMS, et suivant le cas avec d'autres organisations et initiatives concernées, afin de soutenir la contribution que le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique peut apporter à la réalisation des objectifs de santé humaine; et

[7. *Notant l'insuffisance des fonds disponibles pour la mise en œuvre des activités conjointes ciblées demandées entre les secrétariats de la Convention sur la diversité biologique et le Forum des Nations Unies sur les forêts, en particulier en matière de renforcement de capacités, réitère son invitation aux pays en mesure de le faire de fournir un financement pour un poste mixte cofinancé et des ressources pour les activités, par le biais du Fonds de contributions volontaires de la Convention.]*
